



Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- - - - -

**Séance publique du
Jeudi 19 juin 2014**

- - - - -

PROCES-VERBAL

SEANCE ORDINAIRE DU 19 JUIN 2014

Procès-verbal

L'an deux mille quatorze et le dix-neuf juin à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRECHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Mme S. KERANGUEVEN à M. C. COUR, M. J. MALEK à M. R. COTTE, M. J.-L. SAVY à Mme M.-P. PASDELOU.

Absent(es):

Mme C. HART

Ouverture de la séance et appel

Monsieur le Président

Nous allons débiter cette séance du Conseil d'Agglomération du 19 juin 2014.

Je vous propose la candidature de Maud BODKIN comme secrétaire de séance.

Pas d'autres candidatures ?

Madame BODKIN étant désignée à l'unanimité secrétaire de séance, je lui demande de bien vouloir procéder à l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Merci madame BODKIN. Le quorum est atteint, nous pouvons donc valablement délibérer

Monsieur le Président

Lors d'une séance précédente du Conseil d'Agglomération, je vous avais proposé de partager ensemble les avancées technologiques et innovantes sur la « Smart City », sur la cité intelligente, à l'initiative d'IBM. Nous avons eu l'occasion de la visiter avec Max LEVITA, Chantal MARION, et Christian FINA. Les travaux avaient débuté sous la présidence de Jean-Pierre MOURE et continuent aujourd'hui, avec pour orientation stratégique une démarche citoyenne liée à la gestion des risques de l'eau, à la mobilité,

aux transports, à l'énergie et aux services aux citoyens. La mise en œuvre de la cité intelligente va bien au-delà de la simple construction d'une solution technologique. Ce projet nécessite une phase de développement, d'expérimentation et de tests. Monsieur Philippe SAJHAU, Vice-président en charge de l'initiative "Smarter Cities", IBM France, va vous présenter les avancées technologiques. Ce projet nécessite une phase de développement, d'expérimentation, de tests de solutions techniques urbaines en grande nature. Les citoyens pourront profiter des solutions innovantes visant à simplifier leur quotidien. Les multiples services qu'offrira à terme la cité intelligente sont aussi le creuset des métiers de demain. Je vais donner la parole à Chantal MARION pour une brève introduction puis Monsieur Philippe SAJHAU, que je remercie. Et puis Monsieur Alain FOUCARAN, professeur des universités, Directeur du laboratoire de l'université Montpellier II présentera les recherches qui ont été réalisées par IBM avec l'université Montpellier I et Montpellier II, l'IDATE et plusieurs entreprises. Je donne la parole à Madame MARION.

Madame MARION

Merci bien Monsieur le Président. C'est un projet dont je vais faire l'historique pour les nouveaux élus. C'est un projet que l'on continue et qui va être fortifié.

Les cités intelligentes ou smart cities, ce sont des villes qui sont connectées et qui utilisent les technologies nouvelles d'information pour améliorer aussi bien la vie des habitants que des entreprises et également des collectivités locales. Ces smart cities sont un axe stratégique pour l'Europe. L'objectif de la Commission est de rendre les villes européennes plus intelligentes. Comment a-t-elle dirigé et planifié cela ? C'est tout d'abord en créant des partenariats équilibrés entre villes et entreprises sur la base de synergies entre l'énergie et la mobilité pour déployer des solutions innovantes. L'Agglomération de Montpellier s'est positionnée très rapidement sur ce projet. Et ça, c'est capital parce qu'on a été en tête de ces projets. En 2010, une réflexion a été faite et effectivement, une feuille de route a été déposée en 2012. Au 1er janvier 2013, un contrat a été signé. L'Agglomération s'est positionnée très rapidement sur ce projet, voilà pourquoi nous avons un projet très bien construit. Il faut savoir qu'il y a 4 pôles qui soutiennent ce projet. Un pôle ressources et moyens qui a été structuré ici par Madame CELIE, un pôle développement territorial par Monsieur NURIT et Monsieur BOULET, un pôle services publics environnement et eau par Monsieur HEMAIN et à voir à l'avenir un pôle culture par Monsieur DANIEL. Cette stratégie numérique globale de l'Agglomération au service des citoyens et des entreprises a des objectifs qui ont été vraiment positionnés dès le début, notamment mettre le citoyen au centre de la démarche. C'est donc au départ une démarche citoyenne. Autres objectifs, simplifier et améliorer la relation avec les citoyens et surtout participer à la dynamique citoyenne. C'est très important et nous allons voir comment on va prouver que cette démarche va apporter une amélioration dans la dynamique économique. Encourager et soutenir l'innovation et surtout aménager une ville intelligente et attractive.

Je peux vous dire que ce projet est capital pour plusieurs raisons. J'étais, la semaine dernière, en Chine et nous avons rencontré un entrepreneur qui voulait créer une cité intelligente. Et c'est en allant sur Google, quand vous tapez « cité intelligente », Montpellier apparaît en premier. Il s'est donc renseigné et trois personnes vont venir pour se servir de notre schéma directeur pour mettre en place cela. C'est donc important d'avoir été dans les premiers pour installer ce schéma directeur.

Dans un premier temps, en 2010, comme tout travail, un schéma directeur a été mis en place, un schéma directeur d'aménagement numérique avec un réseau très haut débit qui va permettre la collecte des flux de données, des capteurs, des objets connectés. En 2011, la création d'une plate-forme numérique, une plate-forme qui va mutualiser toutes ces données. C'est important qu'à un moment donné toutes ces données soient mutualisées. Et enfin, la mise en place de services avec la gestion des services numériques.

Ceci nous a permis de créer ce que l'on appelle la cité intelligente. Intelligente, parce qu'elle permet justement de faire des contrats de recherche et de développement avec nos différents partenaires. Il s'agit aussi bien d'universités – l'université Montpellier I, l'université Montpellier II – des partenaires tels qu'IBM, IDATE, Éco cité. Tout ceci va nous permettre d'aboutir à ce que les utilisateurs et les contributeurs, soit les citoyens des communes, les acteurs associatifs, académiques, économique et les partenaires. Et tout ceci, cette cité intelligente, est une composante essentielle du projet Montpellier métropole numérique auquel nous tenons énormément qui porte la candidature montpelliéraine de la French-Tech.

L'éco cité est un laboratoire grandeur nature. Nous avons ce laboratoire à portée de main. Ce laboratoire, c'est le territoire de Montpellier à la mer. Effectivement, ce laboratoire nous a permis de faire labelliser l'éco cité par le ministère de l'Écologie en mars 2010. Cela nous a permis de bénéficier d'un programme des investissements d'avenir au titre du fonds de ville de demain au grand emprunt en 2011. Vous voyez donc que la progression a été rapide. Maintenant, ça constitue un véritable living lab, soit un laboratoire

grandeur nature.

Ce laboratoire grandeur nature, quel est-il ? C'est à titre d'expérimentation 2 500 hectares, des communes impliquées, les communes de Lattes, Perols, Castelnau le Lez et Montpellier. Il faut que vous sachiez qu'il y a 13 éco cités dans le même style que nous. Mais nous avons une particularité, et là IBM va vous le démontrer encore plus particulièrement, c'est la transversalité des différents axes. Cette transversalité sous une forme de plate-forme est l'une des particularités de l'Agglomération.

Pour terminer, quels sont les objectifs de cette cité intelligente ? Ils sont de trois ordres et pour moi, ils sont capitaux. Tout d'abord, c'est favoriser le développement économique, mettre à disposition les données du territoire telles qu'on va les traiter auprès des PME, des start-ups – elles sont nombreuses chez nous – et contribuer à la démarche Montpellier métropole numérique French-Tech. Et vous allez me dire « mais comment vous allez vérifier cela ? » Nous avons des partenaires qui sont les universités. Il y a deux thèses de troisième cycle en cours en ce moment, une à l'UM2 et une à l'UM1. Concernant celle de l'UM2, je laisserai la personne représentant l'UM2 en parler. En ce qui concerne celle de l'UM1, le titre c'est « Évaluer l'impact de ce projet sur le territoire en termes d'emploi ». On va donc pouvoir voir si ce projet amène des emplois. Le deuxième objectif c'est d'améliorer la qualité des services urbains. Il faut tendre vers ça, partager une vision intégrée des informations en temps réel, instantanément, et coordonner les différents services urbains. Ils sont nombreux à Montpellier, ils sont de qualité, mais il faut les améliorer et piloter la qualité de services transverses. Enfin, pour moi c'est le côté humain de ce projet, et je crois qu'il faut mettre de l'humain partout, même dans le numérique et surtout dans le numérique, impliquer les citoyens. C'est-à-dire qu'il faut que les citoyens soient des acteurs de leur éco cité. Leur permettre de signaler des problèmes, de les résoudre eux-mêmes, dans les meilleurs délais, pour améliorer la qualité de la vie.

Monsieur le Président

Merci Madame MARION. Permettez-moi de vous remercier publiquement de tout le travail que vous effectuez dans le domaine économique et associer à ces remerciements Monsieur LEVITA qui travaille en partenariat avec vous notamment sur le projet de label French-Tech. Je vais le dire maintenant, ça m'évitera de le faire dans les informations tout à l'heure, nous avons reçu une lettre très encourageante de Monsieur le Premier Ministre, mon ami Manuel Valls. Je cite la première phrase parce qu'elle mérite le détour : « Par votre courrier du 30 avril dernier, vous avez fait part de tout l'intérêt que vous portez à l'attribution du label Métropole French-Tech, à la communauté '**urbaine**' de Montpellier ». Vous voyez qu'il y a un progrès, c'est une phase intermédiaire. Donc, merci à Manuel Valls de nous aider et merci à Chantal MARION et Max LEVITA de suivre le travail quotidiennement sur le terrain auprès des entreprises, des innovateurs, auprès de tous ceux qui font vivre l'emploi et les nouvelles technologies dans l'Agglomération de Montpellier.

Madame MARION

J'appelle maintenant Monsieur Philippe SAJHAU, le vice-président d'IBM France et Monsieur Alain FOUCARAN, Professeur d'université.

Monsieur SAJHAU

Monsieur le Président, Madame la vice-présidente, mesdames et messieurs les élus communautaires. D'abord, merci de m'applaudir avant de commencer.

Je vais essayer d'être bref parce que vous avez un ordre du jour chargé. Madame MARION a déjà dit beaucoup de choses, je vais donc essayer de compléter en quelques mots, et juste de vous donner envie. Je vous montrerai à la fin quelques photos d'écran qui sont en fait des écrans de la démonstration de ce qu'on est en train de faire aujourd'hui avec l'Agglomération et de vous donner envie de venir les voir en réel, de poser des questions et d'aller plus loin.

Les villes intelligentes, c'est un sujet à la mode, mais au-delà de la mode, c'est une transformation complète des villes et des collectivités par la numérisation. J'ai mis exprès plein de chiffres, non pas pour qu'on les lise et qu'on les absorbe, mais c'est parce que le monde de la donnée qui est finalement la matière première du 21^e siècle va permettre de changer la vie des citoyens en améliorant leur vie par de nouveaux usages et, comme le disait Madame MARION, contribuer à l'attractivité et ça, c'est fondamental.

En fait, c'est dû à quelques révolutions technologiques. Le 'cloud', le 'big data' dont on entend parler beaucoup qui consistent tout simplement à avoir la capacité d'aller chercher des milliards de données et les traiter en temps réel pour en tirer quelque chose. L'analytique qui permet de prédire. Et bien sûr, les réseaux sociaux que tout le monde utilise maintenant.

Je voulais faire une petite parenthèse sur le site de Montpellier où certains peuvent se dire, mais qu'est-ce qui se passe encore dans ce site ? On fabriquait des machines pour l'Europe entière, aujourd'hui on ne fabrique plus de machine. Il faut savoir qu'IBM fait moins de 12 % de son chiffre d'affaires dans les machines aujourd'hui. On est donc au milieu de cette transformation vers la donnée et le site de Montpellier continue à se transformer en permanence pour s'adapter à cette évolution. Aujourd'hui, c'est d'abord un centre de cloud européen. Il y a, à Montpellier, tous les grands comptes français, les comptes bancaires notamment, qui sont aussi sur le site de Grabels puisqu'il y a plusieurs sites physiques de façon à sécuriser tout ça. Il y a plus de 7 000 clients qui, dans l'année, viennent travailler sur le site de Montpellier et faire vivre aussi l'économie, enfin contribuer aussi à l'économie. Et il y a un pôle d'innovation qui a notamment contribué à d'autres projets de recherche autour de l'eau, autour de l'énergie sur ce territoire.

Tout à l'heure, vous avez dit que la décision a été prise il y a maintenant presque un an et demi sur ce projet. J'ai la chance de diriger ce programme « Smarter city » pour la France, mais je peux vous dire que globalement, IBM a 2 500 projets « Smarter city » dans le monde. Donc, vous n'êtes pas les seuls, mais vous êtes en avance et ça, c'est important. Vous êtes en avance et lorsqu'on a signé ce contrat, vous étiez même unique puisque le projet de recherche et développement que nous avons engagés avec les partenaires, et je vais être très clair là-dessus, vous avez l'amabilité de m'accueillir IBM aujourd'hui sur ce podium, mais en fait, je ne représente que l'ensemble de l'écosystème de ce projet. Nous ne sommes qu'un aiguillon pour l'ensemble de l'activité qui se fait autour de ce projet recherche et développement. Et lorsqu'il a été signé à Montpellier, il était unique puisque c'était le premier projet dans le monde de plate-forme de métropole complète. Lyon, Paris bien sûr et d'autres villes en France ont des projets sur l'énergie, sur la mobilité, mais Montpellier a lancé la première plate-forme de métropole.

Ensuite, c'est un projet de recherche et développement, donc très unique, associant les universités, l'IDATE, des start-ups, des grands groupes et qui ensemble essaient de travailler sur ces dossiers pour comprendre finalement qu'est-ce que doit être la métropole, de demain sur le numérique.

Et bien sûr, vous avez cité le French-Tech. Il est clair que lorsque le mouvement French-Tech a été lancé, il s'agissait de parler d'un bâtiment, de regrouper les gens. Là, on va en plus leur apporter de la donnée, donc leur matière première. Et avec Monsieur BOULET et toute l'équipe d'attractivité économique, on sait que ce point-là a été extrêmement important sur ce dossier.

Donc, comme je le disais, nous ne sommes pas seuls du tout, on est juste l'aiguillon de ce projet avec la plate-forme, mais des groupes, des entreprises sont autour de ce projet et de nouvelles start-ups vont rentrer et continueront à participer à ce projet.

Je vais rester deux minutes sur ce schéma pour bien vous faire comprendre notre logique et que signifie le terme de plate-forme. En bas de la présentation à l'écran, vous avez les capteurs et ces capteurs vont remonter des données, des données qui sont dans la roue, dans les tuyaux et fait nouveau, des données qui viennent des citoyens. Maintenant, on peut en plus récolter des informations venant des réseaux sociaux. Donc, à la base, on capte de l'information. Cette information est véhiculée par des opérateurs Télécom et elle est consolidée dans cette plate-forme qui est une plate-forme temps réel et prédictive. Cela veut dire que nous ne sommes pas dans des données anciennes, nous ne sommes pas dans des données statistiques, mais dans des données temps réel. Et les sujets que nous traitons, vous les voyez sur les côtés de l'écran, c'est le service aux citoyens bien sûr, c'est le transport et la mobilité. Et on s'est fixé comme objectif ambitieux de faire un report modal de 15 % des usagers des véhicules vers les transports en commun. On s'est fixé, et aujourd'hui on commence à avoir les premières images, une prédiction du trafic à 1 h et de créer un référentiel de mobilité.

Sur l'eau, il s'agit de faire un cockpit de l'eau qui permettra d'identifier et d'obliger celui qui sera en charge de le faire, de régler les fuites en 72h, ce qui n'est pas le cas ni ici ni ailleurs aujourd'hui. Et de faire en sorte que l'ensemble des communes de l'Agglomération soient au niveau de rendement réclamé par l'Europe.

Enfin, sur les risques naturels, il s'agit de diminuer de 20 % les effets collatéraux que peuvent apporter les inondations dans les zones inondables et on sait qu'il y en a sur l'Agglomération.

Il s'agit donc également de piloter les systèmes pour de nouveaux usages et pour limiter la dépense publique. Cette plate-forme a une autre vocation, c'est ce que vous voyez en haut de l'écran, c'est qu'elle permet de mettre à disposition ces données pour l'ensemble de l'écosystème. Je pense que vous avez tous entendu parler de l'open data, mais l'open data aujourd'hui reste une ouverture des données souvent statistique et statique. Il s'agit là de l'enrichir, et donc l'open data vient alimenter cette plate-forme, avec des données temps réel et prédictive et ensuite avoir des start-ups qui vont créer de nouveaux usages.

Pour terminer, quelques photos d'écran. De ce que l'on va avoir sur une application mobile que chaque citoyen montpelliérain aura et qui lui permettra finalement avec un smartphone ou sur Internet de signaler

à la collectivité qu'il y a un incident – nous avons créé un certain nombre d'incidents, on peut les enrichir bien évidemment – et envoyer une photo ou un texte pour signaler. Et donc, enrichir de lui-même et participer à cette collecte de données et informer les services qu'il y a quelque chose à faire. Deuxième type de vue, c'est ce que verra l'un des gestionnaires de service de la ville à différents niveaux, un tableau qui collecte des informations avec des seuils d'alerte – vert, jaune, rouge – et ensuite des actions pour anticiper. Retenez bien qu'une donnée n'est pas une information. On croule sous les données, mais ce qui est important c'est d'avoir une information pour prendre une action. Et la transformation entre la donnée et l'information, c'est ensuite l'apport, la richesse intellectuelle de l'homme et de son savoir qui ensuite permettra d'anticiper et de générer une action.

Ce transparent est extrêmement intéressant parce que cela a été développé par une start-up de l'écosystème du BIC. Ils ont en fait pris les données de mobilité et ils ont fait une application mobile qui regroupe en temps réel les parkings vélo et les parkings voiture. Ça paraît tout simple, mais sachez que tous les parkings ne communiquaient pas les données, que bien sûr c'était dans des formats différents. Tout ça maintenant est sur une application mobile et nous sommes en train de passer à la phase suivante qui est de faire de la prédiction et dire « demain matin à 10 h, probablement dans ce parking, j'ai 80 % ou 10 % de chances d'avoir une place ». Voilà un peu l'état d'esprit de la suite de ce que l'on fait.

Ça, c'est sur le trafic, le pilotage du trafic au niveau de la collectivité. Et on commence d'ores et déjà à tester et à sortir des informations sur une prédiction du trafic à 1 h. Il faut que vous sachiez que sur l'Agglomération vous avez un pilotage du trafic par une entité qui s'appelle Gertrude. C'est une entité qui travaille au mieux en temps réel. L'objectif est d'être capable de lui amener une information à plus d'une heure pour qu'elle puisse anticiper et repiloter finalement les feux et que cette prédiction à 1 h soit capable d'alimenter des applications multimodales qui vous permettront demain de choisir la meilleure modalité en fonction de la prédiction du trafic réel et non pas moyenne comme le font la majorité des GPS aujourd'hui.

Sur l'eau, ce que nous apportons aujourd'hui sur la plate-forme, c'est permettre finalement à la collectivité de mieux piloter les fuites et de mieux piloter le réseau. Et donc, de piloter soit un prestataire soit une régie et je crois savoir que vous avez en ce moment une évolution qui se fait. Ça va donc apporter un outil à la collectivité pour pouvoir travailler dans ce domaine.

Sur les risques, on sait mesurer aujourd'hui les risques d'élévation du niveau d'eau lorsqu'il pleut. L'important maintenant c'est de voir quelle corrélation peut-on en tirer avec le transport et derrière préanticiper des actions et prévenir les partenaires qui devront intervenir.

Permettez-moi de conclure sur ce transparent. Aujourd'hui, le projet de recherche et développement est à peu près à la moitié de sa phase de progression. Clairement, il assoit Montpellier dans les grandes métropoles européennes, en tout cas il y contribue vivement. Et j'espère que nous pourrions déployer une vidéo qui parle de ça dans les prochains salons sur Montpellier. Ce qu'il faut bien comprendre c'est que l'Europe, il y a quelques semaines, a annoncé que Montpellier était la ville la plus intelligente d'Europe et j'espère que nous avons tous contribué à cela. Cela est notoire et c'est important.

Pour terminer, ce qu'il faut comprendre c'est que cette plate-forme permet d'apporter des données à l'écosystème, de piloter les systèmes pour apporter de nouveaux usages et améliorer les services et aussi de permettre une inter pluridisciplinarité entre les services. Historiquement, les collectivités se sont construites en silos, à partir de ce genre d'outils. Il s'agit donc d'un élargissement de l'open data. On a parlé de culture pour demain, mais nous sommes aussi en train de réfléchir sur la santé et l'énergie.

Merci de votre écoute, je passe la parole au Professeur FOUCARAN.

Monsieur FOUCARAN

Je vais prendre le micro comme si j'étais en cours. Monsieur le Président, mesdames et messieurs les conseillers. D'abord, un effet de surprise en ce qui me concerne. Vous vous rendez compte, un Professeur d'université appelé à parler d'un peu de sciences devant un Conseil communautaire, c'est quelque chose d'extraordinaire dans le sens où c'est nouveau.

Monsieur le Président

Mais nous, on les aime les professeurs d'université, ceux de Montpellier I, de Montpellier II, de Montpellier III, de SupAgro, on les aime tous les professeurs d'université.

Monsieur FOUCARAN

Donc, simplement pour remercier Chantal MARION de me donner l'opportunité de prendre la parole sur ce sujet extrêmement original : la cité intelligente. Tout d'abord, je m'exprime ici au nom de l'université Montpellier I et de l'université Montpellier II et des laboratoires de recherche, plus particulièrement

Laboratoire Montpelliérain d'Economie Théorique et Appliquée (LAMETA) qui est impliquée dans ce projet et mon laboratoire, l'IES – Institut d'Électronique et des Systèmes – et je reviendrai sur ce laboratoire un peu plus tard.

Je vais témoigner en tant que laboratoire de recherche puisque vous comprenez bien que dans cet ensemble, chacun des laboratoires montpelliérains et des universitaires et des doctorants et des masters 1 et 2 que nous représentons sont capables de s'investir et d'apporter leur pierre à l'édifice. Donc, plutôt que de prendre des généralités, je vais travailler uniquement sur un seul labo, le mien puisque je le connais bien, c'est le laboratoire d'électronique et des systèmes. Nous sommes 220 personnes, dont 60 doctorants. Comment s'asseoir sur ce potentiel de jeunesse qui peut apporter du dynamisme, qui est en même temps une population citoyenne de votre ville et de votre Agglomération. Donc, ces gens-là ont des choses à dire et des choses à apporter et ils sont heureux de s'investir sur de tels projets.

L'originalité de ce que nous allons porter, c'est que dans cité intelligente, il y a un triptyque extrêmement original vous associez dans ce projet une collectivité territoriale qui s'occupe des problèmes sociétaux, vous avez ensuite des industriels qui eux ont une vision qui est d'abord de business, c'est-à-dire on va répondre à des problématiques en vue de décrocher de nouveaux marchés, et puis, les gens qui sont capables d'apporter de l'innovation et d'épauler les collectivités territoriales et les industriels, ce sont les laboratoires de recherche, quand la solution n'est pas sur l'étagère, comme on le dit chez nous. Voilà l'originalité. Eh bien, pour la première fois, arriver sur un projet avec une perspective à 20 ans et arriver à faire travailler ces trois entités ensemble, c'est là qu'est l'originalité et vraiment quelque chose qui va nous singulariser par rapport à tout ce qui se fait ailleurs.

Partant de là, sur ces fameux projets, regardons bien les choses en face. Vous avez le problème de l'eau et notamment la gestion des risques. Sur cette gestion des risques, Montpellier Agglomération est la première Agglomération à avoir un thésard, un doctorant en propre. C'est-à-dire que ce doctorant est financé en partie par Montpellier Agglomération et ceci est exceptionnel. Vous vous rendez compte, une collectivité territoriale qui finance des travaux de recherche pour servir la société. Mais finalement, ce n'est ni plus ni moins que le B.A-Ba de ce que ça devrait être, rien d'autre. Nous faisons partie de la fonction publique, je suis un chercheur au service de l'État. Et que nos thésards reviennent vers la société par le biais de projets ou par le biais de sujets aussi proches de vos préoccupations, c'est là qu'est la force de ce projet.

Donc, quand l'on parle du problème de la sécurité et notamment de l'hydraulique, on voit très bien que sur notre doctorant, votre doctorant Monsieur le Président puisque c'est vous qui le financez, David LAPEN qui est un jeune doctorant en première année, il va travailler sur tout ce qui est les risques de pollution associés à l'eau et également les risques d'inondation avec la montée des eaux. Nous allons y associer toute une dimension qui concerne la prise de d'informations au niveau des capteurs que l'on aura situé sur les cours d'eau, mais également par le biais de drones et par le biais de satellites. Vous savez que Montpellier a été retenue pour être le centre spatial universitaire, c'est mon laboratoire qui porte ce projet. Vous voyez donc que là aussi, il y a une synergie, une cohérence dans l'action. Donc, au niveau de ces risques pour les populations au niveau de l'eau, là aussi nous allons pouvoir répondre, nous avons mis de l'argent de façon intéressante.

Il y a également le projet du LAMETA, dont Chantal MARION a parlé, qui est extrêmement original. Vous vous rendez compte, regarder quel est l'impact économique sur l'emploi d'une synergie qui met en œuvre trois acteurs, chose qui n'a jamais été faite. Eh bien, commençons par mesurer pour regarder si c'est intéressant d'aller dans cette voie et de continuer.

Donc, on m'avait demandé un témoignage de l'implication des laboratoires de recherche dans ce domaine, je pense avoir répondu à votre question. Mais n'hésitez pas à me poser d'autres questions.

Simplement vous dire, Monsieur le Président, et je terminerai là-dessus, qu'avec IBM, il y a 5 ans de ceci, nous avons lancé le fameux projet Rider. Le projet Rider, c'était la gestion de l'énergie et Montpellier Agglomération a été porteur à nos côtés, ainsi que la région et d'autres entités. On nous disait, « les problèmes énergétiques, tout le monde y travaillent, c'est connu, il n'y a rien à faire ». Le problème de l'énergie nous sommes en plein dedans. 145 milliards d'e-mails échangés chaque jour, 100 000 heures de vidéos postées sur YouTube tous les jours. Un e-mail Montpellier/Pékin, c'est l'énergie qu'il faut pour chauffer une tasse d'eau à 60 degrés. La problématique de l'énergie est associée aux données. Avant-hier, il y avait une émission remarquable sur France3, « l'Internet, la nouvelle pollution », nous sommes en plein dedans. Mais ce problème de l'énergie est pris à bras le corps et nous y sommes. Celui qui se présente devant nous est sans aucune mesure et beaucoup plus important, c'est celui de l'eau. L'énergie n'est pas vitale, il y a des gens qui vivent sans énergie depuis des lustres, mais le corps humain est constitué à 80 % d'eau. Si nous ne prenons pas cette problématique à bras le corps aujourd'hui, nous mettons en péril les populations entières de la planète.

Monsieur SAJHAU

Un dernier mot, Monsieur le Président, pour dire que le projet a apporté quelque chose aussi, c'est qu'il y a 34 ans, nous étions sur les bancs ensemble de la faculté des sciences USTL-ISIM.

Monsieur le Président

Nous allons vous raccompagner en vous remerciant, en remerciant IBM. Et en vous remerciant aussi d'avoir souligné cette fonction que nous avons, très primordiale, de soutien à un thésard qui anticipe les pouvoirs de la prochaine métropole dans le cadre des relations entre les collectivités et l'enseignement supérieur. Je remercie Madame MARION et je vais demander à la première vice-présidente, Madame DARDE, de venir nous rejoindre à la tribune.

Avant de commencer l'ordre du jour, j'ai plusieurs informations à vous communiquer.

D'abord, je voudrais dire un petit mot sur la fusion des régions et sur la réforme territoriale qui a été acceptée ce matin et voté au Conseil des ministres. J'en suis très heureux personnellement, car je soutiens cette réforme.

Le Président de la Région, Monsieur BOURQUIN, explique que je veux sacrifier la capitale régionale. Alors, je vais vous donner lecture des sommes et des budgets qui ont été retirés par la Région à l'Agglomération du temps de la présidence de Monsieur MOURE.

- Piscine les Néréides : 1,4 million d'euros.
- Piscine Héraclès : 1,6 million d'euros.
- Aménagement du stade de la Mosson : 368 000 euros.
- Subventions pour l'opéra et l'orchestre : 5 millions d'euros.
- Transports tramway : 50 millions d'euros pour la ligne 5.
- GEMDAM (Gestion multimodale des déplacements de l'Agglomération de Montpellier) : 400 000 euros.
- Et le projet EMMA qui a été primé à Paris : 300 000 euros.

Alors, je veux bien que Monsieur Bourquin nous dise qu'il soutient la capitale régionale, mais tout porte à croire que c'est le contraire. Les chiffres sont à la disposition des journalistes. Sur le CNM, le contournement Nîmes-Montpellier, c'est nous qui avons fait la démarche avec le Ministre des Transports. J'ai ici la lettre originale de Monsieur CUVILLIER qu'il adresse au Préfet. Parce que nous avons saisi le préfet suite au problème de la gare et du quartier Oz que j'ai soulevée et de l'engagement de l'Agglomération à hauteur de 100 millions d'euros que j'ai trouvé en l'état et avec lequel nous sommes obligés de faire. Je sais que les Verts ont une position, sur ce sujet, un peu différente. Je connais le prix du capotage de l'opération. Et quand je dis 2 milliards d'euros dans Midi Libre ce matin et que Midi Libre région explique que je le dis avec désinvolture, non, 2 milliards d'euros, c'est le prix conjugué du contournement Nîmes-Montpellier et des deux gares. Je ne dis donc pas n'importe quoi, c'est 2 milliards d'euros.

Ensuite, je regrette que Monsieur Morales, ancien vice-président de l'Agglomération de Montpellier n'ait pas été présent au comité de pilotage en janvier. J'ai les archives, j'ai tout. Le CNM, la gare, si nous arrivons à harmoniser avec la gare de Manduel, et c'est pour ça que j'ai vu Yvan LACHOT et je le remercie d'accepter l'idée du pôle métropolitain et de la correspondance avec l'Agglomération de Montpellier. La coordination avec le projet de ligne TGV Montpellier-Perpignan est accéléré grâce à mon intervention. Si nous arrivons à l'harmoniser, nous éviterons un couac énorme, c'est-à-dire de construire une gare hors-sol. Voilà le but de ce propos.

Plusieurs éléments qui concernent le fonctionnement interne de l'Agglomération.

D'abord, à l'unanimité des maires présents, nous avons convenu de supprimer les PIC – Programmes d'Intérêt Communautaire, représentant une enveloppe de 1,5 millions d'euros faite pour aider au coup par coup les communes. On considère désormais, de façon unanime, qu'il est préférable d'organiser des projets sur la durée d'un mandat et des projets d'intérêt communautaire beaucoup plus importants. Je remercie les maires qui ont accepté de jouer le jeu, notamment ceux des communes importantes et notamment le maire de Montpellier qui a accepté de diviser sur l'ensemble des communes la part qui lui revient et qui a ainsi obtenu une grande unanimité sur toutes les communes, que je remercie.

Par ailleurs, j'ai décidé de prévoir le transfert de plusieurs fonctions de la ville à la métropole. J'ai parlé, il y a 15 jours et la semaine dernière, de l'office du tourisme et je proposerai de transférer le zoo parce que le zoo est largement d'intérêt communautaire et métropolitain. 100 000 visiteurs régionaux. Je proposerai aussi de transférer la Comédie du livre, comme c'était à l'origine, parce que nous ne pouvons pas nous

passer des médiathèques de l'Agglomération et que la Comédie du livre doit s'épanouir à la fois sur le territoire de la ville, mais aussi sur le territoire de la métropole et que nous avons toutes les structures pour y parvenir.

Je voudrais ensuite répondre à plusieurs choses que j'ai lues dans la presse.

Je voudrais dire que sur le tram à 1 euro, nous avons rempli notre promesse. C'est vrai qu'il y a eu des distorsions dans l'information, je vais l'appeler comme ça. Je vais reprendre tranquillement les propositions.

Premier point, le carnet de 10 voyages passera de 12 euros à 10 euros. Cela ne fait pas autre chose qu'un euro par voyage. C'est pour fidéliser ceux qui utilisent le réseau. Ceux qui ne prennent le tramway qu'une seule fois, paieront un prix plus élevé. Nous avons déjà eu ce débat ici et ça a été voté à l'unanimité des voix exprimées. Ça fait donc bien le tramway à 1 euro. Ensuite, ce qui a été passé sous silence dans la presse, je le répète à chaque fois que j'ai une tribune, ce sont les abonnements pour les jeunes de 18 à 26 ans. Nous les avons diminués de 50 euros par abonnement. Pour une famille de 3 enfants, ça fait 150 euros, cela n'est pas négligeable. Cela veut dire plus de 20 % d'économies. C'est donc une avancée importante que nous avons conventionnée, discutée avec les 60 000 étudiants de Montpellier et avec les jeunes qui sont en recherche de travail, dont les conditions sont difficiles et qui sont frappés le plus souvent par le chômage. C'est pour soulager ces jeunes et augmenter leur pouvoir d'achat, pour soulager aussi la dépense des familles en termes de transport que nous avons pris cette mesure qui coûte 6 millions d'euros à TaM et à l'Agglomération. Il faut dire la vérité et il faut dire les choses. Et ces 6 millions d'euros, 2 millions d'euros seront financés par les réductions de dépenses sur la communication de l'Agglomération, je le dis clairement.

J'ai lu aussi des chiffres fantaisistes sur la SAAM et sur la SERM. La situation de la SAAM et de la SERM n'est pas catastrophique, elle est préoccupante. C'est pour ça que j'ai demandé à Monsieur LAGET de prévoir à terme un plan de redressement, d'apurement, qui passe par une rediscussion des conventions avec le personnel et une rediscussion sur les salaires parce que sinon, on va dans le mur et je ne veux pas aller dans le mur et vous non plus.

Enfin, j'ai lu que la presse se faisait écho de plusieurs rumeurs sur le fait que Manuel Valls vienne me remettre la Légion d'honneur le 28 juin. Ce ne sont que des rumeurs. Je n'ai eu aucune information personnelle. Le premier intéressé n'ayant pas eu de signe personnel, et uniquement un petit article du JDD il y a trois semaines, cela me paraît une information qui peut ne pas être exacte. J'ai donc téléphoné au cabinet du ministre ce matin pour éviter toute confusion et le cabinet du Ministre m'a répondu qu'il viendrait un peu plus tard me la remettre avec beaucoup de passion. Et ils m'ont affirmé encore tout leur soutien.

Ensuite, toujours pour répondre aux puces, Montpellier 2020, le club, Georges FRECHE l'association, le club des 50, le cercle Mozart et maintenant le club des 115, moi je ne sais pas ce que c'est, que ce soit fabriqué à ma gloire ou à la gloire d'un autre. Je ne participe pas à ces jeux-là. Cela traduit seulement un malaise profond des partis politiques traditionnels. Les gens ont besoin de se regrouper, de parler entre eux et ils fabriquent des associations, des clubs dans lesquels ils peuvent échanger sur la marche du monde.

Enfin et pour sourire, je voudrais annoncer à Monsieur di Ruggiero qu'il a été exclu du parti socialiste hier soir.

Monsieur LARUE

Pour des raisons professionnelles, je n'ai pas eu le loisir de répondre au commentaire de Monsieur le Président sur le courrier que nous lui avons adressé avec Madame HART sur les places réservées aux élus dans les spectacles. Cette démarche qui se voulait citoyenne et au-delà des clivages politiques a été raillée par le Président de l'Agglomération et balayée d'un revers de la main. Je regrette qu'il n'ait pas saisi l'occasion qui se présentait à lui de faire un pas vers nos administrés qui réclament plus d'exemplarité dans nos comportements d'élus alors qu'il se veut le chantre de la politique citoyenne. Même si j'étais déçu sur le fond de sa réponse, c'est plus sur la forme de la réponse du Président que je souhaite m'attarder quelques instants. Il a en effet fait référence de manière surprenante à une soi-disant union UMPS. Surprenante à plusieurs titres. Il n'est pas sans savoir, lui qui était membre du PS il n'y a pas si longtemps et qui le sera certainement à nouveau un jour, que Madame HART n'est pas adhérente du PS, mais représentante de la société civile. Mais c'est surtout dans l'utilisation de l'acronyme UMPS que sa réponse est surprenante, empruntant ainsi ce slogan à la terminologie frontiste, il semble faire sienne la doctrine de ce parti qui tend à considérer que tous les partis sont complices au détriment des concitoyens.

Je ne peux que constater et regretter ce clin d'œil complaisant à Madame JAMET et à ses amis, qui a d'ailleurs ravi Monsieur BOUMAAZ en séance. Monsieur SAUREL a commencé son mandat en citant Jaurès et au bout de trois mois, il cite Marine LE PEN. Où finirons-nous ?

Je constate, hélas, que cette bienveillance réciproque entre les élus soi-disant non alignés et le front national a l'air de devenir une mauvaise habitude dans l'Agglomération, mais tout cela n'est sûrement que coïncidence.

Enfin, et puisque nous en sommes à l'examen de nos correspondances, je rappelle à Monsieur le Président que mon courrier relatif à la Commission d'appel d'offres sur la Délégation de Service Public de l'eau date de plus d'un mois et que j'attends toujours une réponse, mais de cela nous reparlerons bientôt.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LARUE, vous avez raison de vous défendre.

Monsieur LARUE

Vous vous défendiez à une époque.

Monsieur le Président

Mais je ne regrette pas un seul mot de ce que j'ai dit. Madame Hart fait partie de la liste PS Europe Écologie les Verts et vous de la liste UMP à Montpellier. C'est donc une alliance objective de deux membres de la liste UMPS.

Monsieur LARUE

Ce n'est pas une alliance, c'est une démarche citoyenne.

Monsieur le Président

Mais Monsieur LARUE, vous seriez dans une démarche citoyenne, vous seriez dans ma liste.

Monsieur LARUE

On verra, on fera le point à la fin du mandat et je pense que les partis ne vous ont pas toujours désintéressés quand même.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Avant d'approuver l'ordre du jour, je vous propose d'avancer l'affaire 69 relative à la l'élection du jury de concours du marché de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation de la modernisation et de l'extension du centre de tri et déchets ménagers et recyclables. Je vous propose de la traiter après l'affaire 57.

Par ailleurs, il ya deux modifications, une concernant la désignation d'un représentant titulaire et suppléant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'Association villes et territoires Languedoc-Roussillon de (affaire 17) et la seconde concernant la suppression d'une subvention de 10 000 euros à l'association AIVS, Agence Immobilière à Vocation Sociale de l'Hérault (affaire 24).

Je mets aux voix l'ordre du jour ainsi modifié.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU VENDREDI 13 JUIN 2014

Monsieur Président soumet à l'approbation des élus les procès-verbaux des Conseils du 22 avril, 7 mai et 19 mai 2014.

Monsieur le Président

Vous avez pris connaissance des documents.

(Voir synthèse à la fin du document)

Avez-vous des observations à formuler sur leur rédaction ? Je mets aux voix les PV. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Les procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Il s'agit de la synthèse des décisions. Souhaitez-vous avoir des informations sur cette synthèse ?
Monsieur BOUMAAZ.

Monsieur BOUMAAZ

C'était juste pour avoir des précisions par rapport aux synthèses des décisions parce que sur l'intitulé, il y a marqué « décisions prises depuis le précédent conseil ». Est-ce que vous parlez du conseil du 19 ou s'agit-il d'autres conseils ? L'ensemble des décisions qui ont été prises, est-ce qu'elles font référence au conseil du 19 mai 2014 ?

Monsieur le Président

C'est depuis le 19 mai 2014.

Monsieur BOUMAAZ

N'y aurait-il donc pas un petit problème sur le premier point où la décision date du 12 mai 2014 ?

Monsieur FINA

La date à prendre en considération est celle de la transmission en Préfecture et de l'affichage.

Le conseil de Communauté prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : CULTURE – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE - ARRÊT - RÉSILIATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX MUSÉOGRAPHIQUES ET SCÉNOGRAPHIQUES N°3132DC13, LOTS N°15, 17, 18, 19 ET 21, DU MARCHÉ DE PRODUCTION ET RÉALISATION AUDIOVISUELLE ET MULTIMÉDIA N°3133DC13, ET DU MARCHÉ D'AMO PILOTAGE DES PRODUCTIONS MUSÉOLOGIQUES N°1913DC08 - APPROBATION - LANCEMENT DU NOUVEAU PROJET – APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise depuis 2008/2009 les travaux de construction de Musée de l'Histoire de France et de l'Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier.

Ce projet complexe demeure obéré par plusieurs problèmes structurels:

- pas d'appellation Musée de France malgré de nombreuses relances depuis trois ans (Monsieur MITTERRAND puis Madame FILIPETTI ont été sollicités plusieurs fois sans succès) ; aucun financement possible ni de l'Etat ni de la Région sur ce chantier ;
- un musée dont le nom n'est pas stabilisé, appelé par un sigle (MHFA) ;
- un budget de fonctionnement estimé à environ 2M€ par an ;
- une absence d'objectifs politiques définis pour ce projet : quelles relations aux publics, quelle politique d'exposition, quel lien avec l'offre culturelle du territoire ?
- des perspectives de fréquentation limitées et incertaines (cf. musée Henri Prades de Lattes : fréquentation annuelle inférieure à 30 000 visiteurs) ;
- une économie du projet qui reste aléatoire (aucune concertation ni information des associations concernées : rapatriés, harkis, algériens de France...et aucune collaboration avec l'Etat algérien sur ce sujet).

Compte tenu de ces éléments et de l'état d'avancement du projet actuel, il est proposé de l'arrêter de ce programme et d'étudier sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain.

L'état du projet actuel et son éventuelle réorientation

Sur le plan scientifique le bilan est le suivant :

- un ensemble de scientifiques de niveau national associés dans le projet ;
- une collection constituée de 1000 objets et 1500 documents qui peut être valorisée hors MHFA.

L'opération, lancée politiquement depuis 2001 et administrativement depuis 2004, a pris beaucoup de retard et subi de nombreux avatars (changements de programme, changement de conservateurs, changement de conseil scientifique, suspension de chantier...), et la livraison est à ce jour envisagée par les maîtres d'œuvre à fin 2015.

D'un point de vue budgétaire, l'enveloppe prévue a connu plusieurs dépassement liés aux changements de

programmes susvisés, passant de 10M€ en 2005 à 22,5M€ stabilisés en 2012. Sur cette enveloppe, 9,6 M€ ont été dépensés pour la rénovation du bâtiment gros œuvre et second œuvre. Si l'on déduit 2,9M€ prévus pour les aléas, frais divers (communication, équipements techniques, études complémentaires), il reste à ce jour 10M€ à engager pour terminer le MHFA.

Il est proposé d'utiliser l'enveloppe disponible pour financer les travaux complémentaires afférents à une nouvelle scénographie/muséographie liée au projet art contemporain, et indemniser le cas échéant les entreprises avec lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier est contractuellement engagée. Ainsi le futur centre d'art contemporain ne devra pas dépasser le coût d'investissement stabilisé en 2012 pour le MHFA.

Le nouveau projet :

Le projet proposé est celui d'un pôle national d'art contemporain dont le territoire est dépourvu.

Ce projet permettrait d'utiliser les 3 000 m² de l'Hôtel Montcalm, dont 1 500 m² dédiés aux expositions, ainsi que la cour et le Parc Roblès attenants, soit 3 500 m², pour regrouper sur un même site : le Fond Régional d'Art Contemporain (FRAC) Languedoc Roussillon et l'antenne contemporaine du Musée Fabre, en partenariat avec le Musée National d'Art Moderne Beaubourg, le Centre National des Arts Plastiques (CNAP) et divers musées et fondations d'art contemporain.

Ce projet pourra être relié à l'art le plus actuel par le repositionnement de la Panacée, de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Agglomération (ESBAMA), et le développement d'ateliers d'artistes dans l'ensemble des communes de l'Agglomération.

Ce projet présente des intérêts nombreux en matière d'opportunité économique et touristique :

- il s'agit d'un engagement de campagne ;
 - un projet consensuel qui répond à un réel manque, cohérent avec l'offre culturelle, le pôle muséal actuel, promis par George FRECHE en son temps ;
 - un intérêt économique et touristique réel avec forte attractivité des expositions d'art contemporain (Baubourg Metz, Fondation Lambert à Avignon, exposition de la fondation Gandur au musée Fabre...).
- Le succès des expositions de ce type à Montpellier ces dernières années peut laisser présager une fréquentation annuelle importante ;
- un effet locomotive sur le secteur local de l'art contemporain (artistes, galeries, étudiants...) ;
 - une limitation des coûts de fonctionnement grâce à la mutualisation des moyens de fonctionnement avec ceux du musée Fabre et du FRAC (cf. exemple des Abattoirs de Toulouse qui conjuguent FRAC et Musée d'art contemporain) ;
 - l'ancien Hôtel de Ville libéré pour une extension de la ZAC Pagezy.

Compte tenu des éléments susvisés, il est proposé de prendre acte de ces nouvelles orientations et, en conséquence, de procéder au vu de leur incompatibilité et de leur inadaptabilité avec le futur projet, et en application de l'article 46.4 du CCAG travaux et de l'article 33 du CCAG applicable aux marchés de prestations intellectuelles, à la résiliation pour motif d'intérêt général des marchés suivants :

Lot n°	Désignation	Attributaire
15	Mobiliers et vitrines muséographiques	REIER
17	Electricité et éclairages muséographiques	SOMITEG
18	Matériel audiovisuel et multimédia	IDSCENES
19	Graphisme et signalétique d'exposition	BOSCHER
21	Cloisons, peinture et revêtements	SODAC
Marché n°	Désignation	Attributaire
3133DC13	Production et réalisation des programmes audiovisuels et multimédia	NARRATIVE
1913DC08	AMO Pilotage productions muséologiques	AUBRY&GUIGUET

En outre, le marché n°3132 DC 13, lot n°16 : Médiation et soclage, non notifié à ce jour compte tenu du caractère infructueux de l'appel d'offres initial, est déclaré sans suite pour motif d'intérêt général.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'arrêt du projet de construction du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie, et de sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain,
- approuver pour motif d'intérêt général la résiliation des marchés n°3132DC13, lots n°15, 17, 18, 19 et 21, n°3133DC13 et n°1913DC08,
- mettre en place une mission scientifique et culturelle animée par un chef de projet pour formaliser le nouveau projet et rédiger le programme scientifique et culturel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Il s'agit d'une affaire qui dure depuis une douzaine d'années maintenant. Lorsque j'ai été élu Président d'Agglomération de Montpellier, j'ai demandé à avoir les clés du chantier, n'ayant pas eu d'information officielle depuis plus de 2 ans, en séance publique. On m'avait dit, « le musée de la France et de l'Algérie est terminé, il est prêt à ouvrir ». On m'avait dit, « le musée de la France et de l'Algérie coûte 6 millions d'euros ». On m'avait dit, « le musée de la France et de l'Algérie est d'à peu près 800 mètres carrés ». On m'avait dit beaucoup de choses. Donc, j'ai pris les clés, je suis allé voir et voilà ce que j'ai vu. D'abord, le musée de la France et de l'Algérie, c'est entre 3 et 4 000 mètres carrés utilisables pour des expositions. Ensuite, il y a encore deux ans et demi de travaux. Et troisièmement, son coût est évalué à 23 millions d'euros, dont 10 millions seulement dépensés aujourd'hui.

Après avoir fait la visite de chantier, après m'être assuré que ce musée n'avait pas obtenu le label « musée de France », sous la mandature de Frédéric MITTERRAND, sous la mandature d'Aurélie FILIPPETI, j'ai pensé qu'il était préférable d'orienter sa construction vers un centre d'art contemporain et de proposer un autre lieu éventuel d'installation, en l'occurrence, le musée de l'EAI laissé libre par le ralliement des centres militaires voulus par Nicolas SARKOZY. Voilà quelle est la proposition que j'ai faite.

Cette proposition, je l'ai faite aux vices-présidents, aux maires de l'Agglomération, au cours de séances spéciales. J'ai reçu des lettres de réprobation du comité scientifique, c'est normal et je ne m'en offusque pas du tout. Je n'ai reçu aucune lettre des citoyens de Montpellier. Alors, je pose la question, que devons-nous faire ? Et c'est la question que je vais poser aux conseillers d'Agglomération. Continuer sur un sujet qui est enlisé, exposé, qui n'a jamais été ouvert au Consul d'Algérie, qui me l'a confirmé, ou bien proposons-nous un centre d'art susceptible, dans le centre-ville de Montpellier, d'apporter à l'instar de Metz, 800 000 visiteurs par an, des retombées économiques certaines, pour les bars, les hôtels, les cafés, les commerces, multiplier les nuitées de l'office du tourisme par deux et multiplier la chalandise sur le centre-ville par deux. Le projet permettrait d'envisager sur l'ancienne mairie de Montpellier sur laquelle j'avais prévu de faire le centre d'art contemporain une négociation pour l'extension latérale du centre commercial du Polygone contre la création d'une grande voie passante et commerciale au centre même du centre commercial existant. Voilà l'enjeu d'urbanisme, l'enjeu économique, sans pour autant vouloir 'marcher' sur la mémoire des Pieds-noirs, loin de moi cette idée.

Des collections ont été achetées, si nous arrivons à les rétablir dans le musée de l'EAI, très bien. Si nous n'y arrivons pas, j'ai reçu une lettre du Maire de Perpignan qui a aussi un musée de la France et de l'Algérie pour me proposer de racheter l'ensemble des collections. A l'heure des métropoles, ce n'est peut-être pas complètement idiot de concevoir le territoire de façon solidaire. Lettre que j'ai à disposition de la presse évidemment. Tout ce que je dis, j'ai les dossiers ici. J'ai commencé en étudiant des archives, je connais donc le poids des archives qui ont été créées à la Révolution française pour se sortir des chartriers, des archives familiales. C'est une conquête de la Révolution française pour permettre aux citoyens de contrôler le pouvoir exécutif. Voilà la proposition que je fais au Conseil d'Agglomération de ce jour.

Certains m'ont fait dire aussi que je ne voulais y mettre que du Soulages à l'intérieur, je n'ai jamais dit ça. Si Soulage avait souhaité mettre un ou deux tableaux, d'accord. Je pense que la véritable place de Soulage est au musée Fabre et je m'en suis entretenu avec lui, il est d'accord. Je sais que c'est un problème délicat, mais j'ai en charge les deniers publics et je dis qu'aujourd'hui, on a le choix. J'ai également reçu une lettre de Jack LANG pour soutenir le musée, mais il n'y a rien dans la lettre, je n'ai rien vu de trop précis.

J'ouvre maintenant le débat, chacun peut s'exprimer. Je rappelle seulement que lorsque Georges FRECHE avait créé et porté l'idée du musée de la France et de l'Algérie, c'était bien dans l'idée de la présence française en Algérie qui s'agissait et pas de la France et de l'Algérie. Donc, ce changement qui a eu lieu après le décès de Georges FRECHE relève de nouvelles orientations du musée pour lesquelles nous n'avons pas eu les informations nécessaires.

Et pour sortir de toute polémique aujourd'hui et pour accentuer la puissance économique de l'Agglomération, je crois que l'intérêt passe par la proposition que je fais, même si j'ai conscience qu'elle n'est pas à 100 % juste. Mais gouverner c'est choisir. Quelquefois, dans la vie politique, on a à choisir non pas entre blanc et noir, on choisit entre gris clair et gris foncé et c'est là que c'est difficile. Je prends donc mes responsabilités parce que c'est l'argent public et parce que je considère que le centre de Montpellier a besoin de moteurs en termes économiques. Et je considère que le centre de Montpellier est le centre de l'Agglomération. Je considère qu'un musée d'art contemporain est un moteur économique bien plus que le musée de la France et de l'Algérie.
Le débat est ouvert. Julie FRECHE.

Madame FRECHE

Monsieur le Président. Permettez-moi de vous dire que je n'ai pas pour habitude de faire parler les morts. Pour ma part, je n'irai pas plus loin sur cette question, j'ai suivi de très près votre campagne, j'ai donc lu votre blog. Je vais donc me permettre de lire ce qui est encore écrit. « À propos du musée, j'y suis favorable. J'estime qu'en histoire, il n'y a rien de pire que le non-dit. Concernant le passé de la France en Algérie, il y a eu des heures sombres, mais également des moments de gloire. Les deux doivent y être décrits. Si cela est fait en toute objectivité, je pense qu'il s'agit de quelque chose d'utile et de bénéfique ». Je voulais vous dire que j'étais parfaitement d'accord avec ce que vous disiez à l'époque, je pense que ce musée est vraiment une chance pour Montpellier. Je pense qu'il est une chance à Montpellier parce que Montpellier a une histoire. C'est vrai que l'arrivée des Pieds-noirs a permis à la ville d'abord un nouveau souffle. La ville de Montpellier c'est aussi une ville de première, de deuxième et de troisième génération. Montpellier est une ville de carrefour. Et pour moi, ce musée était aussi l'occasion pour Montpellier d'être le carrefour, d'être au cœur de cet arc latin, au cœur de la Méditerranée et pouvait permettre aussi une réconciliation entre les deux rives de la Méditerranée. C'était l'occasion aussi de présenter et d'exposer toutes les mémoires plurielles. Il n'est absolument pas question d'entrer dans des polémiques stériles, de marcher sur les Pieds-noirs, évidemment que non. Mais il me semblait extrêmement important de présenter et d'exposer toutes les mémoires, aussi bien celles des Harkis que des Pieds-noirs, que de la présence française en Algérie ou bien des immigrés. Toucher toutes les mémoires.

À la lecture de l'ensemble des documents présentés par le comité scientifique, je crois que tout le monde était d'accord pour dire que la rigueur scientifique permettait de dépasser et d'aller au-delà des blessures mémorielles et de dépassionner le débat.

C'est le sens d'un musée. Le musée, c'est un lieu de pédagogie, un lieu d'apprentissage, c'est un lieu de culture, c'est un lieu de connaissance. C'était majeur pour Montpellier. Montpellier est une ville pionnière. C'était un musée unique en France. Excusez-moi, Monsieur le Président, mais ça n'a rien à voir avec le musée que vous avez cité à Perpignan.

Ce musée, à Perpignan n'est d'ailleurs pas un musée, n'a pas le label national. C'est d'ailleurs une association qui est extrêmement polémique et qui est très minoritaire chez les Pieds-noirs. Ça n'a absolument rien à voir et il n'y a aucun comité scientifique de la même ampleur et du travail exceptionnel qui a été fourni durant ces dernières années par celui qui fait un travail pour la promotion du musée de l'histoire de France et d'Algérie. Je ne vais pas m'attarder sur les chiffres que tous les vice-présidents et conseillers ont lus dans les documents. Mais c'est vrai que 10 ou 12 millions engagés, vous dites « seulement », non, c'est quand même énorme. 3 millions engagés pour l'achat des objets, des ouvrages, des dons qui ont été faits. Les personnes qui ont fait ces dons ont d'ores et déjà refusé de maintenir ces dons s'ils devaient être destinés à aller à Perpignan comme vous l'avez dit. Tout à l'heure, sur la cité intellectuelle, on parlait de la place du citoyen, plus de 4 100 personnes ont signé la pétition, je crois qu'il est important d'entendre cette mobilisation citoyenne pour la promotion, pour que ce musée ouvre.

Après, sur la question des travaux. C'est vrai et ce n'est pas la première fois qu'un projet a du retard. Je crois que terminer des travaux relève plus d'une volonté politique et je ne doute pas que la volonté politique, vous l'avez. Le ministère de la Culture, le label national, l'accord est donné, le musée s'il se fait sera musée national, il n'y a pas de doute sur le sujet.

L'intérêt pédagogique est manifeste sur ce projet. On peut imaginer que les collégiens et les lycéens de la France entière et même au-delà, de l'autre côté de la Méditerranée, viendraient à Montpellier pour apprendre et pour pouvoir se pencher sur la question et sur ces mémoires plurielles qui auraient vocation à être présentées.

Je crois aussi qu'il y a des questions beaucoup plus pratiques. Quel sera le coût de la réadaptation de l'hôtel Montcalm pour un musée d'art contemporain ? Je sais que le FRAC manque de place et il est donc légitime que de prévoir un musée d'art contemporain. Mais je crois qu'il s'agit de deux questions différentes qu'il est possible de traiter de manière chronologique et non pas dans la même délibération.

Instrumentaliser l'art contemporain sur cette question-là, je pense que c'est une erreur.

Après, sur la question pratique, quid des objets ? Où vont-ils aller ? Quid des 10 millions engagés, des 3 millions sur les différents objets achetés ? Que va-t-il se passer pour la première exposition qui est prête ? Je crois que la première exposition porte sur la France et les relations de la France et de l'Algérie entre les deux guerres est prête. Et une qui est pratiquement finalisée sur l'antiquité au Maghreb. Des sujets évidemment majeurs, extrêmement passionnants. C'est dommage que ces expositions, l'une prête l'autre pratiquement finalisée, ne puissent pas être exposées au public.

Après, sur le chiffre de 800 000 visiteurs par an pour un musée d'art contemporain. Excusez-moi de m'interroger, mais d'où vient ce chiffre ? Quand on sait que les plus grandes expositions à Beaubourg peinent à rassembler ce chiffre-là. Quand on sait que le Carré d'art à Nîmes rassemble sur une année entre 25 000 et 40 000 visiteurs. Je voudrais savoir comment vous êtes arrivé à 800 000 visiteurs par an. Après, est-ce qu'il est si urgent de traiter la question de ce musée d'art contemporain en sachant quand même qu'il y a déjà le Carré Sainte-Anne, le musée Fabre et en dehors de Montpellier le Crac à Sète, le musée d'art contemporain à Sérignan et le Carré d'art à Nîmes. Est-ce qu'il est si urgent de traiter cette question de manière aussi hâtive ? Et est-ce qu'il ne faudrait pas peut-être ajouter, au nombre déjà important d'audits commandés, celui du coût estimé de l'abandon du projet ? Finalement, un audit de plus, est-ce que cela poserait un gros problème ?

Pour conclure, je voudrais dire que je crois que ce musée est un projet magnifique parce que je crois que le but de ce musée c'est introduire de la connaissance, ce n'est absolument pas d'exacerber les tensions mémorielles. Au contraire, le but est de les apaiser par une approche scientifique dépassionnée. Je crois que si l'on renonce à ça, c'est laisser le champ libre à l'idéologie et à l'opposition des mémoires. Nous ne pouvons pas, pour un sujet d'une telle importance pour la société aujourd'hui, le laisser à certaines personnes qui l'utiliseraient et qui l'instrumentaliseraient à des fins polémiques. Je comprends votre hésitation, les contraintes financières, un dossier extrêmement sensible, mais je crois que ce sujet mérite de passer au-delà, finalement de dépasser l'ensemble de ces obstacles. Je crois qu'il mérite de lutter contre toutes ces oppositions, car c'est une occasion unique pour Montpellier de participer à ce travail de mémoire. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je tiens à rectifier une petite chose dans votre propos. Les dons qui ont été faits ne partiront nulle part. Si nous le faisons à l'EAI, ils iront à l'EAI. Et sinon, ils seront restitués à leurs propriétaires.

Monsieur DOMERGUE.

Monsieur DOMERGUE

Si j'ai bien compris, Monsieur le Président, vous ne voulez pas supprimer ce musée. Ça, c'est la première chose, parce que le message initial était inversé. Vous voulez le faire à minima, dans un lieu qui peut avoir une certaine symbolique puisque c'est un ancien lieu militaire, mais dans une enceinte qui manquera de prestige et qui probablement fera capoter la signification initiale du projet.

Si l'on se réfère au siècle dernier, quel est l'événement le plus important qui est survenu à Montpellier au 20^e siècle ? Ce n'est pas la manifestation des vigneron en 1907 qui a rassemblé 500 000 personnes sur la place de la Comédie. L'événement le plus important qu'il y a eu à Montpellier, c'est l'arrivée de 40 000 Pieds-noirs en quelques mois, pour lesquels, le maire de l'époque, François DELMAS a construit une véritable ville. Les Pieds-noirs ont contribué à créer cette ville, à la façonner, à la développer et à faire en sorte que, après des souffrances endurées, ils puissent enfin être reconnus, s'être installés, intégrés et acceptés par la population.

Si j'ai bien compris votre sentiment par rapport à ce que Georges FRECHE voulait faire au départ, vous n'êtes pas d'accord avec le fait que l'on fasse un musée de la France et de l'Algérie. Mais aujourd'hui, plutôt que de se prononcer sur finalement la délocalisation et la révision du périmètre à minima du projet initial, on pourrait peut-être se prononcer d'abord sur l'intitulé du message que l'on veut faire passer et sur le retour à la vocation initiale qui était prévu pour ce bâtiment, le musée Montcalm, pour qu'enfin l'on sorte des querelles, parce qu'entre les Pieds-noirs d'un côté et les personnes d'origine immigrée de l'autre, je peux comprendre les tensions qu'il y a, les messages divers qui peuvent être passés. Mais aujourd'hui, est-ce que nous, nous ne sommes pas là aussi, de temps en temps pour nous arrêter, réfléchir et dire « oui, le devoir de mémoire prime sur tout ». Parce que ce devoir de mémoire, il nous incombe à tous. Je sais que la colonisation en Algérie n'a pas eu que du positif, je sais qu'il y a eu des massacres, des difficultés, mais ce siècle et demi passé par les Français en Algérie n'a pas été que négatif. Nos enfants doivent savoir la réalité de ce qui s'est passé.

Alors, plutôt que de dire, on va le refaire à minima, on va le délocaliser, on va finalement le faire sans le faire et d'essayer de trouver des raisons, parce que l'idée de dire « on va faire un musée d'art contemporain à la place » est une raison de circonstance. Déjà, l'idée de le faire à l'ancienne mairie était une erreur. Vous corrigez donc une erreur par une deuxième erreur, ce n'est donc pas forcément une bonne chose. Parce que, puisque c'est la justification que vous y donnez, vous êtes amateur d'art et comme certains d'entre nous, vous avez visité des musées d'art contemporain, vous êtes allé à Bilbao voir le Guggenheim, vous êtes allé à Abu Dhabi ou vous irez peut-être ou dans d'autres coins de la planète.

Monsieur le Président

Non, je n'ai jamais fait de voyage avec la ville ou avec l'Agglomération. Jamais, je paye mes voyages.

Monsieur DOMERGUE

Mais vous pouvez le faire à titre personnel parce que la culture ne se limite pas au périmètre de l'Agglomération de Montpellier. À ce titre-là, l'élément le plus important, et j'en ai vécu l'expérience quand je suis allé visiter le Guggenheim, il n'y avait pratiquement rien à l'intérieur. Qu'est-ce qu'on est allés voir au Guggenheim, on est allés voir le bâtiment qui est un bâtiment extraordinaire, dont il y a un exemplaire à New York et l'autre à Bilbao. Monsieur le Maire, Monsieur le Président, pardon, puisque nous sommes ici à l'Agglomération. Monsieur le Maire Président, qui ne cumule pas d'ailleurs.

Monsieur le Président

Ce n'est pas considéré comme un cumul, n'introduisez pas de phrases subversives dans votre discours. Ce n'est pas un cumul. Si j'étais resté conseiller général, c'était un cumul, mais la loi m'y autorise. Et j'ai demandé à Madame Dray-Fitoussi qui était ma suppléante, de me remplacer, elle est d'ailleurs aujourd'hui conseillère générale et je la félicite.

Monsieur DOMERGUE

On attend toujours que les vices-présidents de l'Agglomération aient fait de même, Monsieur le Président. Je reprends mon propos. Aujourd'hui, il faut que vous ayez un projet ambitieux pour Montpellier. Ambitieux si vous avez l'intention de construire un véritable musée d'art moderne. C'est-à-dire soit de reconvertir un bâtiment existant – j'ai fait des propositions pendant la campagne – soit de construire un bâtiment qui sera digne d'une grande signature. Mais les temps ne s'y prêtent pas. Alors, aujourd'hui, ce musée de la présence française en Algérie, nous pouvons le voter dans le lieu où il est prévu, parce que déjà des crédits ont été engagés et parce qu'il correspond à un bâtiment qui rappelle les moments où la France était présente en Algérie. Et il rappellera à ces Pieds-noirs, à celles et ceux qui ont vécu ce drame et qui aujourd'hui ont construit Montpellier, dont les enfants, petits-enfants, troisième ou quatrième génération peuvent ne pas se rappeler, que nous ici à l'Agglomération de Montpellier, nous avons voulu que ce devoir de mémoire soit respecté. Voilà, Monsieur le Président, ce que je voulais vous dire.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Domergue. Simplement pour répondre à Julie FRECHE sur un aspect de son propos. Elle a dit qu'une exposition temporaire était prête. Oui, mais il faut finir les travaux, l'état de la bâtisse ne s'y prête pas immédiatement. C'est d'ailleurs pour cela que j'ai fait venir les journalistes pour faire la visite de chantier. Les toitures sont ouvertes, les escaliers ne sont pas réalisés, etc. Est-ce que quelqu'un souhaite encore s'exprimer ? Madame DANAN, ensuite Monsieur MOURE, Madame PEREZ, Monsieur REVOL, Monsieur ROUILLEAULT, Madame JAMET, Monsieur MARTIN et Monsieur LEVITA conclura. Je donne la parole à Madame DANAN. Essayez de respecter un temps de parole convenable.

Madame DANAN

Monsieur le Président, chers collègues, je ne suis jamais très longue. Je voudrais simplement dire qu'au niveau de ce musée, je vous incite vraiment à maintenir la tradition de Montpellier qui est une tradition d'accueil et d'échange. D'accueil et d'échange dans la compréhension mutuelle justement de notre population dont la diversité fait la richesse de la ville. Pour cela, ce musée de la présence française en Algérie, ce n'est pas un musée pour les Pieds-noirs, ce n'est pas un musée destiné aux Pieds-noirs. Bien sûr qu'il y a une reconnaissance du devoir de mémoire, mais c'est aussi et beaucoup de Pieds-noirs nous l'ont dit, c'est aussi une façon pour les petits-enfants de Pieds-noirs, les petits-enfants de Harkis, les petits-enfants de Montpelliérains d'origine algérienne de comprendre ce qui s'est passé, comment une grande histoire s'est tissée et comment elle a bousculé l'histoire de chacun. Et comment justement cette approche historique et scientifique de l'histoire peut être un vecteur de lien entre les populations de différentes

origines de Montpellier et entre les deux rives également. Ça me semble donc un projet important à ne pas brader et j'espère que nous y arriverons tous ensemble.
Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame DANAN. Je donne la parole à Monsieur MOURE.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, chers collègues. Le dossier que l'on évoque ce soir est un dossier que je considère comme très important. Très important parce qu'il a été mis en phase de manière très lente dans le temps parce qu'il s'agit d'un dossier sensible. C'est un dossier qui a évolué, c'est un dossier qui est d'une importance capitale par rapport à la ville de Montpellier et l'image qui est la sienne et qu'elle représente sur le bassin méditerranéen. C'est un dossier, contrairement à ce que vous avez dit, qui a déjà évolué avant la disparition de l'antépénultième président, puisqu'un gros travail a été consacré à la désignation d'un jury de scientifiques, d'un comité scientifique, qui entre autres, depuis ces deux dernières années produit un travail remarquable. C'est un dossier sérieux qui fait que l'évolution du coût de l'investissement, et bien entendu il faut intégrer le fonctionnement, est un élément que l'on ne peut pas prendre à la légère et que l'on se doit d'appréhender dans le temps.

Je ne peux pas être d'accord avec un certain nombre d'évocations qui ont été les vôtres sur le délai de deux ans et demi. Il y avait un décalage dans le temps, en gros d'ici une grosse année, le musée allait être inauguré.

Par ailleurs, dans ce que représente au plan économique, au plan intellectuel, au plan de la renommée nationale et internationale, la réalisation d'un musée de ce type est quelque chose de considérable pour Montpellier. Il s'inscrit dans un ensemble d'équipements publics culturels, qui caractérise ce qui est présent dans le cœur de ville, également à la périphérie avec le musée de Lattes et avec toute une série de parcours que l'on peut également, sur le plan économique, initier dans l'intérêt premier de développer la capitale régionale que représente Montpellier. Donc, pour toutes ces raisons, je considère qu'en matière politique, vous l'avez dit, vous avez raison, c'est une question de choix. Les choix s'appuient sur des intentions, sur des situations et sur des enjeux. L'enjeu est tel que l'on se doit aussi, en termes de responsabilité politique, d'assumer, quand on est à la tête d'une collectivité, ce qui a déjà été entériné par l'institution que l'on représente. Et ici, je ne peux pas vous laisser dire qu'on n'avait pas d'information. Je ne peux pas vous laisser dire que le consul d'Algérie n'était pas au courant puisqu'un courrier lui a été adressé et que j'ai eu l'occasion d'en discuter avec lui.

Et je pense que pour Montpellier ça représente effectivement beaucoup que d'avoir autour de cette institution une capacité à rassembler l'ensemble des parties prenantes qui dans les décennies qui sont derrière nous ont eu à être concernées par ces questions fondamentales dans un monde, en pleine évolution et où Montpellier a la chance de pouvoir jouer sur ce tempo à la fois une capacité d'accueil, de tolérance et d'information, pour les générations actuelles, anciennes et les nouvelles. Les rapatriés, les Harkis, les originaires du pays concerné, leurs enfants, mais aussi l'ensemble de ceux qui autour de ce que peut représenter le tempo du musée France et Algérie est important pour Montpellier.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MOURE. Madame PEREZ.

Madame PEREZ

Monsieur le Président, chers collègues. Manifestement, le projet d'un musée de l'histoire de la France et de l'Algérie avait donné lieu à une concertation permettant d'aborder cette ambition voulue par Georges FRECHE, dans toute sa signification. Une longue histoire faite de rapprochements entre les peuples algériens et français, mais aussi de conflits douloureux. Montpellier a toujours été une terre d'accueil pour nos amis Pieds-noirs et Harkis. Nous devons, dès lors, effacer les blessures du passé pour nous tourner résolument vers l'avenir. Notre économie décadente doit être capable d'un dialogue avec la rive sud de la Méditerranée, c'est son intérêt incontestable.

Aujourd'hui, dans le débat qui se déroule ici, le Maire de Montpellier, Président de l'Agglomération, a décidé sans concertation d'abandonner le musée de l'histoire de la France et de l'Algérie et d'y substituer le futur centre d'art contemporain. Il a été élu, c'est parfaitement son droit d'agir ainsi.

Pour ma part, je souhaite qu'un vrai débat s'ouvre sur cette nouvelle opportunité. J'y vois, en ce qui me concerne, bien des aspects positifs, notamment en matière d'attractivité du centre-ville et des retombées économiques qui s'en suivront. Ceci me conduira à donner un avis favorable à la proposition qui nous est

faite ce jour, dans l'intérêt économique des entreprises que je représente. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame PEREZ. Monsieur REVOL.

Monsieur REVOL

Monsieur le Président, chers collègues. Il faut aborder ce débat à différents niveaux avec calme et sérieux. Concernant le musée, une phrase du grand historien Paxton me revient, il disait « on arrive à la paix au moment où les mémoires deviennent histoire ». Donc, c'est une œuvre collective pour un territoire, pour des femmes et des hommes d'arriver que les mémoires peu à peu se transforment en histoire et par là même aident à la réalisation de la paix. Nous en faisons actuellement l'expérience à travers le centenaire de la Guerre de 14.

Donc, concernant les rapports de la France et de l'Algérie, c'est une chose à laquelle tout le monde est sensible, car nous avons tous été marqués, d'une manière ou d'une autre, par cette histoire. Nous avons tous dans nos familles des liens avec cette histoire, il faut donc faire attention à la façon de le traiter.

J'avais voté contre le musée de la présence française en Algérie et donc, je me félicite de cette décision d'évolution aujourd'hui. J'avais voté contre, car je ne pensais pas que c'était la manière qui convenait pour pouvoir faire cette œuvre d'histoire. Une chose à ce sujet, certes nous avons avancé par rapport au projet initial en mettant un conseil scientifique parmi lequel il y a des personnes tout à fait respectables. Mais je constate qu'il y avait des propositions pour que ce conseil scientifique soit composé de manière paritaire par des historiens français et des historiens algériens. Or, il n'y a pas un seul historien algérien dans le conseil scientifique. Donc, le dialogue préconisé n'était pas en marche. Et je considère que nous pourrions faire cette œuvre d'histoire en organisant sur notre territoire des colloques, des rencontres, des actions culturelles. Cela peut se faire sans avoir à installer un musée de cette ampleur et qu'on peut le faire au quotidien en utilisant tous les réseaux croisés qui travaillent sur ces questions et il y en a beaucoup. Donc, je pense que si l'on adopte cette démarche, nous ferons œuvre utile.

La deuxième dimension du sujet, ce n'est pas la même, c'est le coût de cette opération. J'ai suivi les précédentes délibérations d'avenant en avenant, ça ne cessait d'augmenter. Et si on me dit aujourd'hui que toutes les œuvres menées par cette Agglomération ont eu le même type de dérives, il va falloir multiplier par quatre les audits, parce que là, la dérive était quand même considérable. Donc, je pense que dans une situation où nous devons combattre les grands projets inutiles pour pouvoir nous concentrer aux projets utiles, cette démarche est nécessaire concernant cet investissement.

Monsieur le Président

Merci Monsieur REVOL. Je donne la parole à Monsieur ROUILLEAULT.

Monsieur ROUILLEAULT

Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues, j'aborde ce débat avec tristesse, l'impression d'une occasion perdue. 1962 a été un traumatisme pour les rapatriés, ma famille en comptait et à fortiori pour les Harkis traités de façon indigne des deux côtés. Mais 52 ans après la fin de la guerre d'Algérie, le temps de la réconciliation est venu. Après que tant de Pieds-noirs soient retournés en Algérie sur le lieu de leur naissance ou sur la tombe de leurs parents et aient été bien accueillis par les Algériens. Après le film *Indigènes*, avec Jamel DEBOUZE. Après que l'ambassadeur de France en Algérie ait parlé en 2005 de la tragédie inexcusable des massacres de Sétif du 8 mai 1945. Après Lettre à Zora D en 2012, lettre d'une survivante, âgée alors de 5 ans, à l'auteur de l'odieux attentat de Milk bar à Alger, en 1956. L'heure n'est pas à la nostalgie de l'époque coloniale, mais à la réconciliation. Tous les pays européens ont décolonisé entre 1945 et 1974 et pour la France, c'est le mérite de Pierre MENDES France pour l'Indochine, de Gaston DEFFERRE pour la Tunisie et le Maroc et du Général DE GAULLE pour l'Algérie. La réconciliation passe par le dialogue des mémoires. Il y a une part de vérité et une part d'ombre dans la mémoire de chacune des communautés, de chaque expérience vécue. C'est la grande leçon de la commission Vérité et réconciliation réunie en Afrique du Sud à la demande de Nelson MANDELA et de DESMOND TUTU. Elle passe par la réconciliation, elle passe aussi par le travail en commun des historiens français et algériens comme vient de le faire récemment Benjamin STORA membre de ce comité scientifique.

Il y avait sûrement des aspects à revoir dans ce projet de musée pour impliquer mieux tous les acteurs français et algériens. Mais tout arrêter, c'est une occasion manquée et j'espère que nous n'arrêterons pas tout. Avec un tel projet réussi, l'Agglomération de Montpellier qui compte tant d'enfants nés en Afrique du Nord ou de parents nés en Afrique du Nord aurait mérité le prix Nobel de la paix.

Je constate les réticences, mais nous y parviendrons ensemble, je l'espère, sans attendre la mort des derniers acteurs. Je voterai contre cette délibération, mais avec l'espoir chevillé au corps, nous y arriverons.

Monsieur le Président

Merci Monsieur ROUILLEAULT. Madame JAMET.

Madame JAMET

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je n'ai pas du tout l'intention de lancer un débat politique ou d'histoire au sein de cette assemblée, ce serait d'ailleurs faire offense à la mémoire et aux événements que nous avons connus, traversés effectivement et dont Montpellier est particulièrement représentatif.

Pour autant, je relève plusieurs choses.

D'abord, il serait bon aujourd'hui d'acter effectivement définitivement une décision parce que vous changez souvent d'avis. Ce serait donc bien que l'on acte une décision définitive sur ce sujet-là. Je ne vais pas revenir sur les interventions plus ou moins brillantes et intéressantes et notamment sur l'intervention de Madame Julie FRECHE, il ne faut pas faire parler les morts. Pour autant, je pense que tout le monde est d'accord là-dessus, il ne s'agit pas forcément d'un captage, mais d'un détournement d'héritage. Il apparaît clairement aux yeux de tous que ce projet a été parfaitement dévoyé par rapport à ce pour quoi il était consacré au début. Georges FRECHE était très sensible à la France et à la présence de la France en Algérie et de l'Algérie française. C'est essentiellement de cela dont il s'agissait, ce devoir de mémoire, ce devoir d'histoire, c'est à cela qu'il voulait consacrer ce musée.

Après, pour la réconciliation et pour le reste et les générations qui ont suivi, je crois que c'est un travail politique qui doit se faire, qu'il nous appartient de traiter. En tout cas, je ne pense pas dans le cadre de ce musée et surtout pas dans le cadre du musée tel qu'abouti même s'il est interrompu en plein élan par les scientifiques spécialistes et autres sommités intellectuelles qui se sont impliqués et mobilisés. Je crois que la seule présence, vous le notiez tout à l'heure, dans la liste des soutiens et de ceux qui s'insurgent contre le terme mis à ce projet, comme messieurs Lang, Stora, Orsenna ou Bedos et leurs commentaires, prouvent bien que ce projet partait à l'encontre de ce que Georges FRECHE avait imaginé. Donc, nous nous rejoignons bizarrement, effectivement, je pense que Montpellier ne sera ni stigmatisé, ni ridiculisé comme le disent les historiens et autres intellectuels. Je ne vais pas essayer de polémiquer davantage, je dirai simplement que si l'annulation ne doit pas coûter plus cher que la continuation d'un projet autre ou d'un projet dévoyé, contrairement à ce qui a été dit, je note par exemple que le mémorial de Rivesaltes est un très grand projet qui est assez consensuel et qui rend un hommage qui n'a jamais été fait en France, notamment aux Harkis. C'est un aspect de l'histoire qui est systématiquement étouffé et qui mérite d'être mis en avant. Et je pense que si un travail, si des documents ont été acquis, il serait bon, sinon de les transmettre par exemple à Marseille qui est un musée assez conséquent et qui rend un hommage mémoriel à cette période de notre histoire. Il me semble que faire profiter le musée de Rivesaltes et le mémorial de Rivesaltes de ces travaux, de ces objets et de ces livres serait une bonne chose.

Donc, mis à part toutes ces réserves et l'esprit que je refuse de polémiste, nous approuvons l'abandon de ce projet.

Monsieur le Président

Merci Madame JAMET. Monsieur MARTIN.

Monsieur MARTIN

Merci Monsieur le Président. Décidément, sur certaines questions, en particulier celle-ci, on peut se demander si sortir de la guerre des mémoires sera possible un jour entre les Français et les Algériens. Alors que justement c'est l'objectif que s'est fixé ce musée, c'est l'objectif que veut réaliser ce musée avec le travail d'une équipe de chercheurs, de scientifiques pluridisciplinaires dont la volonté est justement de chercher à établir les faits, de chercher à comprendre leur mécanique, de chercher à comprendre leurs enchaînements, à mesurer ce que l'on sait et à la fois à mesurer ce qu'il reste à rechercher. C'est le sens d'un centre de recherche international qu'il se veut être également. Et je veux rendre hommage au travail des scientifiques bénévoles qui a été mené à propos de ce musée. Personnellement, je ne veux pas opposer le travail de ces chercheurs, de ce comité scientifique au reste des citoyens de Montpellier. Je crois que c'est faire injure aux 5 000 chercheurs montpelliérains qui font la ville comme les autres citoyens, que de chercher à opposer les chercheurs montpelliérains au reste des citoyens de notre ville et de notre Agglomération. Leur travail est d'ailleurs possible parce qu'il s'accomplit avec leurs collègues de tous les pays et avant tout avec les collègues algériens. Je crois que là-dessus, il faut également rétablir certaines

vérités. Les témoins parlent, les archives s'ouvrent, les travaux s'accumulent et finalement, cette démarche n'a rien d'original parce que c'est tout simplement, par excellence, une démarche scientifique.

Ainsi, de ce musée, il ne s'agit pas d'un lieu de mémoire communautaire, il ne s'agit pas du musée de l'Algérie française. Cela existe déjà ailleurs, par exemple à Aix-en-Provence, il y a quelque chose qui ressemble beaucoup à ça. Je vous rappelle d'ailleurs qu'il y a effectivement une douzaine d'années, je n'étais pas encore élu à cette époque-là, mais les élus communistes avaient été parmi les premiers et les plus virulents à vouloir réorienter ce qui était prévu au départ et effectivement, mais bien avant le décès de Georges FRECHE, ce musée est devenu un lieu scientifique indépendant consacré aux relations entre la France et l'Algérie avant, pendant et après la période coloniale. Alors, le revirement de situation qui nous est proposé par l'abandon de ce musée ne fait, finalement, que raviver un feu que ce musée avait justement pour objectif de contribuer à éteindre et certaines interventions que j'ai entendues montrent qu'il y a une grande nécessité à essayer d'agir sur ces blessures qui sont aussi vives que profondes. Notre débat le montre encore ce soir.

Et je pense qu'il ne faut pas céder à la tentation de l'abandon. Et entendre, comme le Maire de Perpignan le propose, que les objets qui sont déjà réunis, qui ont déjà été achetés pourraient aller à ce qui s'appelle « le centre de documentation des Français d'Algérie de Perpignan », on pourrait aller déposer ces objets-là à côté de la stèle en l'honneur des anciens de l'OAS, cela même qui ont tenté d'assassiner le général de Gaulle, ça, c'est une chose à laquelle je ne pourrai pas personnellement me résoudre.

Le repli sur le musée de l'infanterie serait, de mon point de vue, symboliquement catastrophique, en plus d'être une vision très rétrécie de ce projet.

La proposition de musée d'art contemporain que je peux d'ailleurs comprendre par ailleurs, ne me gêne pas spécialement même au contraire, n'est à l'évidence pas adapté à l'hôtel Montcalm. De plus, on lisait un article dans Le Monde cette semaine, qui comparait le MUCEM, le musée de l'Europe et des civilisations à Marseille et le musée d'art contemporain à Marseille qui montrait que le MUCEM rencontrait un très grand succès. À l'inverse, le musée d'art contemporain est plutôt en échec actuellement. Je n'ai pas les éléments pour mesurer ce qui se passe là-bas actuellement, mais dans tous les cas, je pense que ça devrait nous inciter à une plus longue et une plus grande réflexion sur ces choix-là. Un abandon sine die serait en plus un très mauvais coup porté à la ville. Comment les plus grands noms de la culture auront-ils envie de venir apporter leur concours au rayonnement culturel de notre ville et de notre Agglomération quand ils verront comment a pu être traité le travail de nos chercheurs ? Il en va de notre crédibilité en matière culturelle pour les années à venir. À ce propos d'ailleurs, s'agissant du fameux label, les commissions qui attribuent les labels ont pris du retard pour tous les musées qui y prétendent. Cela a été la volonté de la Ministre FILIPPETI qui a décidé d'examens plus poussés que les années précédentes pour attribuer ces labels et notre label a eu tous les avis favorables des examens préparatoires à l'attribution de ce label.

De toute façon, un tel projet, je pense, finira par s'imposer. Si ce n'est pas Montpellier, ce sera ailleurs, car, je ne dirai pas que c'est le sens de l'histoire, je n'aime pas ce genre de formules qui visent à clore les débats sans plus d'arguments, mais je pense par contre que c'est le sens que nous devons donner à l'histoire, car il n'y a que le recours à l'histoire qui peut guérir les blessures. Et Montpellier a tout à gagner à conserver ce musée en faisant ainsi preuve à la fois de son rang de capitale régionale et également en prenant toute sa place sur l'arc méditerranéen. Donc, tout est possible, je pense, sauf l'abandon, encore faut-il prendre le temps de la discussion.

Alors, reportons cette décision pour prendre le temps nécessaire. Pas de plusieurs années, pas de plusieurs mois, de quelques semaines, de façon à faire un audit à la fois financier et technique et surtout avec l'ensemble des acteurs concernés et surtout en mesurant tous les enjeux. Nous ne pouvons pas refuser d'ouvrir en grand toutes les portes et les fenêtres sur l'histoire pour ne pas chuter dans le danger le plus grand qui guette notre société, le déni d'histoire. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MARTIN. Le peuple ce sont les chercheurs, les universitaires, les scientifiques et les autres. Et je ne les oppose pas, je les rassemble.

Monsieur LEVITA.

Monsieur LEVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je respecte profondément le travail du comité scientifique. Je le respecte d'autant plus que je ne connais pas son contenu. Et je mets au défi ceux qui se sont exprimés d'avoir connaissance du contenu. Mis à part peut-être le précédent Président, Jean-Pierre MOURE, qui a piloté le passage de musée de la France en Algérie en musée de la France et de l'Algérie. Donc, je suis ravi et enthousiasmé de voir le respect que vous accordez aux scientifiques, d'autant plus que vous ne

connaissez pas ce qu'ils ont fait. C'est le premier point.

Le second point, mes chers collègues, chacun a sa propre vision de la France et de l'Algérie. Je me demande avec perplexité si ce qui a été exprimé ici, dans cette assemblée, par Mademoiselle FRECHE, par Monsieur DOMERGUE, par Monsieur MARTIN, par Madame JAMET, si on peut faire un ensemble cohérent de tout ça. Alors, les scientifiques c'est bien, les élus, nous avons été élus et il faut bien que nous assumions nos responsabilités.

On nous dit « ce musée assurera une vision commune de la France, de l'Algérie, des Harkis, des Pieds-noirs, de l'OAS, du FLN, du MLA, de ceux qui ont combattu en Algérie au nom de la France. En êtes-vous persuadés, mes chers collègues ? Je veux bien croire que le temps est venu de la réconciliation, je veux bien le croire, mais je n'en suis pas très sûr et à mon avis, les plaies sont encore béantes. La preuve, le Président l'a dit, nous n'avons eu aucune protestation d'organisation représentative de ceux qui peuvent être directement intéressés par ce musée, aucune protestation. Les scientifiques ont protesté, c'est logique, mais à part ça, nous n'en avons aucune. Alors que l'on veuille travailler à la réconciliation, nous devons le faire et René REVOL a parfaitement raison, on peut le faire par d'autres biais. Il y a des universités à Montpellier, elles peuvent s'en charger, elles peuvent organiser des travaux de recherche, nous pouvons les soutenir. On peut même prendre l'engagement de les soutenir. Il me semble donc que sur ce point-là, au point où on en est, c'est une décision de sagesse que de reporter la décision et de dire que nous ne ferons pas le musée de la France et de l'Algérie à cet endroit et à ce moment-là.

Le second point, Mademoiselle FRECHE ne veut pas faire parler les morts, moi non plus, mais je voudrais quand même signaler que j'ai dû participer à au moins 3 campagnes électorales avec Georges FRECHE où nous avons promis de créer un musée d'art contemporain. On est en 2014, il n'est toujours pas réalisé. Là, nous en avons la possibilité, l'opportunité et la proposition que vous faites, Monsieur le Président, me paraît être une proposition tout à fait sage. C'est la raison pour laquelle le groupe que mon ami Abdel EL KANDOUSSI préside vous soutiendra.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LEVITA.

Le groupe UMP qui est au nombre de 4 m'a fait savoir qu'il souhaitait un vote à bulletin secret. Je rappelle que pour avoir un vote à bulletin secret, il faut être un tiers de l'assemblée, en application du Code électoral. Leur proposition est donc rejetée.

Je vais mettre aux voix l'abandon du projet du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie.

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (8 votes contre ; 8 abstentions).

Ont voté contre : Mme Perla DANAN, M. Jacques DOMERGUE, Mme Julie FRECHE, M. Gérard LANNELONGUE, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, M. Henri ROUILLEAULT.

Se sont abstenus : Mme Anne. BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Mustapha MAJDOUL.

Le musée de la France et de l'Algérie sera transformé en centre d'art contemporain, je vous en remercie.

AFFAIRE N°5 : FINANCES – COMPTE ADMINISTRATIF 2013 ET COMPTE DE GESTION - RAPPORTS DES DÉLÉGATAIRES DE SERVICES PUBLICS - APPROBATION

Monsieur le Président

Je propose que Monsieur Max LEVITA prenne la présidence de l'assemblée, procède au débat et au vote. Personne n'y voit d'inconvénient ? Je sortirai au moment du vote et des débats.

Conformément aux articles L. 2121-14 et L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté élit un Président de séance ad hoc pour débattre et voter le Compte Administratif.

Le Conseil Communautaire, en application de dispositions susvisées élit Monsieur Max LEVITA en tant que Président de séance.

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux finances, élu Président de séance :

I- donne acte de la présentation faite du Compte Administratif 2013, lequel est résumé par les tableaux ci-joints,

II- constate aussi bien pour la comptabilité principale que pour les comptabilités annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute et de l'Eau Potable, la stricte concordance avec le compte de gestion pour l'ensemble des données relatives aux reports à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

III - reconnaît la sincérité des restes à réaliser,

IV- déclare que le Compte de Gestion dressé, pour l'exercice 2013, par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle pas de réserve,

V - arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous :

Les services publics des transports urbains, de l'eau et de l'assainissement sont exploités dans le cadre de contrats de délégation de service public. Il en va de même pour l'unité de méthanisation Ametyst, la patinoire Vegapolis, le Corum et le Zenith, l'Aquarium Mare Nostrum, le Marché d'Intérêt National. En application du Code Général des Collectivités Territoriales, les rapports des délégataires au titre de l'année 2013, annexés au présent compte administratif, sont soumis à l'examen de l'assemblée délibérante, qui doit en prendre acte.

BUDGET PRINCIPAL

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2013	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	64 943 646,48	0,00
900	Services généraux	3 640 509,36	2 874 570,59
901	Sécurité et salubrité publiques	64 582,71	92 620,62
903	Culture	7 245 085,28	2 764 858,69
904	Sport et jeunesse	10 479 231,73	619 001,56
907	Logement	7 767 570,11	292 486,52
908	Aménagement services urbains environnement	77 782 664,70	14 017 310,56
909	Action économique	17 137 555,67	1 655 133,49
910	Opérations patrimoniales	35 450 420,67	0,00
911	Dettes et autres opérations financières	38 916 194,48	60 000,00
912	Dotations, subventions et participations	0,00	13 974 580,00
914	Transferts entre sections	13 466 439,48	0,00
TOTAL - DEPENSES		276 893 900,67	36 350 562,03
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		313 244 462,70	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2013	réaliser
900	Services généraux	11 375,10	0,00
901	Sécurité et salubrité publiques	11 668,00	0,00

903	Culture	695 863,24	200,00
904	Sport et jeunesse	241 577,70	0,00
907	Logement	4 498 545,00	0,00
908	Aménagement-services urbains-environnement	11 344 501,60	17 068 990,79
909	Action économique	3 052 215,03	2 404 661,32
910	Opérations patrimoniales	35 450 420,67	0,00
911	Dettes et autres opérations financières	30 063 770,25	16 880 000,00
912	Dotations, subventions & participations	68 929 425,03	0,00
914	Transferts entre sections	39 037 851,14	0,00
TOTAL - RECETTES		193 337 212,76	36 353 852,11
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		229 691 064,87	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2013	réaliser
920	Services généraux	25 304 877,24	7 414,00
921	Sécurité et salubrité publiques	15 766 730,91	0,00
922	Enseignement - formation	10 729 627,64	514 268,24
923	Culture	54 036 112,35	55 000,00
924	Sport et jeunesse	30 511 074,79	10 200,00
927	Logement	56 641,37	0,00
928	Aménagement - services urbains - environnement	141 485 823,41	336 244,80
929	Action économique	9 971 980,04	521 845,00
931	Opérations financières	25 870 878,84	0,00
933	Impôts et taxes non affectées	34 059 979,73	0,00
934	Transferts entre sections	39 037 851,14	0,00
TOTAL - DEPENSES		386 831 577,46	1 444 972,04
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		388 276 549,50	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2013	réaliser
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	23 734 813,43	0,00
920	Services généraux	1 755 958,20	0,00
921	Sécurité et salubrité publiques	426 955,24	0,00
922	Enseignement - formation	9 493 451,00	0,00
923	Culture	5 158 933,54	0,00
924	Sport et jeunesse	3 606 487,80	0,00
928	Aménagement - services urbains - environnement	10 490 446,07	0,00
929	Action économique	8 895 632,40	0,00
931	Opérations financières	1 454 225,83	0,00

932	Dotations et participations non affectées	79 642 483,00	0,00
933	Impôts et taxes non affectées	329 708 718,18	0,00
934	Transferts entre sections	13 466 439,48	0,00
TOTAL - RECETTES		487 834 544,17	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		487 834 544,17	

Le résultat brut global 2013 du Budget Principal, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 17 446 278,80 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 16 004 596,84 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2012	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2013	Résultat de clôture 2013	Résultat reports 2013	Résultat net 2013
Inv	-64 943 646,48		-18 613 041,43	-83 556 687,91	3 290,08	-83 553 397,83
Fonct	88 604 631,53	64 869 818,10	77 268 153,28	101 002 966,71	-1 444 972,04	99 557 994,67
TOTAL	23 660 985,05	64 869 818,10	58 655 111,85	17 446 278,80	-1 441 681,96	16 004 596,84

BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2013
11	Charges à caractère général	1 312 093,86
12	Charges de personnel et frais assimilés	2 208 747,20
42	Opé. d'ordre de transfert entre sections	395 766,97
65	Autres charges de gestion courante	154 282,13
66	Charges financières	18 936,76
67	Charges exceptionnelles	68 442,52
69	Impôt sur les bénéfices et assimilés	347 772,00
TOTAL - DEPENSES		4 506 041,44

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2013
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	3 493 409,58
13	Atténuation de charges	58 555,98
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	4 518 512,19
75	Autres produits de gestion courante	20 127,26
77	Produits exceptionnels	291 205,89
TOTAL - RECETTES		8 381 810,90

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2013	
16	Emprunts et dettes assimilées	32 060,67	0,00
20	Immobilisations incorporelles	11 420,00	1 224,29
21	Immobilisations corporelles	114 178,18	81 933,80
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES		157 658,85	83 158,09
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		240 816,94	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2013	
001	Résultat d'investissement reporté	50 319,95	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	11 114,71	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	395 766,97	0,00
TOTAL DES RECETTES		457 201,63	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		457 201,63	

Le résultat brut global 2013 du Budget annexe des Services Funéraires, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, y compris les réserves, est de + 4 164 197,53 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 4 081 039,44 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2012	Réserves	Résultat de l'exercice 2013	Résultat de clôture 2013	Résultat reports 2013	Résultat net 2013
Inv	50 319,95		249 222,83	299 542,78	-83 158,09	216 384,69
Fonct	3 493 409,58	11 114,71	382 359,88	3 864 654,75	0,00	3 864 654,75
TOTAL	3 543 729,53	11 114,71	631 582,71	4 164 197,53	-83 158,09	4 081 039,44

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2013
11	Charges à caractère général	2 688 392,68
12	Charges de personnel et frais assimilés	2 388 098,55
65	Autres charges de gestion courante	1 098 788,38
66	Charges financières	3 224 242,47
67	Charges exceptionnelles	34 087,73
42	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 346 491,29
TOTAL - DEPENSES		16 780 101,10

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES	Réalisations de
-----------------------------------	-----------------

Chap.	Libellé	l'exercice 2013
2	Résultat de fonctionnement reporté	7 433 381,55
13	Atténuation de charges	158 234,09
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	18 896 787,40
74	Subventions d'exploitation	3 673 126,75
75	Autres produits de gestion courante	32 394,43
77	Produits exceptionnels	157 339,48
42	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 500 168,58
TOTAL - RECETTES		32 851 432,28

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2013	
001	Résultat d'investissement reporté	4 053 225,22	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	2 500 168,58	0,00
041	Opérations patrimoniales	1 431 789,33	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 614 376,83	0,00
20	Immobilisations incorporelles	154 731,10	93 214,18
21	Immobilisations corporelles	40 648,57	3 666,52
23	Immobilisations en cours	7 850 060,04	2 276 712,50
TOTAL DES DEPENSES		21 644 999,67	2 373 593,20
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		24 018 592,87	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2013	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	7 346 491,29	0,00
041	Opérations patrimoniales	1 431 789,33	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 212 938,62	0,00
13	Subventions d'investissement	6 119 603,60	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 431 789,33	0,00
TOTAL DES RECETTES		20 542 612,17	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		20 542 612,17	

Le résultat brut global 2013 du Budget annexe de l'Assainissement, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, y compris les réserves, est de + 14 968 943,68 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 12 595 350,48 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

Résultat de clôture 2012	Part affectée à l'investissement et Réserves	Résultat de l'exercice 2013	Résultat de clôture 2013	Solde des Reports 2013	Résultat net
--------------------------	--	-----------------------------	--------------------------	------------------------	--------------

Inv	-4 053 225,22		2 950 837,72	-1 102 387,50	-2 593,20 373	-3 475 980,70
Fonct	11 641 951,58	4 208 570,03	8 637 949,63	16 071 331,18	0,00	16 071 331,18
TOTAL	7 588 726,36	4 208 570,03	11 588 787,35	14 968 943,68	-2 593,20 373	12 595 350,48

BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2013
11	Charges à caractère général	5 661,36
12	Charge de personnel et frais assimilés	0,00
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 581,00
65	Autres charges de gestion courante	35 000,00
67	Charges exceptionnelles	150,00
TOTAL - DEPENSES		42 392,36

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2013
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	27 112,22
13	Atténuation de charges	0,00
70	Vente de prod. Fab., prest. serv, marchandises	41 622,50
74	Autres subventions	5 960,00
77	Produits exceptionnels	3 838,14
TOTAL - RECETTES		78 532,86

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2013	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES		0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		0,00	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2013	
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	4 700,72	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 581,00	0,00
TOTAL DES RECETTES		6 281,72	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		6 281,72	

Le résultat brut global 2013 du Budget annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 42 422,22 euros. Du fait de l'absence de reports, le résultat net global de l'exercice est identique.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2012	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2013	Résultat de clôture 2013	Résultat reports 2013	Résultat net 2013
Inv	4 700,72		1 581,00	6 281,72	0,00	6 281,72
Fonct	27 112,22	0,00	9 028,28	36 140,50	0,00	36 140,50
TOTAL	31 812,94	0,00	10 609,28	42 422,22	0,00	42 422,22

BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2013
11	Charges à caractère général	134 960,09
65	Autres charges de gestion courante	28 036,94
67	Charges exceptionnelles	432,58
TOTAL - DEPENSES		163 429,61

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalisations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2013
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	47 523,26
70	Vente de produits fabriqués, prestations...	207 695,49
77	Produits exceptionnels	27 587,73
TOTAL - RECETTES		282 806,48

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2013	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	7 000,00
23	Immobilisations en cours	0,00	10 369,89
TOTAL DES DEPENSES		0,00	17 369,89
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		17 369,89	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2013	
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 000,00	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES		7 000,00	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		7 000,00	

Le résultat brut global 2013 du Budget annexe de l'Eau Brute, intégrant le résultat de l'exercice et

les résultats reportés, est de + 126 376,87 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 109 006,98 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2012	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2013	Résultat de clôture 2013	Résultat reports 2013	Résultat net 2013
Inv.	0,00		7000	7000	-17 369,89	-10 369,89
Fonct.	54 523,26	7 000	71 853,61	119 376,87	0,00	119 376,87
TOTAL	54 523,26	7000	78 853,61	126 376,87	-17 369,89	109 006,98

BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES		Réalizations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2013
11	Charges à caractère général	2 068 377,94
12	Charges de personnel et frais assimilés	398 676,40
13	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	221 416,57
66	Charges financières	124 975,35
67	Charges exceptionnelles	42 167,50
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 810 684,52
TOTAL - DEPENSES		4 666 298,28

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES		Réalizations de
Chap.	Libellé	l'exercice 2013
002	Résultat de fonctionnement reporté	1 570 018,78
13	Atténuation de charges	194 156,06
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	59 951,29
70	Vente de prod. fab., prest. serv, marchandises	5 367 578,71
75	Autres produits de gestion courante	293 405,31
77	Produits exceptionnels	415 275,24
TOTAL - RECETTES		7 900 385,39

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalizations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2013	
001	Résultat d'investissement reporté	1 059 351,98	0,00
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	59 951,29	0,00
041	Opérations patrimoniales	363 312,58	0,00

10	Dotations, fonds divers et réserves	80 383,38	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	563 018,87	0,00
20	Immobilisations incorporelles	383 056,65	25 648,50
21	Immobilisations corporelles	211 838,75	0,00
23	Immobilisations en cours	1 794 962,36	1 056 297,28
TOTAL DES DEPENSES		4 515 875,86	1 081 945,78
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		5 597 821,64	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à réaliser
Chap.	Libellé	l'exercice 2013	
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 810 684,52	0,00
041	Opérations patrimoniales	363 312,58	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 498 306,66	0,00
13	Subventions d'investissement	484 380,55	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	363 312,58	0,00
TOTAL DES RECETTES		4 519 996,89	0,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		4 519 996,89	

Le résultat brut global 2013 du Budget annexe de l'Eau potable, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 3 238 208,14 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 2 150 261,43 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture 2012	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2013	Résultat de clôture 2013	Résultat reports 2013	Résultat net 2013
Inv	-1 059 351,98		1 063 473,01	4 121,03	-1 081 945,78	-1 077 824,75
Fonct	3 068 325,44	1 498 306,66	1 664 068,33	3 234 087,11	0,00	3 234 087,11
TOTAL	2 008 973,46	1 498 306,66	2 727 541,34	3 238 208,14	-1 081 945,78	2 156 262,36

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Administratif 2013 du budget principal et des budgets annexes des Services Funéraires, de l'Assainissement, du Service Public de l'Assainissement Non Collectif, de l'Eau Brute et de l'Eau Potable,
- prendre acte de l'ensemble des rapports des délégataires de service public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier établis en application des articles L 1411-3 et R 1411-7 du CGCT et annexés au présent compte administratif en application de l'article R 1411-7 du même Code,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je vais essayer de ne pas vous ennuyer et de le faire le plus

rapidement possible.

En 2013, le total des dépenses d'équipement s'élève à 105 millions d'euros qui montrent que la Communauté d'Agglomération a maintenu un niveau élevé d'investissements alors que la conjoncture économique était atone. Figurent les résultats des comptes administratifs du budget principal et des budgets annexes. J'en profite pour indiquer que le budget principal contient l'ensemble de l'activité transports et qu'il est envisagé de transférer cette activité dans un budget annexe. Ceci est à l'étude pour des raisons de présentation, en particulier pour des raisons de présentation devant les comptables de Bercy.

Les principaux équilibres budgétaires. Le taux d'exécution des dépenses d'équipement s'est élevé, en 2013, à 78 %, ce qui est un bon chiffre, il faut le souligner. Si ces dépenses baissent en 2013 par rapport à 2012, de -36 %, c'est uqe l'on ne fait pas une ligne de tramway tous les ans. Oui, il diminue et je crois que c'est une excellente décision, c'est un signe de sagesse qui permet d'affronter l'année 2014 et les années suivantes avec ambition.

Les charges de fonctionnement ont évolué de 2,7 % en 2013. Vous voyez sur ce tableau que la moyenne d'investissement par habitant est au-dessus de la moyenne nationale. Cela montre que nous sommes une Agglomération qui s'équipe à marche forcée, ce qui est bien pour préparer l'avenir. Nos charges de gestion ont augmenté de 2,7 % en 2013, ce qui est un bon chiffre qui montre qu'il y a une maîtrise de la part de l'administration, qu'elle en soit remerciée.

La masse salariale a connu une augmentation de 5,2 %. C'est un chiffre un peu élevé, mais comme vous le savez, le point d'indice est bloqué depuis 2010 et l'État, qui nous incite à bloquer les dépenses voire à les diminuer, ne s'interdit pas de prendre des mesures qui s'imposent à nous. Il y a donc eu une revalorisation des catégories B et C, une augmentation du taux de cotisation de la CNACL et une revalorisation du régime indemnitaire. Ceci conduit à une augmentation de 5,2 % qui n'est pas tenable dans le long terme.

La part de ces dépenses dans le budget de fonctionnement est à 16,5 %, c'est donc maîtrisé. À signaler que les intérêts ont diminué en 2013 de 6,3 %. Cela est dû à la structure de l'encours de dette, ainsi qu'à l'évolution des marchés financiers qui sont à l'heure actuelle très favorables.

Sur ce camembert figure la répartition de nos recettes. Vous voyez que la fiscalité entreprise avec un peu moins de 35 % est la plus importante. La fiscalité ménages suit avec 22,3 %. Les dotations et les compensations de l'État sont à 15,75 % et comme vous le savez, c'est l'un des postes qui nous pose des interrogations quant à l'avenir. Le volume de ces dotations de l'État d'ailleurs, en 2013, a déjà diminué de 1,6 % et nous attendons avec inquiétude l'évolution de cette dotation.

Parallèlement, la communauté d'Agglomération est bénéficiaire du fonds de péréquation des ressources communales – je vous en parlerai ultérieurement – qui connaît cette année une augmentation de 178 % et qui est très bénéfique. Mais nous sommes assez inquiets sur cette évolution. Il est prévu que ce fonds atteigne 1 milliard en 2017. C'est un fonds de péréquation horizontal, c'est-à-dire que ce que nous touchons est pris à d'autres collectivités. Comme elles vont elles aussi devoir diminuer leurs dépenses, rien ne dit qu'elles ne vont pas protester avec véhémence.

L'épargne brute augmente de 1 % pour s'élever à 102,2 millions d'euros.

Je vais faire un petit focus sur l'endettement. Il a été limité, en 2013, à 30 millions, il est en baisse de 67 % par rapport à 2012, mais 2012 était une année de dépenses importantes avec la construction des lignes 3 et 4. L'encours de dettes est stabilisé à 852 millions pour le budget principal, il diminue de 1 % ce qui a permis de diminuer la capacité de désendettement. Nous sommes à 8,3/an ce qui est un bon chiffre qui plaît aux banquiers et comme c'est eux qui nous prêtent de l'argent, nous avons intérêt à la séduire.

Principales caractéristiques de la dette. Il s'agit d'une dette équilibrée, nous sommes à 54 % en taux fixe et à 46 % en taux variable. Nous ne jouons pas, nous ne sommes pas des spéculateurs et cette répartition 50/50 nous permet de profiter des taux faibles pour les taux variables. Mais comme la volatilité des taux variables peut être extrêmement rapide, nous gérons ça, nous semble-t-il, avec doigté.

Dans les ressources propres, les recettes propres s'élèvent à 24 millions d'euros, dont 15 millions pour le financement de nos projets et un fonds de compensation de la TVA à 4 millions. Ainsi que des ventes de terrains et des remboursements d'emprunts d'avance à hauteur de 3 millions.

La répartition des dépenses. Vous voyez que la première dépense concerne les transports urbains et la voirie à hauteur de 118 millions. La culture, les sports et la solidarité à hauteur de 106 millions et l'environnement à hauteur de 81 millions.

Ensuite, sont retracées secteur par secteur les dépenses les plus importantes. Les transports en commun et la voirie. En 2013, nous avons une progression de 7,5 % de la fréquentation par rapport à 2012, soit 73 millions de voyages, ce qui donne plus de 320 000 voyageurs/jour, dont près de 80 % sur le réseau tramway. Nous avons dépensé dans ce domaine 118 millions, 61 millions en fonctionnement, 56 millions

en investissement. Les dépenses les plus importantes concernent la ligne 3 de tramway à hauteur de 30 millions, le contournement Nîmes-Montpellier à hauteur de 14 millions, sur la gare St-Roch à hauteur de 1,3 million et le bouclage de la ligne 4 à hauteur de 8 millions.

Je passe rapidement, vous avez le texte sous les yeux, en soulignant les nouvelles technologies mises au service des transports publics avec le contrat de mobilité EMMA, l'espace multimodal de Montpellier Agglomération qui offre sur un même support une offre de transport multimodale. Cela pourra être relié à ce qui nous a été exposé au début, le projet de « Smart city ». De la même manière, ces projets ont représenté un investissement de 700 000 euros. Je ne vous parle pas de French-Tech dont ma collègue, Chantal MARION, vous a entretenu tout à l'heure.

Les grandes infrastructures de transport, 13,9 millions d'euros, concernent le projet de contournement Nîmes-Montpellier.

Le deuxième secteur, l'aménagement de l'espace logements et développement économique, 55 millions. 13 millions en fonctionnement, 42 millions en investissement. Vous avez le détail sur les acquisitions foncières 5 millions, l'aide à la pierre 3,2 millions, sur la compétence déléguée et les fonds propres, le projet Éco cité, le schéma directeur d'aménagement numérique.

Le projet Éco city « Smart city », l'aménagement de l'espace communautaire, le schéma directeur du territoire.

Sur les études urbaines, l'Agglomération a lancé une étude concernant les potentiels urbains autour de l'autoroute A9. 40 000 euros ont été mobilisés sur cette étude en 2013.

Ce qui est intéressant, c'est la politique de l'habitat. Un plan local de l'habitat couvrant la période 2013-2018 a été lancé. Vous en avez les premiers résultats sur l'année 2013. 4 090 logements ont été mis en chantier. Certes, c'est une baisse de 22 % par rapport à 2012.

Monsieur le Président

Sur le plan local de l'habitat, je tiens à porter à la connaissance de l'assemblée que pour la ville de Montpellier, j'ai proposé que de 47 % de logements sociaux, nous repassions à 30 %. La loi Duflot étant 25 %, plus 5 % de rattrapage égale 30 %. Ce qui fait 30 % en tout de logement social sur les ZAC, en accord avec Stéphanie JANNIN, sur le tissu diffus et la ville existante, à l'identique de toutes les communes de l'Agglomération. Je vous rappelle que la loi Duflot impose 25 % de logement social et que la ville de Montpellier est environ à 22 %. Mais 47 % me paraissait vraiment exagéré. C'est une information que je donne et elle n'est pas fausse, Monsieur MARTIN, elle est écrite sur les documents. Je n'ai pas l'habitude de dire des mensonges à cette tribune. Je vous rappelle que le jour où nous avons fait le débat devant les promoteurs, elle n'a pas été contredite par l'ensemble des membres de l'équipe dans laquelle vous figuriez. Monsieur MARTIN, je vous signale ce que j'ai fait pour information, je n'étais pas obligé de le faire.

Monsieur LEVITA

Donc, en 2013, 4 090 logements ont été mis en chantier. Mes chers collègues, ce volume de logements construits accuse une baisse de 22 % par rapport à 2012. Mais bien sûr, cette baisse s'inscrit dans un contexte national atone du marché immobilier qui montre que l'Agglomération de Montpellier est d'ailleurs moins touchée que les autres Agglomérations.

Dans le domaine de la production de logement social, 1491 logements locatifs familiaux sociaux d'insertion ont été financés, auxquels il convient d'ajouter 14 logements financés par l'ANRU.

La communauté d'Agglomération a également garanti les emprunts des bailleurs sociaux pour 67 programmes, représentant 3 099 logements sociaux et 73 millions de prêts garantis.

Nous sommes intervenus dans le domaine de la réhabilitation du parc de logements privés. Il y a en particulier un projet de rénovation urbaine sur la ville de Montpellier qui a été soutenu, que ce soit dans le quartier centre, Mosson, Cévennes, ainsi que Petit Bard.

En ce qui concerne la politique foncière et l'aménagement opérationnel, cela relève bien sûr du passé, puisque l'on retrace l'année 2013. Le bilan témoigne de l'importance accordée à la maîtrise du foncier pour un certain nombre d'opérations d'intérêt communautaire. Par exemple, 59 hectares ont été acquis de manière à constituer des réserves foncières, notamment sur le quartier Oz nature urbaine situé sur la commune de Montpellier. Il y a un projet sur lequel nous reviendrons, mais le compte administratif, c'est le passé.

Sur les opérations urbaines à vocation mixte, je retrace ce qui a été fait sur la route de la mer, sur le pôle régional de gérontologie, à Baillargues sur le lieu Lamourade, le Colombier. Sur les opérations à vocation économique, on retrace ce qui a été fait au parc d'activité Descartes à Lavérune, au parc d'activité du

Salaison à Vendargues, sur l'Éco parc à Fabrègues, ainsi que sur le parc Marcel Dassault à Saint-Jean-deVédas.

En ce qui concerne le développement économique, l'Agglomération a lancé en 2010 une stratégie de positionnement et d'image du développement économique de l'Agglomération afin de définir un nouveau positionnement économique. À souligner que 253 nouveaux projets d'implantation ont été traités et 4 hectares de terrain ont été vendus.

Dans le document que vous avez sous les yeux est retracé l'activité du BIC Cap Alpha, Cap Oméga, vous avez des chiffres intéressants et importants. 259 demandes d'accompagnement ont été étudiées, 43 projets ont été sélectionnés pour entrer au BIC, 30 nouvelles entreprises innovantes ont été créées. Un total de 48 projets de start-ups et 109 entreprises innovantes de moins de 5 ans, représentant plus de 500 salariés.

Le projet de la cité intelligente, nous en avons parlé, se poursuivra. La croissance des entreprises sur le territoire, qui est un enjeu prioritaire pour stimuler l'entrepreneuriat.

L'international comme clé d'attractivité du territoire. Nous avons des relations avec un certain nombre d'autres incubateurs dans le monde, que ce soit aux États-Unis ou au Canada, que ce soit en Chine ou en Russie.

Sur le soutien aux filières économiques. L'Agglomération avait commencé, en 2013, à réfléchir sur la labellisation « French-Tech », il s'agit d'un dossier qui a poursuivi. Nous avons déposé, en mai 2014, ce dossier auprès du ministère.

Sur French-Tech, j'espère que vous avez pu suivre la semaine French-Tech qui a donné lieu à des résultats tout à fait remarquables. Je souligne que l'intérêt de French-Tech, c'est que c'est une démarche collaborative qui pourrait nous inspirer nous les politiques puisque ce sont des entreprises qui ont décidé de se mettre dans un esprit de collaboration. Et nous, à l'Agglomération, nous les soutenons et nous les accompagnons. Il s'agit d'une démarche qui vient de la base et ça répond tout à fait à ce que nous voulions. Donc, les domaines du numérique, dans le domaine de la santé et de la e-santé, de l'environnement, l'agronomie, artisanat, le tourisme et l'agriculture. Le rapport que vous avez sous les yeux, et je rends hommage à Monsieur FINA, à Madame CELIE qui l'ont écrit, rappelle que l'action en faveur de l'insertion et de l'emploi est une action qui a été bénéfique tout au long de l'année 2013. La participation au Label Entreprendre, le partenariat avec l'université Montpellier I dans le cadre de la Fondation Entreprendre, ainsi que l'action de la Cyberbase de Montpellier Agglomération.

Dans le domaine de l'assainissement, de la lutte contre les inondations, c'est près de 33 millions, 12 millions en fonctionnement, 20 millions en investissement. Vous avez le détail.

Ensuite, sur les budgets annexes. L'on passe rapidement sur le service public d'assainissement, la gestion de l'eau potable et la gestion de l'eau brute. Vous avez également tout un rapport sur la gestion des déchets. Les chiffres, c'est 81 millions, 76 millions en fonctionnement et 4 millions en investissement, avec des précisions sur l'usine de méthanisation à Améthyste, sur l'installation de stockage de déchets non dangereux et le centre de tri Demeter.

Il est également retracé l'activité dans le domaine de la culture. Près de 37 millions, 30 millions en fonctionnement et 7 millions en investissement. Les investissements concernent l'opéra Comédie, l'aquarium Mare Nostrum, le MHFA et le musée Fabre. L'offre culturelle a été de haute qualité et elle a été attractive, aussi bien dans le cadre des festivals, Montpellier Danse, Radio France, Ciné Med que dans les autres activités, en particulier l'ESBAMA et l'ENSAD.

Sur le sport, 41 millions dont 30 millions en fonctionnement et 10 millions en investissement. L'essentiel concerne la construction de la piscine Les Néréides à Lattes, l'entretien et la réhabilitation des piscines, le stade de la Mosson, le palais René Bognol.

On termine rapidement par les services funéraires.

Et le dernier point concerne la solidarité intercommunale. Vous avez dans le dossier la répartition des 3 millions d'euros sur les PICS dont nous avons parlé.

Au total, mes chers collègues, ce compte administratif nous donne une situation saine qui nous permet de pouvoir travailler d'une façon ambitieuse à l'avenir. J'attire toutefois votre attention parce que la Cour des comptes a fait un rapport et a envoyé un rapport d'activité. Il est donc écrit « une participation accrue des finances locales au redressement des comptes publics est nécessaire. Qui passe par un freinage effectif des dépenses ». Mes chers collègues, l'État fera le maximum pour nous imposer un freinage.

Il y a également tout un laïus et vous savez que la Cour des comptes fait un rapport sur les finances publiques. Les finances publiques locales, on en parle ici et Monsieur MIGOT récidive, « une participation accrue des collectivités territoriales à l'équilibre des comptes publics est à la fois nécessaire et possible compte tenu des marges d'économie existante sans porter atteinte au service public ».

Enfin, dernière observation, Le Nouvel observateur qui ne recule devant rien sort un grand dossier sur le grand gaspillage dans lequel, mesdames messieurs les maires, vous êtes vous sommes cités, « le mille-

feuille territoriale a engendré un monstre. Les effectifs gonflent, les dépenses des collectivités locales enflent sans amélioration pour l'usager ». J'aimerais bien savoir quelle enquête le Nouvel observateur a pu faire pour avoir cette conclusion. Autrement dit, nous sommes dans l'œil du cyclone, je crois que c'est ce que l'on dit quand on est en danger.

C'est le point sur lequel je voulais attirer votre attention. J'espère ne pas avoir abusé de votre patiente, j'ai fait le plus court possible. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur SAUREL, Président de l'Agglomération sort de l'hémicycle.

Monsieur LEVITA, désigné Président de séance pour l'affaire relative au Compte Administratif ouvre le débat. Monsieur DOMERGUE, ensuite, Madame JAMET.

Monsieur Domergue, vous avez la parole.

Monsieur DOMERGUE

Merci Monsieur le Président. À vous entendre, tout va bien.

Monsieur LEVITA

Dans ce compte ? Oui, j'espère que nous n'irons pas plus mal dans les années à venir.

Monsieur DOMERGUE

Et en plus, vous n'êtes pas comptable de l'année 2013.

Monsieur LEVITA

Si, j'ai voté, je suis solidaire.

Monsieur DOMERGUE

J'ai le souvenir du dernier Conseil d'Agglomération de l'ancienne majorité où vous avez pris la parole pour faire le point sur la situation financière. Je vous avais trouvé beaucoup plus critique et beaucoup moins enthousiaste sur la situation de l'Agglomération quand vous étiez, à ce moment-là, campagne oblige, plutôt en opposition que dans une majorité dont vous veniez indirectement de vous extraire. Mais si aujourd'hui vous nous dites la vérité de la situation des comptes de l'Agglomération de Montpellier, avec tous les détails que vous avez donnés, nous en sommes satisfaits.

Quelle est la véritable vérité ? Est-ce que c'est celle que vous dénonciez il y a quelques mois ou est-ce que c'est la situation actuelle ?

Parce que semble-t-il, le problème de l'Agglomération de Montpellier, c'est avant tout un problème d'endettement. Vous n'y insistez pas beaucoup, mais au travers des mesures que nous proposons, au fil des réunions multiples, Monsieur le Président, vous ne cessez de reporter à demain un tas de décisions ou d'engagements qui avaient été pris par la majorité précédente, à l'exception peut-être de la gare, puisque semble-t-il les conséquences financières seraient trop lourdes. Mais qu'il s'agisse de la cinquième ligne du tramway, qu'il s'agisse du musée et de bien d'autres réalisations, j'ai cru comprendre que la situation financière de l'Agglomération vous incitait à la plus grande prudence et à des reports d'investissements pour éviter une situation dramatique, tout au moins difficile, qui d'ailleurs a été soulignée par la Cour des comptes lors de son rapport de juin 2012, qui expliquait à ce moment-là que l'Agglomération de Montpellier était fortement endettée. Je crois que le chiffre de l'endettement se situait aux alentours de 1 milliard d'euros.

Monsieur LEVITA

832 millions d'euros, c'est dans le rapport.

Monsieur DOMERGUE

Et qui était lié à l'importance des dépenses d'équipement. Je crois que le chiffre est de 293 euros par habitant, alors que la moyenne serait de 196, si mes informations sont exactes. Nous sommes donc bien équipés, peut-être même suréquipés. Je me rappelle des débats que nous avons eus quand vous présentiez le compte administratif de la mairie de Montpellier sur le fait que Madame le Maire nous citait souvent les collectivités locales et notamment les villes et les Agglomérations comme les principaux investisseurs dans l'investissement public, 75 %, c'était le chiffre qui était annoncé. Donc, aujourd'hui ce qu'il nous faut, au-delà de ce seul compte administratif, c'est de savoir comment l'Agglomération va se projeter. Parce que j'ai cru comprendre que parmi les crédits d'engagements qui avaient été votés, 300 millions au

moins n'auraient pas été effectués, avec donc un report sur l'année suivante et probablement nécessaire pour éviter que la collectivité ne se trouve en situation négative.

Donc, aujourd'hui, nous prenons acte de l'état des finances à la fin 2013. Vous avez l'air d'être satisfait de tout ce qui a été fait. À la limite, on se demande pourquoi vous n'étiez pas en soutien de la majorité précédente. Ou alors peut-être, attendez-vous le résultat des audits qui donneront une vision plus objective que celle qu'un ancien élu nouvellement élu peut produire aux Montpelliérains. Donc, voilà, Monsieur le Président, ce que je voulais vous dire sur ce compte administratif. Nous souhaitons, à l'avenir, que la collectivité se comporte davantage comme une collectivité, notamment dans le système des équipements collectifs et non pas uniquement comme une somme d'équipements destinés à chacune des communes. Parce que bien sûr, vous le disiez, pas de doublon, pas de redondance. Il est évident que la construction d'équipements annexés, même si je peux comprendre que chaque maire veut avoir tous les équipements pour sa propre commune, n'est peut-être pas aujourd'hui dans l'air du temps et qu'une complémentarité est absolument nécessaire. Il nous faut donc un cap, des orientations, des priorités.

La situation, vous l'avez dit à plusieurs reprises, reste difficile pour toutes les collectivités locales, y compris la nôtre. Mais peut-être que le niveau d'endettement de la nôtre doit nous inciter encore plus à de la prudence. Vous avez dit que le taux d'embauche, 5 % d'augmentation du personnel, était excessif, vous allez donc probablement réduire les effectifs de l'Agglomération. Le taux d'embauche des salariés est excessif par rapport à ce que vous souhaitez peut-être et il est certain que ce que nous attendons dans les mois à venir, c'est que vous nous présentiez les secteurs dans lesquels la mutualisation des services entre la ville centre Montpellier et la collectivité Agglomération vont permettre à la fois de maintenir un niveau de service identique voire meilleur, mais avec probablement des coûts qui seront mieux adaptés.

Voilà les remarques, Monsieur le Président, que je souhaitais faire.

Monsieur LEVITA

Je vous remercie, Monsieur DOMERGUE. Juste de petites précisions. Premièrement, j'ai voté le projet de budget primitif 2013, je l'ai voté, aujourd'hui je retrace son activité. Je serai un peu plus ennuyé l'année prochaine parce que je n'ai pas voté le budget primitif 2014, j'ai voté contre. Mais l'on verra bien, peut-être qu'on est en train de le corriger, on verra bien ce qui s'est passé. Je suis donc tout à fait à l'aise dans mes baskets en rapportant ce budget.

Deuxièmement, je vous parle sur le plan comptable et financier, que voulez-vous que je vous dise sur l'endettement, Nous avons une capacité de désendettement de 8 ans, c'est très bien. C'est constaté, on le regarde dans les chiffres. Marseille est à 20 ans. Les banquiers, si vous arrivez au-dessus de 12 ans, ils ne vous prêteront pas. Ici, ils prêtent.

Ensuite, sur le taux d'embauche. Je n'ai pas parlé du taux d'embauche, j'ai parlé des frais de personnel. Ils ont augmenté de 5,6 %, mais cela n'est pas dû à l'embauche. Il y a un tout petit peu d'embauche parce qu'il y a une piscine qui a ouvert, il a bien fallu trouver du personnel. C'est dû à des mesures qui sont prises par le gouvernement.

Donc, le point montre là une situation financière saine. Il y a des décisions que vous partagez ou pas, nous ne pouvons de toute manière pas revenir sur le passé, le résultat est bon. Madame JAMET.

Madame JAMET

Juste une chose, je ne veux pas me tromper de débat, nous n'allons pas refaire la campagne. C'est juste pour vous demander de pouvoir procéder à un vote par division. Parce que comme vous l'avez dit, si le compte de gestion est Finalement le bilan sur la gestion du trésorier, le compte administratif est le reflet du budget que nous n'avons pas voté et contre lequel nous sommes. Est-il donc possible de diviser le vote du compte de gestion et du compte administratif ?

Monsieur LEVITA

C'est normal, votre demande est logique, c'est comme cela qu'on procède. Monsieur LUSSERT.

Monsieur LUSSERT

Une simple question, Monsieur le Président. J'ai noté, dans les recettes, 22 % de fiscalité des ménages et vous savez que je suis intervenu plusieurs fois ici pour dire que je pensais que le système d'impôt de la taxe d'habitation, la part de l'Agglomération était parfaitement injuste. Je profite donc de cette occasion pour vous demander de changer ce système, comme je l'ai déjà fait à plusieurs reprises. Je ne lâcherai pas, je vous le demanderai sans cesse jusqu'à ce que justice soit faite.

Monsieur LEVITA

Monsieur le Maire, si vous vous souvenez bien, j'avais soutenu la même position quand je n'étais pas en responsabilités. Nous allons donc essayer de corriger l'injustice qui vous a été faite. Les études sont en cours, je vous tiendrai au courant. Si la correction de l'injustice a un coût trop élevé, nous en discuterons. De toute manière, je vous présenterai le détail de l'étude bien entendu. Pas d'autre intervention ? Monsieur MOURE.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, un petit peu d'humour. Je me félicite des applaudissements qu'il y a eu à la suite de la présentation de votre compte administratif 2013, ça veut tout simplement dire que ce qui a été fait au titre de 2013, notamment par l'ancienne équipe en responsabilités de l'Agglomération de Montpellier allait dans le bon sens. Vous l'avez évoqué, les chiffres dans l'ensemble, compte tenu de ce que l'on connaît par ailleurs de la situation économique sociale sont dans une très bonne moyenne pour un territoire comme celui de l'Agglomération de Montpellier. Avec, par rapport à ce qu'a dit Monsieur DOMERGUE tout à l'heure, le fait qu'ici il y a une particularité qui est différente d'ailleurs, même s'il y a une crise d'ensemble sur le territoire, c'est le fait que nous avons un grand apport démographique qui n'est pas neutre par rapport aux recettes en devenir. Et que par ailleurs, vous l'avez également présenté, dans des dossiers tels que French-Tech, le numérique et tout ce qui est innovation, il y a une force de frappe en devenir non négligeable, à condition qu'on nous laisse les moyens de le traduire dans le temps, c'est l'enjeu de la réforme.

Mais en tout cas, pour les éléments de finances, que ce soit l'investissement ou le fonctionnement, je pense que c'est satisfaisant à attendre comme compte administratif. Merci.

Monsieur LEVITA

J'en prends acte.

Monsieur ROUILLEAULT

Très rapidement, je voterai bien sûr et le compte administratif et le compte de gestion. Je pense simplement que pour la clarté des débats futurs du conseil d'Agglomération, ce serait bien que l'on ait un peu plus de ratios de moyen terme, d'évolution moyen terme sur les 5 dernières années et d'évolution prévisionnelle. Il nous manque un certain nombre d'éléments comme nous n'avons eu les documents qu'en commission des finances, je me permets de le dire maintenant. Ça éclairerait le prochain débat d'orientation budgétaire si avant en commission des finances l'on pouvait avoir un peu plus de matériau sous la dent.

Monsieur LEVITA

Vous aurez tous les matériaux nécessaires, mais vous savez, le monde va changer. Le monde va changer quand le ministère des finances va nous donner nos dotations aux 31 maires, plus à l'Agglomération.

Monsieur ROUILLEAULT

Raison de plus pour prévoir.

Monsieur LEVITA

D'accord, mais ça va changer, il va y avoir une césure importante. Pas d'autre demande ? Je vous fais voter, si vous en êtes d'accord, comme il est écrit sur le rapport :

Nous allons le faire voter séparément pour accéder à la demande de Madame JAMET. Nous allons voter par chapitre, je dirai « même vote, même vote ».

- Section d'investissement, dépenses 276 893 900 d'euros. Qui est pour ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Qui est contre ? 1 contre.
- Total des recettes : 193 337 212 d'euros. Même vote, même vote.
- Total des dépenses, réalisations : 386 831 577 d'euros. Même vote, même vote.
- Total des recettes : 487 834 544 d'euros. Même vote, même vote.
- Sur le budget annexe des services funéraires, les dépenses se sont élevées à 4 506 041 euros, même vote, même vote. Les recettes à 8 381 810 euros, même vote, même vote. Service section d'investissement : 157 658 euros, même vote, même vote. Les recettes 457 201 euros, même vote, même vote.
- Budget annexe de l'assainissement. Les dépenses 16 781 101 euros, les recettes 32 851 432 euros. L'investissement, les dépenses 21 644 999 euros, les recettes 20 542 612 euros, même vote, même

vote.

- Budget annexe du service public de l'assainissement. Dépenses 42 392 euros, recette 78 532 euros. En investissement zéro, les recettes s'étant élevées à 6 280 euros.
- Budget annexe de l'eau brute. Les dépenses 163 429 euros, les recettes 282 806 euros, même vote, même vote. Investissement 17 369 euros, les recettes 7 000. Même vote, même vote.
- Budget annexe de l'eau potable. Les dépenses 4 666 298 euros, recettes 7 900 535 euros, même vote même vote. L'investissement, les dépenses 4 515 875 euros, les recettes 4 519 996 euros. Même vote, même vote.

Je vous remercie mes chers collègues.

Nous faisons voter le compte de gestion séparément. Vous constatez donc aussi bien pour la comptabilité principale, la concordance avec le compte de gestion qui est fait par le trésorier municipal. Vous reconnaissez la sincérité des restes à réaliser. Vous déclarez que le compte de gestion dressé par le trésorier municipal n'appelle pas de réserve de votre part. Et vous arrêtez, le résultat définitif.

Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Ont quitté définitivement la séance en donnant pouvoir :

M. T. BREYSSE à Mme I. GUIRAUD, Mme V. DEMON à M. J. DOMERGUE, Mme V. PEREZ à M. H.MARTIN.

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

(1 vote contre ; 2 abstentions).

Ont voté contre : M. Jacques DOMERGUE. Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Jean-Noël FOURCADE.

Monsieur LEVITA

Mes chers collègues, je vous remercie de votre attention.

Monsieur SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération réintègre l'hémicycle.

AFFAIRE N°6 : FINANCES – INDEMNITÉS DE CONSEIL DES RECEVEURS MUNICIPAUX - DÉCISION D'AUTORISATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux finances, rapporte :

L'arrêté ministériel du 16 décembre 1983 autorise les comptables non centralisateurs du Trésor, exerçant des fonctions de receveurs d'un établissement public local, à fournir, à la demande de l'établissement public concerné, des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

Ces prestations ont un caractère facultatif et donnent lieu au versement annuel par l'établissement public d'une indemnité de conseil déterminée en application des règles de calcul énoncées par l'article 4 de l'arrêté précité. L'indemnité est calculée selon la moyenne annuelle des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement des trois dernières années, à l'exception des opérations d'ordre. En aucun cas, l'indemnité ne peut excéder une fois le traitement brut annuel correspondant à l'indice majoré 150 (soit 10 279,70€ net en 2013).

Le recours à ces prestations et l'attribution de l'indemnité de conseil doivent être validés par le Conseil d'Agglomération conformément à l'article 2 de cet arrêté.

Monsieur Jean-Louis ESCUDIE, nommé Trésorier Principal Municipal au 2 juillet 2010, est concerné par cet arrêté.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter le Trésorier Principal Municipal, pour bénéficier de prestations de conseil,
- adopter l'attribution à Monsieur le Trésorier Principal Municipal, Monsieur Jean-Louis ESCUDIE, d'une indemnité de conseil déterminée en application des règles de calcul énoncées dans l'article 4 de l'arrêté précité, acquise pour la durée du mandat, qui sera versée annuellement pendant la durée de ses fonctions,
- dire que les crédits seront inscrits au budget principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier des différents exercices,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des précisions auprès du rapporteur, Monsieur Max LEVITA ?
Je mets aux voix.

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.
(2 votes contre)

Ont voté contre : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France. JAMET

AFFAIRE N°7 : FINANCES – RÉPARTITION DU FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux finances, rapporte :

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Il institue le principe d'une péréquation horizontale entre collectivités d'une même catégorie et s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et de ses communes membres.

Le montant des ressources du FPIC au niveau national a été déterminé par la loi de finances pour 2012 qui l'a institué. D'un montant de 150M€ en 2012, il a été porté à 360M€ en 2013 puis à 570M€ en 2014. Ses ressources sont prélevées sur les collectivités et redistribuées entre elles selon des critères de richesse et d'effort fiscal et de revenu par habitant.

Au vu de ces éléments, l'ensemble intercommunal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de ses communes membres est bénéficiaire de ce fonds. Le montant qui lui est alloué en 2014 s'élève à 7 254 063€, en hausse de 159% par rapport à 2013.

Selon la répartition de droit commun, notifiée par la préfecture de l'Hérault, les montants de FPIC pour 2014 s'établissent comme suit :

	FPIC 2014
Communauté d'Agglomération de Montpellier	3 482 814 €
Total Communes	3 771 249 €
Baillargues	55 644 €
Beaulieu	18 580 €
Castelnau le Lez	124 372 €
Castries	50 416 €
Clapiers	51 821 €
Cournonsec	22 988 €
Cournonterral	57 936 €
Le Crès	71 049 €
Fabrègues	50 044 €
Grabels	56 806 €
Jacou	47 543 €
Juvignac	66 867 €
Lattes	116 626 €
Lavérune	17 641 €
Montaud	9 300 €

Montferrier-sur-Lez	29 529 €
Montpellier	2 382 988 €
Murviel-lès-Montpellier	19 146 €
Pérols	62 498 €
Pignan	62 160 €
Prades-le-Lez	43 298 €
Restinclières	16 632 €
Saint-Brès	26 671 €
Saint-Drézéry	20 689 €
Saint Geniès des Mourgues	16 618 €
Saint Georges d'Orques	48 422 €
Saint Jean de Védas	58 632 €
Saussan	14 630 €
Sussargues	26 167 €
Vendargues	34 507 €
Villeneuve lès Maguelone	91 029 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) ainsi définie,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Monsieur LEVITA.

Monsieur LEVITA

A noter que c'est un fonds de péréquation, c'est-à-dire que nous sommes dans le domaine de la péréquation horizontale. C'est un budget au plan national de 150 millions en 2012, 360 millions en 2013. Il a été porté à 570 millions en 2014. Ce qui est intéressant pour nous, si ça se réalise, c'est que le projet c'est un milliard en 2017. Cette année, il est en hausse de 159 % par rapport à 2013. Nous avons 7 254 000 euros à répartir. Vous avez le tableau, une partie de la répartition est gardée par l'Agglomération, donc 3 482 000, le reste est réparti entre les communes. Au total, la part donnée aux communes augmente en général d'un chiffre au-dessus de 60 %.

Monsieur le Président

Qui souhaite d'autres précisions auprès de Max LEVITA ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : FINANCES – COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLETC) : COMPOSITION ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR- MODIFICATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux finances, rapporte : L'article 86 de la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre dans le cadre du régime de la Taxe Professionnelle Unique. Cette procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C IV).

La loi dispose qu'une commission est créée entre les Communes et la Communauté d'Agglomération afin de valoriser les transferts de compétences réalisés et afin de permettre un juste calcul des attributions de compensations.

Elle est amenée à se prononcer :

- l'année de passage en Taxe Professionnelle Unique ;
- lors de tout transfert de charges ultérieur.

Les membres de cette commission sont désignés par les Conseils Municipaux en leur sein.

Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Communauté peut également être membre de cette commission.

COMPOSITION DE LA COMMISSION

La commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est composée de 92 membres désignés en leur sein par les Conseils Municipaux.

La répartition des sièges entre les Communes s'effectue selon les modalités identiques à celle de la représentation au Conseil de Communauté, à la représentation proportionnelle de la population, chaque Commune devant bénéficier d'un représentant, aucune commune ne pouvant avoir plus de la moitié des sièges.

Le nombre de délégués par le Conseil Municipal au sein de la commission est égal au nombre de sièges que possède la Commune au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les Conseils Municipaux doivent délibérer pour désigner leur(s) représentant(s), dans un délai de trois mois à compter de la notification faite par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A défaut de délibération dans le délai de trois mois la Commune est représentée par son Maire.

Chaque commune a la possibilité de désigner autant de suppléants qu'elle a de titulaires.

REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION

La commission est convoquée à sa première séance par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La commission élit, dès sa première réunion, un Président et un Vice-Président.

Elle élit, également à cette même séance, en son sein, un groupe de pilotage de 28 membres qui pourra être sollicité pour l'élaboration du rapport qui sera soumis au vote de la commission. Chaque commune non représentée dans le groupe de pilotage de 28 membres peut désigner un représentant ayant voix consultative.

La commission peut faire appel à un expert indépendant.

Le projet de rapport est soumis à la commission qui en débat et doit l'approuver à la majorité simple.

Le rapport établit, commune par commune, le coût net des charges transférées à la communauté d'Agglomération et le cas échéant des charges transférées aux communes.

Le Président de la commission remet au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le rapport approuvé de la commission.

Le Président de la Communauté d'Agglomération saisit immédiatement les Conseils Municipaux des Communes membres qui doivent se prononcer dans un délai de deux mois maximum sur le rapport.

L'approbation de ce rapport est soumise aux conditions habituelles de majorité qualifiée des conseillers municipaux (2/3 des conseils municipaux représentant plus de 50 % de la population ou 50 % des conseils municipaux représentant plus de 2/3 de la population) prévues par l'article L.5211-5 II du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.)

Une fois ce rapport approuvé, le montant des attributions de compensation est recalculé commune par commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle composition de la commission ;
- approuver la modification de son règlement intérieur ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LEVITA

C'est en principe sur la compensation des charges. Cela va être d'autant plus important que vous voulez transférer à l'Agglomération toute une série de choses, il va donc falloir évaluer le coût. Donc, c'est 92 membres qui peuvent être répartis, entre élus de la communauté et représentants désignés parmi les élus des conseils municipaux. Les maires doivent donc vous donner la composition de cette commission.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : FINANCES – RÉGIES - DEMANDES DE REMISE GRACIEUSE - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux finances, rapporte :

Des déficits de recettes ont été constatés sur l'année 2013 pour un montant global de 181,20 €. Ils sont liés à des vols commis sur les régies de la médiathèque Jean GIONO à Pérols, du Planétarium GALILEE à Montpellier, et de la piscine Suzanne BERLIOUX à Montpellier.

Pour chacun des vols, des plaintes ont été déposées auprès du commissariat de police sans que les coupables aient pu être identifiés.

Conformément au décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n 66-850 du 15 novembre 1966 et à l'ensemble des textes qui régissent son statut, le régisseur de recettes est personnellement et pécuniairement responsable lorsqu'un déficit en deniers ou en valeurs est constaté. L'ensemble des régisseurs concernés ont donc vu leurs responsabilités engagées et des ordres de versements ont été émis à leur encontre.

Dans le respect des textes en vigueur, les régisseurs ont sollicité un sursis de versement, une décharge de responsabilité ainsi qu'une remise gracieuse.

Les demandes de sursis ont reçu un avis favorable de l'ordonnateur.

Les décharges de responsabilité ne peuvent être accordées qu'en cas de force majeure.

Les vérifications menées parallèlement par les Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Trésor Public ont confirmé l'écart constaté entre les écritures comptables et les espèces déposées ou en dépôt. Elles ont constaté la rigueur, la qualité de gestion et la probité des régisseurs, sans pour autant éclaircir les circonstances de la disparition des fonds dans les cas de vols.

Au vu de ces éléments, il est proposé d'accorder la remise gracieuse des sommes apparues manquantes et de régulariser comptablement ces situations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la remise gracieuse de 70,00 € correspondant à la somme apparue manquante lors du versement des fonds perçus par la régie de recettes de la « médiathèque Jean GIONO », au mois de février 2013,
- approuver la remise gracieuse de 50,00 € correspondant à la somme apparue manquante d'une partie du fond de caisse de la régie de recettes du « planétarium GALILEE », au mois de mars 2013,
- approuver la remise gracieuse de 61,20 € correspondant à la somme apparue manquante lors du versement des fonds perçus par la régie de recettes de la « piscine Suzanne BERLIOUX », au mois d'avril 2013.
- dire que les crédits sont inscrits respectivement aux chapitres 923 et 924 du budget 2014,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur LEVITA

Nous avons un certain nombre de régies, vous voyez que les chiffres sont tout à fait négligeables. Je vous propose donc une remise gracieuse.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France. JAMET

AFFAIRE N°10 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement économique et attractivité, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 305 € par jour (estimation de 2013).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2014, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Conférence ASAIHL 2014

L'Université Montpellier 2, sous l'autorité de son Président, Monsieur Michel ROBERT, a organisé du 10 au 13 juin 2014, à l'Institut Botanique de l'Université Montpellier 2, une manifestation intitulée « Conférence ASAIHL 2014 ».

Cette manifestation académique d'envergure internationale est un événement inédit en France qui a regroupé de nombreux pays asiatique par le biais de l'ASAIHL (Association of Southeast Asian Institutions of Higher Learning) qui constitue le plus ancien et le plus actif des réseaux d'institutions d'enseignement supérieur en Asie, réseau qui regroupe des établissements d'enseignements supérieurs de 22 pays, dont les USA, l'Iran, l'Australie, le Canada, la France, la Nouvelle Zélande, etc. ... Occasion unique de mettre en valeur les atouts et le savoir-faire de Montpellier, ses forces vives en recherche et enseignement supérieur ainsi que son potentiel d'innovation et ses entreprises de pointe, cette conférence a réuni plus de 200 recteurs et représentants d'universités membres de l'Association des établissements d'enseignement supérieur d'Asie du Sud-est ;

Une subvention de 6 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès de Madame Chantal MARION rapporteur ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CO-FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement économique et attractivité, rapporte :

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire soit au travers de la création d'entreprises innovantes soit par le biais de partenariat avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Le 1er août 2012, la SATT dénommée AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon, avec 12 actionnaires : Caisse des dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fond de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc-Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité

s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets d'intérêt régional soutenus par la SATT.

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a délibéré favorablement à deux reprises sur ce dossier, conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire concernant les actions d'accompagnement du développement économique et notamment le co financement d'opérations menées par les centres de recherche publics à condition qu'elles entraînent directement une forte valorisation économique et l'arrêté n°2012-1-2290 du 17 octobre 2012 relatif aux compétences obligatoires en matière de développement économique d'intérêt communautaire :

- en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR.

- en date du 29 octobre 2013 sur les modalités d'intervention financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et modèle type de convention de financement des projets.

Lors du pré-comité d'investissement de la SATT AxLR du 20 février 2014, un projet de maturation ayant vocation à aboutir à une création d'entreprise a été identifié pour son intérêt régional et son potentiel de développement.

- Le projet de maturation FAST-TB : vise à développer un test de diagnostic rapide de la tuberculose. Ce test sanguin permettra le dépistage de la tuberculose dans les zones de forte endémicité et au sein de populations éloignées des centres de soins (migrants, sans domiciles fixes,...).

Ce projet est développé par le laboratoire Infection par le VIH et par agents à tropisme cutanéomuqueux : de la pathogénèse à la prévention UMR 1058, dépendant de l'Université Montpellier 1 et de l'INSERM et porté conjointement par l'Université Montpellier 1 et la SATT AxLR.

Il a par ailleurs vocation à être accompagné par le BIC de Montpellier Agglomération dans le cadre de la création d'une start-up, OMUNIS, visant à valoriser et vendre les kits de diagnostic développés dans le cadre du projet de recherche

L'assiette prévisionnelle des dépenses est de 350 000 €. Le financement prévisionnel s'appuie sur les participations de la SATT AxLR (250 000 €), de la Région Languedoc-Roussillon (80 000 €) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (20 000 €) tel que présenté dans l'annexe financière de la convention de financement.

Après avis favorable du Comité d'investissement du 4 mars 2014 et approbation du Conseil d'Administration de la SATT AxLR sur son financement, il est proposé au Conseil de Communauté d'Agglomération de Montpellier d'apporter une contribution à ce projet qui répond à l'objectif encouragé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de favoriser la création d'emplois durables sur son territoire.

D'un montant total de 20 000 €, le financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier interviendra sous forme de subvention correspondant aux dépenses de maturation (matériaux de recherche, temps salaire de chercheur,...), telles que présentées dans l'annexe financière de la convention de financement du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de financement et l'attribution de la subvention du projet de maturation ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des précisions auprès de Madame MARION ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – EXTENSION DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ KAWNEER À VENDARGUES - CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement économique et attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique de

développement économique en faveur de l'entrepreneuriat. Bénéficiant d'atouts exceptionnels, elle souhaite renforcer son tissu en favorisant le développement d'entreprises de stature internationale, fortement créatrices d'emploi.

Kawneer France, filiale d'ALCOA, leader mondial sur le marché de l'aluminium, est spécialisée dans la conception, la fabrication et la distribution de systèmes architecturaux en aluminium (façades, fenêtres, baies coulissantes). Le siège social du groupe pour le Sud de l'Europe est basé à Vendargues. Le site emploie aujourd'hui 133 salariés.

Dans le cadre de sa politique d'investissement, le Groupe a choisi l'implantation montpelliéraine pour réaliser un important projet de regroupement d'activité.

Ces investissements doivent permettre la création de 51 emplois CDI sur 3 ans représentant un coût salarial chargé de 4 800 000 €.

Dans ce cadre, la société Kawneer a obtenu un financement de l'Etat (PAT) à hauteur de 280 000€ et sollicite la Région à hauteur de 200 000 €, la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 70 000 € et le Département de l'Hérault à hauteur de 70 000 €, soit un accompagnement global de 620 000€ pour une assiette éligible de 4 800 000€.

Cette assiette correspond à l'accroissement de la masse salariale chargée liée à la création de 51 emplois CDI/ETP sur le territoire communautaire sous trois ans.

Cette aide est allouée sur la base des règles d'intervention du régime cadre exempté de notification relatif aux aides publiques à finalité régionale X68-2008 et du règlement(UE) n°1224/2013 de la Commission du 29 novembre 2013 prolongeant jusqu'au 30 juin 2014 le RGEC n°800/2008.

L'enjeu en matière économique pour le territoire est double :

- Consolidation sur le territoire d'un acteur mondial majeur dans le domaine des constructions en aluminium.
- Impact direct sur l'emploi : création de 51 emplois à 3 ans sur l'Agglomération de Montpellier.

Lors de sa session le 18 avril 2014, le Conseil Régional, Collectivité chef de file en matière économique, a délibéré en faveur de sa participation à cette action de co-financement. Elle a d'autre part décidé d'autoriser le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier à mettre en place leurs co-financements conformément à l'article L1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sur cette base, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a rédigé un projet de convention et inscrit l'enveloppe nécessaire à l'accompagnement financier pour le montant lui incombant au budget 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de financement entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société KAWNEER,
- attribuer à la société KAWNEER, en contrepartie de son programme d'investissement et de création d'emplois, une aide financière stipulée dans la convention citée ci-dessus dans le cadre du Régime cité ci-dessus d'un montant de 70 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014 chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des précisions. Vous avez la parole, Madame JAMET.

Madame JAMET

Je ne veux pas de précision, je souhaiterais vous en apporter. J'ai déjà vu passer ce dossier à la région et nous avons déjà voté contre en son temps. Il faut quand même savoir ce qu'est Kawneer France qui représente 133 emplois actuellement sur la région. Kawneer France c'est quand même une filiale d'ALCOA. Je suis étonnée d'ailleurs que les Verts ici présents ne relèvent pas le travail et l'engagement, puisque c'est une multinationale américaine qui exploite la bauxite et l'aluminium en Amérique du Sud. Quand on connaît les conditions dans lesquelles sont exploités cette bauxite et l'aluminium, je pense que l'on pourrait déjà relever ce fait.

Deuxièmement, Kawneer France, j'ai plus de données parce que j'étais à la région, je tiens à vous le dire a réalisé un chiffre d'affaires de 71 millions d'euros en 2012 avec une progression de plus de 18 % depuis 2010, tandis que la société ALCOA, premier producteur mondial d'aluminium a fait l'année dernière un chiffre d'affaires de 23 milliards de dollars.

Je suis donc étonnée et je tiens à vous le dire puisque nous n'avons pas non plus ces renseignements que

Kawneer France a sollicité de la part de la région 200 000 euros, du département 70 000 euros et de la communauté d'Agglomération 70 000 euros pour consolider sa présence en construisant une plate-forme logistique et industrielle de 18 000 mètres carrés et 4 000 mètres carrés de bureaux sur un terrain de 70 000 mètres carrés, ce qui selon elle lui permettra une extension future pouvant aller jusqu'à 10 000 mètres carrés. Si je relève ceci c'est qu'il me semble particulièrement indécent de la part d'une filiale qui fait 71 millions d'euros de chiffre d'affaires, d'une filiale d'une multinationale américaine qui fait 23 milliards de chiffres d'affaires de demander à l'Agglomération, par le biais d'une subvention déguisée, en caressant peut-être l'éventualité d'une création de 51 emplois, de solliciter ainsi des miettes dans une région qui est particulièrement touchée par le chômage, dans une ville dont la carte de France de la précarité vient d'être refaite. Il me semble qu'il y a un moment où il faut savoir dire non. Donc, si ces personnes-là veulent s'installer, elles s'installent, si elles veulent investir, elles doivent le faire avec leurs fonds privés, mais en aucun cas solliciter des subventions comme elles le font de façon totalement impudique.

C'est pour ça que nous ne voterons pas pour ces subventions, comme nous l'avons déjà fait à la région. Je tenais donc à vous rappeler que vous devriez être tous particulièrement attentifs à ce genre de dérives que nous condamnons.

Monsieur le Président

Merci Madame JAMET. Monsieur DUDIEUZERE, Maire de Vendargues, a demandé la parole.

Monsieur DUDIEUZERE

Monsieur le Président, mesdames et messieurs, merci de me donner la parole. Je voudrais rappeler l'origine de ce dossier, car je crois que nous sommes au cœur de l'identité du district et de l'Agglomération et peut-être de la future métropole. Parce qu'à l'époque, les districts et l'Agglomération ont été notamment faits pour développer les zones d'activité et l'emploi. Et là, nous parlons d'emplois. Et quand, avec le Président FRECHE, avec Jean-Pierre MOURE Gilbert PASTOR, nous avons voulu créer la Via Domitia entre Vendargues et Castries et la région, Kawneer nous a contacté et le débat était important puisque Kawaneer devait quitter la région et la France. Donc, à l'époque, nous avons tous travaillé et nous avons tous été unis pour que Kawneer reste à Vendargues et à la Via Domitia et dans l'Agglomération. Et on leur a promis de les aider. Il s'agit d'une sauvegarde de l'emploi au cœur de l'Agglomération, j'y suis très attaché et je crois vraiment que c'est le cœur de ce que doit être l'Agglomération et peut-être la métropole. Mesdames et messieurs les élus, ce dossier est très important, nous sommes attendus là-dessus. La région, et je l'en remercie, a déjà donné, le département a déjà donné. Ces trois collectivités doivent être liées. Monsieur le Président, je suis pour l'avenir de l'activité et des zones d'activité puisqu'il faut mettre l'activité proche des maisons puisque nous ne pouvons plus faire de tramway. Je suis très inquiet par vos propos préliminaires. J'ai assisté à la bagarre FRECHE/BLANC/SAUMADE, j'ai assisté à la bagarre FRECHE/Vézinhet/Blanc et je ne voudrais pas qu'il y ait aujourd'hui une bagarre SAUREL/BOURQUIN/VEZINHET. Donc, entendez-vous parce que nous avons besoin que tout le monde se mette ensemble sur le territoire et que tout marche pour créer de l'emploi. Merci.

Monsieur PASTOR

Permettez-moi, Monsieur le Président, chers collègues, de compléter les propos du Maire de Vendargues puisque c'est un dossier que j'ai porté pendant de nombreuses années. Effectivement, il y a eu une bagarre très dure avec les grandes villes qui faisaient des propositions beaucoup plus alléchantes que les nôtres. D'après ce que j'ai entendu, j'ai l'impression qu'il y en a qui connaissent mal le fonctionnement de la PAT. La PAT n'est donnée que si les emplois sont créés.

Et il faut savoir aussi quand même qu'il y a en jeu, dans cette installation, le centre mondial de recherche et développement de Kawaneer. Et ça, c'est quelque chose d'important pour notre région et c'est pour ça que la région, les communes puisque c'est sur la ZAC 2 Via Domitia que cela va se faire, tout le monde a souhaité retenir ce projet phare pour notre région.

Monsieur le Président

Merci Monsieur PASTOR. Avant de donner la parole à Chantal MARION pour la conclusion, je tiens à répéter et à redire à Monsieur DUDIEUZERE que je n'ai aucune animosité envers André VEZINHET, Président du Conseil général et avec qui j'ai pris un petit déjeuner à mon bureau il y a quelques jours, dans un état d'esprit excellent. Madame MARION.

Madame MARION

Monsieur le Président. En tant que vice-présidente de l'économie et de l'attractivité, je tiens à préciser que

l'enjeu en matière économique pour les territoires est double. Tout d'abord, c'est la consolidation sur les territoires du troisième acteur mondial majeur en aluminium. Et l'impact direct sur l'emploi c'est la création de 51 emplois à 3 ans.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je mets aux voix l'affaire 12.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre et 1 abstention).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET. Se sont abstenus : M. Eric PETIT.

AFFAIRE N°13 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – INFORMATIQUE PLUS - CHANTIER D'INSERTION - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Emploi -TPE & PME - Artisanat et Agriculture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Développement Economique ». A ce titre, elle favorise notamment l'accompagnement, le soutien, le développement et le renforcement des actions d'insertion par l'économie permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite continuer à soutenir l'action du chantier d'insertion « Informatique Plus » menée par l'Association Informatique Plus sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'Association Informatique Plus, financée par l'Etat et les collectivités territoriales a pour mission d'accueillir un public jeune et adulte en difficulté d'insertion professionnelle et sociale et de lui proposer des actions de type chantier d'insertion ou formation pré-qualification.

L'action « Informatique Plus », qui se déroule sur les communes de Castries et de Montpellier, consiste à récupérer du matériel informatique obsolète, à réaliser un tri sélectif, à évacuer vers des filières de traitement les déchets informatiques inutilisables, à réhabiliter une partie du matériel et à le mettre à disposition d'associations à prix modéré ou à le vendre à des personnes suivant un parcours d'insertion professionnelle justifié. Aujourd'hui l'atelier principal de démantèlement et de reconstitution du matériel informatique est situé sur la Commune de Castries, un point de vente et les bureaux administratifs restant sur la commune de Montpellier.

Cette opération a pour mission de pré-qualifier, dans les différents métiers du secteur informatique, des jeunes et adultes en insertion habitant l'Agglomération de Montpellier, recrutés en Contrat d'Accompagnement à l'Emploi pour une durée de 6 mois renouvelable une fois maximum, dans un atelier composé de 14 postes de travail.

L'Association Informatique Plus assure le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

En 2013, sur 26 personnes sorties du dispositif, 12 d'entre elles ont connu une sortie dynamique : 3 en CDD de plus de 6 mois, une personne a créé son entreprise, 6 en emplois de transition et 2 en formations qualifiantes.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget prévisionnel total de 310 910 euros, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- 177 550 € de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi),
- 82 000 € du Conseil Général de l'Hérault,
- 36 360 € de la vente de produits (micros, périphériques, ...),
- 15 000 € de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Informatique Plus une subvention de 15 000 euros pour continuer le chantier

d'insertion « Informatique Plus » durant l'année 2014, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Économique, de l'engagement des co-financeurs, de l'équilibre du budget et de la signature de la Convention,

- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention avec les partenaires concernés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des informations supplémentaires auprès de Madame Isabelle TOUZARD vice-présidente, Maire de Murviel ? Je mets aux voix l'affaire 13.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°14 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – ASSOCIATION PASSERELLES INSERTION - CHANTIER D'INSERTION MÉCANIQUE - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Emploi -TPE & PME - Artisanat et Agriculture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Développement Economique ». A ce titre, elle favorise notamment l'accompagnement, le soutien, le développement et le renforcement des actions d'insertion par l'économie permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite continuer à soutenir l'action du chantier d'insertion « Mécanique et aide à la mobilité » menée par l'association Passerelles-Insertion sur la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'association Passerelles-Insertion, financée par l'Etat et les collectivités territoriales, a pour mission d'accueillir un public jeune et adulte en difficulté d'insertion professionnelle et sociale et de lui proposer des actions de type chantier d'insertion et d'utilité sociale ou formation pré-qualification.

A ce titre, l'action « Chantier d'Insertion Mécanique et aide à la mobilité » se déroulant sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas, consiste à entretenir et à réparer des voitures et des cyclomoteurs - mécanique, carrosserie, électricité - pour les mettre à disposition à prix modéré ou les vendre à des personnes en insertion professionnelle.

Cette action d'insertion est financée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis le 1^{er} novembre 2002.

Cette opération a pour mission de pré-qualifier, dans les différents métiers du secteur automobile, des jeunes et adultes en insertion habitant l'Agglomération montpellieraine, recrutés en Contrat d'Accompagnement à l'Emploi pour une durée de 6 mois renouvelable une fois maximum, dans un atelier composé de 12 postes de travail.

L'association Passerelles-Insertion assure le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

En 2013, sur 16 personnes sorties du dispositif, 11 d'entre elles ont connu une sortie dynamique : 2 en CDI, 3 en emplois de transition et 6 en formations qualifiantes.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget prévisionnel total de 360 922 euros pour l'année 2014, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération sur Montpellier est le suivant :

- 166 156 € de la Directe Languedoc-Roussillon (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi),
- 56 690 € du Fonds Social Européen,
- 35 500 € du Département de l'Hérault,
- 15 000 € de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- 87 576 € de prestations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Passerelles-Insertion une subvention de 15 000 euros pour continuer le chantier

d'insertion « Mécanique et Aide à la Mobilité » durant l'année 2014, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de l'engagement des co-financeurs, de l'équilibre du budget et de la signature de la Convention,

- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention avec les partenaires concernés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des précisions auprès de Madame TOUZARD ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°15 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – CONTRAT URBAIN DE COHÉSION SOCIALE - APPEL À PROJET 2014 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. TOUZARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Emploi -TPE & PME - Artisanat et Agriculture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce les compétences « Développement Economique » et « Politique de la Ville ». A ce titre, elle a signé le 12 avril 2007 le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) qui définit pour 3 ans (2007-2009) les moyens que les partenaires signataires s'engagent à mettre en œuvre afin d'améliorer la qualité de vie des habitants des quartiers connaissant des difficultés et pour favoriser l'égalité des chances, en soutenant notamment les associations engagées sur le terrain. Les contrats urbains ont été prolongés et demeurent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2014 conformément aux circulaires ministérielles des 5 juin 2009 et 8 novembre 2010.

A l'issue de l'appel à projet 2014 lancé auprès des organismes, essentiellement associatifs, œuvrant dans les quartiers, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte son soutien financier à six actions (dont une nouvelle), portées par quatre associations intervenant dans les domaines de l'insertion par l'économie et du développement économique et de l'emploi :

- L'action « CitésLab » portée par l'association BGE Montpellier - AEDE.

Cette action vise à sensibiliser les habitants des quartiers prioritaires à la création d'entreprise. Il s'agit d'informer les habitants sur la création d'activités et aider à l'émergence de projets puis d'orienter vers le réseau d'accompagnement les porteurs. Afin de valoriser les parcours de créateurs, le concours « Talents des quartiers de Montpellier », qui fêtera ses 10 ans en 2014 est également organisé. En 2013, cette action a permis l'orientation de 50 projets amorcés vers les opérateurs d'accompagnement et la récompense de 3 lauréats. L'action est soutenue depuis 2007.

- L'action « Animation territoriale Mosson » portée par l'association AETE.

L'objectif est d'accompagner avant et après la création des porteurs de projets issus essentiellement du quartier Mosson et des quartiers proches (Cévennes, Petit-Bard/Pergola). En 2013, cette action a permis la création de 27 entreprises dont 20 par des personnes issues des quartiers cibles. L'action est soutenue depuis 2003.

- L'action « Forum de la création d'activités Mosson » portée par l'association AETE.

Il s'agit d'un évènement permettant aux porteurs de projet de rencontrer des spécialistes de l'accompagnement et du financement d'entreprises au sein du quartier. En 2014, 215 visiteurs ont participé à la manifestation. L'action est soutenue depuis 2003.

- L'action « Entreprises et quartiers en Zone Franche Urbaine » portée par FACE Hérault.

Elle vise à rapprocher les entreprises de la ZFU entre elles et avec les quartiers par l'animation de groupes de travail, réunions d'informations, la mise à jour d'un annuaire d'entreprises, un blog, l'organisation de journées portes ouvertes d'entreprises.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la mission d'animation de la ZFU, dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier a la charge, et a permis notamment en 2013 de mobiliser 52 candidats et 23 collaborateurs d'entreprises lors de « speed interviews » à visée professionnelle, la participation de 125 candidats aux 15 visites d'entreprises lors de la semaine portes ouvertes ainsi que la participation aux Rencontres pour l'Emploi de 4 entreprises du club.

L'action est soutenue depuis 2005.

- L'action « Profilères » portée par FACE Hérault.

Elle vise à faciliter l'emploi des publics prioritaires dans des secteurs en pénurie de main d'œuvre,

notamment des femmes sur des métiers traditionnellement « masculins ». En 2013, 50 personnes ont bénéficié de cette action, 30 ont été recrutées dont 12 en emploi durable.

L'action est soutenue depuis 2003.

- L'action « Période préalable de socio-professionnalisation dans le cadre du CIPI » portée par Pil'Emploi.

L'objectif est de favoriser l'accès des publics peu qualifiés du quartier des Cévennes (dont Petit Bard-Pergola) aux clauses sociales sur les marchés de rénovation urbaine grâce à une formation auprès d'un organisme (EI groupe) et des missions en entreprise via Pil'Emploi (agréée entreprise de travail temporaire d'insertion). Il s'agit d'une action nouvelle qui répondra à une forte demande d'habitants du quartier Petit-Bard/Perpola d'accès aux chantiers du bâtiment et des travaux publics sur le territoire mais qui ne disposent pas des pré-qualifications nécessaires.

Des conventions avec chacune des associations préciseront les modalités de financement et les objectifs attendus détaillés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association BGE Montpellier-AEDE une subvention de 14 500 euros pour l'action « CitésLab, le réseau d'amorçage de projets »,
- accorder à l'association AETE une subvention de 7 500 euros pour l'action « Animation territoriale Mosson » et une subvention de 3 000 euros pour l'organisation du Printemps des Entrepreneurs à la Mosson,
- accorder à l'association FACE Hérault une subvention de 2500 euros pour l'action « Profilères » et une subvention de 10 000 pour l'action « Entreprises et quartiers en ZFU »,
- accorder à l'association Pil'Emploi une subvention de 2000 euros pour l'action "Période préalable de socio-professionnalisation dans le cadre du CIPI",
- dire que les crédits nécessaires, soit un montant total de subventions de 39 500 euros pour ces associations, sont inscrits au budget 2014, chapitre 929 et que les subventions accordées seront versées sous réserve de la signature des conventions fixant les engagements des parties,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer les conventions avec chacune des associations concernées, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Madame TOUZARD.

Madame TOUZARD

Dans le cadre de ce contrat urbain de cohésion sociale qui a été reporté, il s'agit pour l'Agglomération de soutenir l'action de différents acteurs associatifs dans les quartiers en tension dans la ville de Montpellier, autour de l'aide à l'insertion par la création d'entreprise, l'aide à la recherche d'emploi, l'attractivité de certaines filières pour les femmes, etc. C'est un travail de fond qui est mené. Vous avez le total des subventions apportées à ces différentes associations. Ça se passe à la Paillade et à la Mosson pour la plupart des cas.

Monsieur le Président

Merci Madame TOUZARD. Qui souhaite des explications supplémentaires ? Je mets aux voix l'affaire 15.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France. JAMET

**AFFAIRE N°16 : POLITIQUE DE LA VILLE – CONTRAT URBAIN DE COHÉSION SOCIALE
- APPEL À PROJET 2014 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DIVERSES ASSOCIATIONS
- CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Politique de la Ville, rapporte :

Au titre de sa compétence obligatoire en matière de Politique de la Ville, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé le 12 avril 2007 le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) de Montpellier qui définissait pour trois ans (2007-2009) les moyens que les partenaires signataires s'engageaient à mettre en œuvre pour améliorer la qualité de vie des habitants des quartiers connaissant

des difficultés et pour favoriser l'égalité des chances entre tous, en soutenant notamment les associations engagées sur le terrain. Les contrats urbains sont prolongés et demeurent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2014 conformément aux circulaires ministérielles des 5 juin 2009 et 8 novembre 2010.

A l'issue de l'appel à projet 2014 lancé auprès des organismes, pour l'essentiel des associations, œuvrant dans les quartiers, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte son soutien financier à huit associations intervenant dans le domaine de l'habitat, du cadre de vie et de la culture.

1- Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault / Médiation locative Cévennes. Dans le quartier des Cévennes, prioritaire au titre de la Politique de la Ville, l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) de l'Hérault intervient sur la copropriété des Cévennes 1 qui fait l'objet d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.

Dans le cadre de permanences et d'ateliers collectifs, elle effectue auprès des propriétaires et locataires, un travail d'information, d'orientation et, le cas échéant, d'accompagnement ; l'objectif est de limiter les ruptures locatives et les dettes de copropriété.

2- Association Nationale des Compagnons Bâisseurs / Ateliers de quartier - Chantiers d'auto-réhabilitation. « Les Compagnons Bâisseurs » est une association intervenant dans le domaine de l'insertion par l'habitat sur les quartiers Nord-Ecusson, Gambetta, Figuerolles et Saint-Martin prioritaires au titre de la politique de la ville, ainsi que sur le secteur de la gare ; elle anime des chantiers d'auto-réhabilitation collectifs des logements de locataires et propriétaires occupants, bénéficiaires des minima sociaux. Ce travail d'implication des ménages dans l'entretien et l'amélioration de leur logement constitue souvent la première étape d'une démarche de réinsertion sociale et professionnelle.

3 - Association Consommation Logement et Cadre de Vie - Union Locale / Accompagnement des habitants du quartier Petit Bard. La CLCV de Montpellier et ses environs mènent une action d'information et d'accompagnement des habitants du quartier « Petit-Bard Pergola » concernés par le Projet de Rénovation Urbaine. L'association réalise un travail de médiation entre locataires et copropriétaires lors de permanences au sein de la Maison Pour Tous « François Villon » ciblant une intervention sur la régularisation des charges pour les locataires suite à l'individualisation des compteurs d'eau et de gaz (baisse parfois non répercutée par les propriétaires).

4 – Association Consommation Logement et cadre de Vie – Union Locale / Accompagnement des habitants du quartier des Cévennes. CLCV de Montpellier et ses environs mène une action d'information et d'accompagnement des habitants du quartier des Cévennes dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriété dégradée Cévennes 1. En effet, les partenaires de cette OPAH avaient fortement insisté pour que les mesures de réhabilitation des Cévennes soient accompagnées de contrôle des charges, dès le début de la réhabilitation, afin de s'assurer que les économies substantielles réalisées par les propriétaires soient répercutées à la baisse sur les charges des locataires.

5 - FACE Hérault / Accompagner la réhabilitation du Petit Bard. Ce projet en articulation avec le Projet de Rénovation Urbaine Cévennes (Petit Bard, Pergola) vise à accompagner la réhabilitation des 3 bâtiments C1, C2 et C3 (120 logements) à ce jour terminée et des bâtiment E et I (90 logements) en cours afin de garantir une bonne appropriation du logement par les résidents : bonne utilisation des nouveaux services du logement (BIP, TV collective, chaudière individuelle,...), sensibilisation sur la maîtrise des énergies et sur les impacts du passage à l'individualisation des compteurs d'eau et de gaz, information sur les droits et devoir des locataires et propriétaires... Des visites en porte à porte sont organisées pour l'ensemble de ces bâtiments, ainsi qu'un suivi individualisé au sein de l'antenne locale de FACE pour chaque résident rencontrant des difficultés. Cette action vise également à accompagner les habitants vers la création d'un collectif de résidents au sein de chaque copropriété réhabilitée et résidentialisée.

6- Lieux Ressources - Fonds de participation des habitants. Dispositif mis en place fin 2011 qui vise à renforcer la participation des habitants de la ZUS Cévennes à travers la gestion d'un Fonds de Participation des Habitants par l'association Lieux Ressources. Ce fond permet de financer des microprojets (soutien à hauteur de 1 000 € maximum par projet) portés par des associations ou des habitants du quartier sur les thèmes de la citoyenneté, du cadre de vie, du lien social... Une première association en création a été soutenue : « Les Jardins des Cévennes ».

7 – Adage / Maison du Logement - Action de médiation linguistique et interculturelle sur le logement. Ce projet vise à favoriser l'accès aux droits liés au logement des populations non francophones principalement arabophones ou berbérophones. En plus de difficultés sociales, ce public fait face à des discriminations au logement. Cette action est reconnue par les partenaires.

8 – Association Justice Pour le Petit Bard - Action Accueil Solidarité Médiation des Habitants. L'association Justice Pour Le Petit Bard défend l'accès aux droits des habitants, l'amélioration de leurs conditions de vie, et une rénovation urbaine répondant à leurs attentes et besoins. L'action de médiation

entamée en 2013 s'enrichie d'un complément d'action appelé « Prév' Action » qui vise à prévenir les situations d'impayés locatifs.

9 – Cie Didier Théron – Paillade Vive. Ce projet vise à permettre à des enfants de la Mosson de suivre des enseignements de danse contemporaine et de participer à un stage de Vacances Dance. Les activités principales se dérouleront dans les locaux de la Maison pour Tous Léo Lagrange et de la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault une subvention de 2 500 €, à l'association nationale des Compagnons Bâisseurs une subvention de 8 000 €, à l'association CLCV Union Locale une subvention globale de 2 000 €, à l'association FACE Hérault une subvention de 2 500 €, à l'association Lieux Ressources une subvention de 1 000 €, à l'association Justice Pour le Petit Bard une subvention de 1 500 €, à l'association Compagnie Didier Théron une subvention de 500 €, à l'association Adages une subvention de 2 300 € ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, au chapitre 927, et que les subventions accordées seront versées sous réserve de la signature des conventions fixant les engagements des parties ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention à intervenir avec chacune des associations ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Monsieur le Président

Madame DARDE.

Madame DARDE

Ça se situe dans la complémentarité avec les projets qu'a présentés le rapporteur précédent. Nous sommes dans le cadre du contrat urbain de cohésion sociale. L'appel à projet pour l'année 2014, dernière année avant de passer au contrat ville, concerne 8 associations et 9 projets qui portent essentiellement sur l'insertion, le logement et l'habitat pour les quartiers en difficulté.

Monsieur le Président

Merci Madame DARDE. Quelqu'un souhaite-t-il la parole ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France. JAMET

AFFAIRE N°17 : POLITIQUE DE LA VILLE – ADHÉSION À L'ASSOCIATION VILLES ET TERRITOIRES LANGUEDOC-ROUSSILLON - CENTRE RESSOURCES RÉGIONAL POLITIQUE DE LA VILLE ET COHÉSION SOCIALE - APPROBATION ET DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Mme C. DARDE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Politique de la Ville, rapporte :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale du 21 février 2014 dite loi « Lamy » réforme en profondeur la politique de cohésion sociale urbaine et de solidarité nationale envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle vise notamment à élaborer un contrat de ville unique et global piloté par l'Agglomération, regroupant la rénovation urbaine et la cohésion sociale. La mobilisation du « droit commun » et la participation des habitants sont des axes forts de la loi.

Le Centre de Ressources Régional Politique de la Ville Languedoc-Roussillon, hébergé par l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) - Languedoc-Roussillon, a été mis en place en janvier 2012 à l'initiative des services de l'Etat en région et des professionnels concernés après une phase de préfiguration de 6 mois, avec pour seul financeur l'Etat.

Il existe en France 19 centres de ressources similaires qui interviennent à l'échelon régional. Les premiers centres ont été créés au début des années 1990. Ils couvrent actuellement près de 80% des territoires en Contrat Urbains de Cohésion Sociale (CUCS).

Dénommé « Villes et territoires LR », le centre de ressources LR mène plusieurs missions :

- information : site internet, lettre d'information, relais documentaire ;
- formation des acteurs de la politique de la ville, notamment des collectivités : cycle de formation, journées thématiques ;

- mise en réseau de ces mêmes acteurs à travers des journées d'échanges, visites de sites et rencontres partenariales ;
- production d'une connaissance territorialisée dans un rôle d'observatoire.

Le centre de ressources LR est constitué sous forme associative avec un conseil d'administration dans lequel les financeurs, notamment les EPCI, ont une place particulière.

En 2013 et 2014, une quinzaine de conférences et cycles de qualifications, organisés par « Villes et territoires », ont contribué à une meilleure appréhension de la réforme de la politique de la ville par les collectivités, notamment l'Agglomération.

Dans ce cadre, Montpellier Agglomération a été sollicité le 14 mai 2014 afin d'adhérer à cette structure dont de nombreuses autres collectivités et EPCI en région sont déjà membres.

Le montant de la participation des communes et/ou des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) est attendu au prorata de la population, soit pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier une subvention de 8 000€ au titre de l'année 2014.

Par ailleurs, en application des statuts de l'association, il convient de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de cette association au scrutin secret mais à main levée.

Monsieur le Président

Il s'agit de procéder à des désignations. Je vous propose en représentant titulaire Madame Catherine DARDE et en représentant suppléante, Madame Stéphanie JANNIN. Y a-t-il d'autres candidats ?

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Villes et Territoires Languedoc-Roussillon ;
- désigner en qualité de représentantes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Madame Catherine DARDE (titulaire) et Madame Stéphanie JANNIN (suppléante) et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ; - dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 927 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France. JAMET

AFFAIRE N°18 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER PERPIGNAN - AVANCEMENT DES ÉTUDES ET PROCÉDURES PRÉALABLES À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE - CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AUX ACQUISITIONS FONCIÈRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La ligne nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP), projet de création d'une nouvelle ligne ferroviaire sur une longueur d'environ 150 km reliant Montpellier à Perpignan, est destiné à assurer la continuité du Contournement Nîmes – Montpellier, en cours de travaux, mais aussi de la ligne historique à partir de l'Ouest de notre territoire. Entre 1993 et 2005, les études ont abouti à un Projet d'Intérêt Général, afin de réserver les terrains nécessaires. En 2009, le débat public a permis à Réseau Ferré de France de questionner l'ensemble des acteurs et le grand public sur l'opportunité du projet. Le 26 novembre 2009, le Conseil d'administration de RFF décidait la poursuite des études relatives à la LNMP sous l'égide d'un comité de pilotage associant notamment l'Etat et les collectivités territoriales participant au financement des études et présidé par le Préfet de région et le Président du Conseil régional du Languedoc-Roussillon. Au nombre de huit aux côtés de l'Etat, de RFF et de la Région Languedoc Roussillon, les collectivités et les Etablissements Publics de Coopération intercommunale (EPCI) partenaires sont les Départements des Pyrénées Orientales et de l'Aude, et les Communautés d'Agglomération de Montpellier, Hérault Méditerranée, Béziers Méditerranée, du Grand Narbonne, du Carcassonnais et de Perpignan Méditerranée.

En 2010 et 2011, la première étape des études préalables a permis de définir une zone de passage

préférentielle d'une largeur variant de 500 à 1 500 m.

Au cours du premier semestre 2013, une phase de concertation élargie des acteurs et des territoires concernés s'est tenue dans le cadre des études préalables à la DUP (première partie de l'étape 2). Les partenaires ont ainsi été invités à se prononcer sur la desserte et le caractère mixte de la ligne.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a formulé son avis par délibération du 26 juin 2013, qui rejoint celui, unanime, des partenaires co-financeurs exprimé lors du Comité de pilotage du 8 octobre 2012, pour une desserte des Agglomérations de Narbonne et Béziers par des gares nouvelles, et pour prolonger la mixité de la ligne le plus loin possible depuis Montpellier vers Perpignan.

La Commission « Mobilité 21 » chargée de proposer au Premier Ministre une priorisation des projets de grandes infrastructures de transport inscrits au Schéma National des Infrastructures de Transport, a remis son rapport le 27 juin 2013. Le rapport de cette commission fait état d'un engagement global de l'Etat limité à 30 milliards d'euros jusqu'en 2030, la LNMP apparaissant dans les projets dont la réalisation peut être envisagée seulement après 2030. Toutefois, la commission a émis la possibilité d'engager des premiers travaux en lien avec le projet avant cette échéance et a proposé, pour cela, d'inscrire une provision.

En octobre 2013, la Commission européenne a présenté neuf projets de réseaux transeuropéens auxquels elle va consacrer 26 milliards d'euros, montant alloué pour les Transports dans le budget européen 2014-2020. Parmi les neuf projets retenus figure le corridor Méditerranée (de l'est de la péninsule ibérique vers Barcelone, puis l'Italie, la Hongrie et l'Ukraine) dans lequel s'inscrit le projet de Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan. La décision de l'Union européenne vient donc confirmer tout l'intérêt de ce projet. L'intérêt affirmé par Bruxelles pourrait, si le gouvernement français en fait aussi une priorité, permettre de faire disparaître le chaînon manquant qui est donc, entre Montpellier et Perpignan, clairement identifié dans le réseau transeuropéen.

La Décision Ministérielle du 15 décembre 2013 est venue clore la première partie de l'étape 2 des études préalables relatives à la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan, en actant les orientations qu'il convenait de donner à la poursuite des études en matière de desserte et de mixité, notamment :

- une gare nouvelle à l'Est de Béziers ;
- une gare nouvelle à l'ouest de Narbonne sur le territoire de Montredon des Corbières ;
- pour le territoire de Perpignan la desserte par la gare centre et la poursuite des études sur la pertinence d'une gare sur le secteur de Rivesaltes ;
- la mixité voyageurs / fret sur le secteur Montpellier / Béziers ;
- une ligne voyageurs entre Béziers et la Plaine du Roussillon ;
- la poursuite des études sur le thème de la mixité entre la plaine du Roussillon et le raccordement à la section internationale.

En outre, cette Décision Ministérielle a fixé comme préalable à la reprise des études, la réalisation d'un accord sur la mise en place d'une convention de financement des acquisitions foncières, et a précisé que les possibilités d'un phasage fonctionnel de l'infrastructure, depuis Montpellier et dans la continuité du projet CNM devront être étudiées au titre des premiers travaux de projet.

A la suite de cette décision, le comité de pilotage du 9 janvier 2014 a pris acte :

- de l'accord des partenaires pour une clé de financement des acquisitions foncières par quart (25 % Etat ; 25 % RFF ; 25 % Région ; 25 % autres collectivités) et de faire approuver une convention en ce sens le plus rapidement possible ;
- du souhait des collectivités de disposer d'une décision ministérielle pour le choix d'un tracé (bande d'une centaine de mètres) pour fin 2015 ;
- de la tenue d'un nouveau comité de pilotage avant l'été 2014.

Dès le 6 février 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donné par délibération son accord de principe pour participer au financement de ces acquisitions foncières.

Comme le stipule la décision ministérielle du 15 décembre 2013, cette convention est établie pour « procéder aux acquisitions foncières situées dans le périmètre du projet et qui font l'objet d'une mise en demeure ».

Sont donc potentiellement concernées les propriétés foncières situées entre Lattes (Hérault) et Baho (Pyrénées Orientales) pour la section « projet d'intérêt général » (PIG) et jusqu'à Toulouse (Pyrénées Orientales) pour le périmètre qui relève de la « Zone de Passage Préférentielle » (ZPP).

La durée prévisionnelle de l'ensemble des prestations couvertes par la convention est de 36 mois à compter de sa date d'effet.

Le montant des acquisitions et prestations faisant l'objet de la convention a été réévalué de 30 000 000 à 20 000 000 € courants hors taxes (vingt millions d'euros).

Le plan de financement est le suivant :

- 25 % Etat ; 25 % RFF ; 25 % Région ; soit 5 000 000 € chacun, soit un total de 15 000 000 € ; 25 % autres collectivités et EPCI, soit 5 000 000 € à répartir à raison de 625 000 € pour chacun des huit financeurs suivants : les deux Départements Pyrénées Orientales et Aude, et les six Communautés d'Agglomérations de Montpellier, Hérault Méditerranée, Béziers Méditerranée, du Grand Narbonne, du Carcassonnais et de Perpignan Méditerranée. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage donc, pour sa part, par la présente délibération, à hauteur de 625 000 €, soit 3,125 % du total.

En autorisant par la présente délibération la signature de la « *Convention de financement relative aux acquisitions foncières sur la section Lattes / Baho* », la Communauté d'Agglomération de Montpellier montre son plein engagement aux côtés des autres partenaires pour porter l'avancement de cette infrastructure stratégique au plus haut niveau, afin de maintenir sa réalisation au plus près de son calendrier d'origine, qui prévoit une enquête publique en 2015 pour une mise en service à l'horizon 2020. A ce titre, l'article 1 de la convention rappelle l'objectif fixé lors du comité de pilotage du 9 janvier 2014, à savoir, la validation par Décision Ministérielle d'un tracé d'une largeur de 100 à 120 m. fin 2015. Il convient également de rappeler que, dans l'intérêt de l'opération et de l'ensemble des partenaires, la définition de ce tracé dans les meilleurs délais minimise également les coûts d'acquisition foncière en réduisant le périmètre sur lequel portent les mises en demeure d'acquérir.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier rappellera qu'elle s'est déjà fortement et activement engagée dans le Contournement ferroviaire Nîmes Montpellier (CNM), un maillon important de la LGV entre Nîmes et Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la "Convention de financement relative aux acquisitions foncières sur la section Lattes/Baho" de la ligne nouvelle Montpellier Perpignan,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

Je vous indiquais tout à l'heure les termes des discussions que nous avons eues avec le Préfet, hier, dans le comité de pilotage qui s'est tenu en préfecture, en présence du Président de la région. Suite à mon intervention auprès du Ministre des Transports, Monsieur CUVILLIER, relayé et je l'en remercie par Monsieur le Préfet de l'Hérault, Préfet de région, la coordination de l'ensemble des travaux liant la construction des gares de Manduel, de Montpellier et surtout du tronçon TGV Montpellier-Perpignan est actée par le Ministre selon la combinaison suivante : DUP entre 2016 et 2018. Cela rend compatible, je ne dis pas que c'est parfait, les constructions des gares de Manduel et de Montpellier.

Ce qui est très important, c'est que si nous n'avions pas fait cette intervention, certains au ministère parlaient des années 2030 pour faire le tronçon TGV. Cette gare de la Mogère et la gare de Manduel ont deux comités de pilotage distincts. Et je rends là hommage à l'administration et à mon prédécesseur, Monsieur MOURE, qui l'avait initié, avec un représentant de l'Agglomération de Montpellier dans le comité de pilotage de Manduel et un délégué de la Communauté d'Agglomération de Nîmes dans le comité de pilotage de la gare de Montpellier avec un financement croisé d'un million d'euros. Ce qui permet de lier de façon ostensible la réalisation des deux projets. Ce sont des partenariats intercommunautaires.

Les deux choses ont été rapportées à la préfecture et le Ministre s'est engagé et la lettre, je vais la donner à l'administration parce que j'ai été plus prompt qu'elle parce qu'ils ne l'ont pas, je l'ai obtenu avant eux, j'ai des petits réseaux au ministère.

Cette affaire n'est pas parfaite parce que le problème, c'est que le quartier Oz est lié au financement de la gare. C'est pour ça que j'ai dit l'autre fois, « le quartier Oz justifie la gare ». D'autant que sa construction dépend largement du hiatus qu'il peut y avoir entre la construction des deux gares et le tronçon Montpellier-Perpignan. Plus nous ralentissons, plus nous diminuerons ce hiatus et nous ferons correspondre les agendas des constructions des gares et du tronçon Montpellier-Perpignan, plus nous serons capables de financer, sans trop de bétonisation de Oz, la gare de Montpellier. Je traduis de façon vulgaire cette équation, mais c'est pour ça que je m'y étais opposé. Sortir de la chose, c'est mettre à mal le partenariat public privé qui a déjà été signé et sur lequel j'arrive après la bataille. Et ce plan engage l'Agglomération à hauteur de 100 millions d'euros.

Ce que j'ai pu obtenir comme compensation du Préfet c'est qu'une partie de la dalle, qui va passer sur les infrastructures de la nouvelle A9, sera à moitié financée par l'Etat et à moitié par l'Agglomération au lieu d'être complètement financée par l'Agglomération. Ce que j'ai tenté d'obtenir, et je suis presque en passe de l'obtenir, c'est qu'une partie des fins de crédits de la ligne 3 et une partie des crédits de la ligne 5 soient

réfléchés sur la jonction de tram de la ligne 1 jusqu'à la gare de la Mogère.

Voilà ce que je suis en train de négocier. Ce qui n'est pas si mal dans la mesure où l'on ne peut pas sortir sans gros dégât de ce partenariat public/privé et même si je considère que les choses auraient pu être engagées peut-être d'autre façon. Je prends la situation en cours, je me débrouille avec ce que j'ai. Sur ce cas, je ne peux pas faire autrement.

Après, je réponds à Monsieur MOURE sur la continuité des actions. Si une équipe qui arrive aux commandes doit continuer la politique qui a été mise par l'équipe qu'il y avait avant, ce n'est pas la peine de faire des élections. Les élus, comme l'a dit Max LEVITA à juste raison tout à l'heure, sortent des urnes, ils ont été élus par le peuple. C'est donc à eux de donner leurs orientations, même si dans certains ça, et quand ça n'obère pas trop l'intérêt général, ils peuvent continuer certaines actions. En gros, ce qui est bien, il n'y a pas de raison de le toucher, ce qui n'est pas très bien, il n'y a pas de raison de le garder. C'est simple comme un jeu d'enfant. J'ouvre le débat. Monsieur MOURE.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, vous dites « je réponds à Monsieur MOURE », ce n'est pas du tout le propos que j'ai tenu tout à l'heure. J'ai dit que quand on était en charge d'une présidence d'institution, il y avait un intérêt supérieur à la composition de ces institutions en tant que conseil ou assemblée plénière à poursuivre des sujets importants, majeurs, d'intérêt général. C'est ce que vous faites, c'est ce que j'ai fait, c'est ce qu'a fait mon prédécesseur et c'est ce que feront les autres ensuite.

Vous avez évoqué l'histoire de la gare. Je ne dis pas que vous découvrez l'eau chaude, mais ce que vous annoncez comme un élément obtenu est un élément qui était largement engagé en ce sens que dans les discussions que nous avons les mois derniers, il y a 3-4 points autour de la gare qui étaient à résoudre et à mettre en situation d'aboutissement, c'est notamment la question des dalles telle que vous l'avez évoquée. Et effectivement, l'accord de principe qui avait été passé c'était que l'Agglomération et l'État prennent chacun une part égale de ce qui restait à financer. C'est une très bonne chose.

Par contre, le reste concernant la gare TGV et le quartier qui est autour, j'ai tendance à considérer qu'il est d'une très bonne initiative que l'Agglomération en son temps soit intervenue avec un financement de 100 millions d'euros, complémentairement à ce qu'ont fait d'autres institutions pour assurer, en termes d'infrastructures, la concrétisation d'une infrastructure absolument indispensable au développement et à l'harmonisation du territoire.

Certains ont d'ailleurs choisi une optique différente. Le département n'a par exemple pas financé tout ce qui concerne le tronçon de la ligne grande vitesse et du contournement Nîmes-Montpellier. Heureusement que l'Agglomération l'a fait avec la région parce que l'État n'aurait pas donné de suite favorable à cette opération. Ensuite, ce qu'il y a autour de la gare, ce n'est pas tellement le fait de dire « il y a une gare et le quartier Oz légitime la gare ». C'est qu'à côté d'une infrastructure, il est effectivement important de positionner des investissements et des équipements majeurs, non pas pour les 6 mois, mais pour les 4-5 décennies, voire davantage, qui sont devant nous. Ça veut dire des équipements, vous avez évoqué French-Tech, si on a évoqué 12 500 mètres carrés en bâtiment pour une métropole numérique, il a largement sa place.

Si on a évoqué autour de la gare une école internationale, c'est tout simplement pour faire venir des entreprises qui vont amener un plus à Montpellier. Et pour répondre à l'évocation de Monsieur DOMERGUE tout à l'heure, la chance de Montpellier, c'est d'être en capacité ou en potentiel, d'accueillir à travers la technologie, des entreprises qui feront l'industrie verte et blanche de demain, avec celle de la santé. Donc, tout ceci, c'est important. C'est important d'appuyer le réseau de transport, le réseau de tram à des infrastructures telles que la gare. C'est important effectivement d'assurer le binôme entre St-Roch et la gare Odysseum. Vous avez raison de dire qu'il est important que le décalage ne soit pas trop important entre le moment où arriveront les TGV et où ils seront répartis de manière définitive dans un équilibre entre St-Roch actuel prenant les TER et la gare Odysseum prenant les TGV. Si on arrive à réaliser effectivement dans le même délai la gare de Maduel et la gare Odysseum, ce sera très bien, mais ça ne dépend pas que de notre volonté. Il y a d'autres éléments au niveau du Gard sur lesquels il y a des accords internes. C'est très bien d'avoir poursuivi la chose, mais nous sommes dans la continuité d'un prolongement d'infrastructures qui sont nécessaires à Montpellier et vous verrez que la gare TGV, avec la liaison entre Odysseum et la gare et plus tard l'aéroport sera d'un très bon aloi pour le réseau vraiment structuré dans l'intérêt général des Montpelliérains, des Montpelliéraines et des gens de l'Agglomération de Montpellier.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MOURE. J'entends bien ce que vous me dites. Cela dit, j'ai ici le compte rendu du

dernier comité de pilotage du contournement ferroviaire et de la gare et force est de constater que Monsieur MORALES n'était pas là, et que l'évocation du financement n'est pas dans le procès-verbal.

Monsieur MOURE

Moi, j'ai participé à tous les comités de pilotage et notamment ceux de la dalle ont été évoqués par moi-même avec le préfet qui est encore en place.

Monsieur le Président

Nous n'allons pas faire de polémique. Monsieur REVOL.

Monsieur MOURE

Le compte administratif que nous venons de voter montre qu'en termes de gestion, puisqu'en son temps, j'ai entendu des évocations comme quoi il y avait certaines lourdeurs ou difficultés au niveau de l'Agglomération, plaide sur le fait que finalement, l'Agglomération de Montpellier n'était pas si mal gérée que ça.

Monsieur le Président

Ça va mieux depuis que nous avons coupé Unlimited quand même.

Monsieur MOURE

Ce n'est pas forcément la meilleure des choses que vous avez faites.

Monsieur le Président

Nous verrons à la fin. Je remets officiellement à l'administration la lettre de Monsieur Cuvillier. Monsieur REVOL.

Monsieur REVOL

Rapidement. Nous sommes quand même un certain nombre à avoir été un peu choqués de ce que j'appelle le chantage RFF/Bouygues sur l'Agglomération de Montpellier après votre prise de fonctions. Donc, je peux vous dire que l'objectif qui doit être le nôtre, c'est d'abord de faire que cet investissement majeur ne se fasse pas sans que l'on ait la garantie que la ligne jusqu'à Perpignan se fasse dans les mêmes délais avec la gare de Manduel. Parce que ce qu'il y a derrière, c'est le débat que nous avons eu il y a trois ans, lorsque le doublement de l'A9 a été acté et qu'ensuite l'on nous a dit que la ligne était reportée à 2030. C'est donc tout le contraire d'une politique des transports dans cette région. C'est l'augmentation de l'aspirateur à camions et le déclin du train, ça va donc contre toutes les orientations politiques que nous avons actées.

D'autre part, je tiens à souligner que le quartier Oz, il n'est pas offensant de dire qu'il était surdimensionné et qu'il contribuait à une bétonisation de la ceinture verte et agricole de l'Agglomération et qu'il devait être à revoir. C'était donc un débat réel qui avait lieu dans l'Agglomération, dans les villes de l'Agglomération, dans Montpellier et ce débat, il faut le faire avancer. Je tiens donc à vous dire que nous sommes un certain nombre à vous soutenir pour faire que ces investissements soient programmés en même temps, parce que si ce n'est pas le cas, nous aurons un gros problème.

Monsieur le Président

Merci Monsieur REVOL. Avec Max LEVITA à l'époque, nous avons voté contre ce quartier, avec vous également.

Je vous lis simplement le dernier paragraphe de la lettre du Ministre, je ne peux faire que ça n'étant pas ministre. « Dans la perspective de cette ambition renouvelée et de la confirmation de la volonté des collectivités partenaires, j'ai demandé à RFF de prendre les dispositions nécessaires afin que le comité de pilotage que vous coprésidez avec le président de la région – ce qui prouve bien qu'il écrivait au Préfet – me propose un tracé définitif de la ligne à la fin de l'année 2015. Et une fois ce tracé approuvé, je retiens l'objectif d'un lancement de la DUP fin 2016 ».

Nous sommes donc dans les temps pour arriver à harmoniser ce que je demande depuis le début, la gare de Manduel, la gare de la Mogère et le tronçon Montpellier-Perpignan.

Si personne ne demande la parole, je mets aux voix la proposition.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité

AFFAIRE N°19 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – DÉLÉGATION PARTIELLE DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN RENFORCÉ DE LA COMMUNE DE VENDARGUES - ACCORD DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Créée en 1965, la zone d'activités du Salaison à Vendargues recouvre 148 hectares et accueille aujourd'hui plus de 200 entreprises et 2 500 emplois. Les équipements publics d'infrastructure tels que la voirie et le réseau d'assainissement sont dégradés. Les espaces paysagers y sont inexistantes ou très mal entretenus. Enfin les espaces dédiés aux circulations douces ne sont pas lisibles ce qui ne permet pas d'assurer la sécurité des piétons et des cyclistes. Cette situation peut s'expliquer par l'ancienneté de l'aménagement et le manque de moyens mis en place pour son entretien.

La situation de ce site au contact de la Zone d'Aménagement Concerté « Via Domitia » d'intérêt régional a amené la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, à engager en 2008 les études en vue de la requalification de cette zone d'activités.

Par délibération n° 8579 du 27 novembre 2008, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé d'engager les études préalables à la requalification de la zone d'activités du Salaison à Vendargues. Tout au long de celles-ci la commune de Vendargues ainsi que les entreprises ont été associées et informées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le 1er avril 2010 le conseil communautaire a délibéré sur le mandat d'étude et de réalisation confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), sur la définition du programme et de l'enveloppe prévisionnelle des travaux ainsi que sur la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Vendargues et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le projet de requalification des espaces publics du parc d'activité du Salaison vise divers objectifs d'intérêt communautaire et public :

- requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux,
- implication des entreprises de la zone d'activités dans la requalification de leurs emprises privatives,
- redynamisation de l'activité économique, aide au développement des entreprises présentes et accueil de nouvelles entreprises.

Par délibération en date du 20 novembre 2008, la commune de Vendargues a décidé d'approuver l'instauration d'un périmètre d'étude sur les terrains concernés selon les dispositions de l'article L. 111-10 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération en date du 30 janvier 2014, la Commune de Vendargues a décidé de déléguer à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente pour développer les zones d'activités économiques, son droit de préemption urbain sous sa forme « renforcé » sur une partie du territoire communal correspondant à la zone UE2 au PLU et au périmètre d'étude de la zone d'activités du Salaison.

Conformément aux dispositions de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, il convient de délibérer afin de donner l'accord de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur cette délégation partielle du droit de préemption urbain sous sa forme « renforcé » de la Commune de Vendargues pour le secteur délimité, suivant le plan annexé à la présente délibération.

Toute décision de préemption sur ce périmètre fera l'objet d'une décision du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur la base des articles L. 210-1 et L. 300-1 du Code de l'Urbanisme et conformément à la délibération n° 12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accepter la délégation par la Commune de Vendargues, de son droit de préemption urbain sous sa forme renforcé sur une partie du territoire communal et sur les parcelles incluses dans la zone UE2 au PLU correspondant à la zone d'activités du Salaison,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications supplémentaires auprès de Stéphanie JANNIN, vice-président déléguée à l'aménagement durable du territoire ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – APPUI DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU PROGRAMME D'ACTIVITÉ DU CPIE APIEU TERRITOIRES DE MONTPELLIER - CONVENTION - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier inscrit depuis plusieurs années son action dans une démarche de développement durable, où la sensibilisation et l'éducation de tous à l'environnement urbain et aux enjeux environnementaux constituent la base d'une évolution des comportements, que ce soit en matière de gestion des déchets, de distribution d'eau potable et de mobilité. A ce titre, l'Agenda 21 adopté le 29 novembre 2011 et le Plan Climat adopté le 6 février 2014 illustrent l'engagement toujours plus important de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en faveur de stratégies territoriales de développement durable. Le plan d'action du Plan Climat, identifie ainsi 29 actions, dont 24 actions territoriales et 5 actions dites internes. En particulier, les axes stratégiques – « Miser sur les mobilités post-carbone » et « Accélérer localement les changements de modes de consommation » – nécessitent une forte sensibilisation des habitants du territoire de l'Agglomération.

L'Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain (APIEU) – Territoires de Montpellier, labellisé Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE), exerce des missions d'intérêt général et des services, dans le domaine de la sensibilisation et de l'éducation au développement durable du territoire de l'Agglomération Montpellicaine, en particulier sur les champs de l'environnement urbain. Le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier a pour buts :

- de mener toutes actions dans le champ de l'information, de la sensibilisation, de la formation, de l'éducation, de la valorisation et de la recherche-action relatives aux thèmes liés à l'environnement urbain,
- d'appréhender les interactions entre l'homme et son milieu de vie, au travers des trois aspects systèmes de vie, rythmes de vie et qualité de vie,
- d'observer l'évolution du tissu urbain, son inscription et ses impacts sur le territoire proche et lointain.

Ainsi la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier ont développé un partenariat privilégié, en établissant une convention cadre pluriannuelle 2013-2015, délibérée en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013.

Le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier se mobilisera sur deux grands domaines d'intervention :

- la sensibilisation, l'éducation la formation de tous à l'environnement urbain et au développement durable ;
- la recherche et le développement de projets innovants.

Sur la base des orientations et des domaines thématiques de la convention pluriannuelle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le CPIE APIEU – Territoires de Montpellier déclinent chaque année une convention annuelle précisant les projets et le montant de la subvention de fonctionnement.

Ces projets s'inscrivent dans des actions développées à l'initiative du CPIE APIEU dans le cadre de ses statuts pour répondre à des missions d'intérêt général de sensibilisation à l'environnement dépassant les simples besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour l'année 2014, la convention annuelle est déclinée selon trois thématiques particulières :

- « Sensibilisation des populations aux enjeux de développement durable du territoire », via une contribution du CPIE APIEU – Territoires de Montpellier à la réflexion sur les modalités de cette sensibilisation. Le CPIE APIEU réalisera un diagnostic et formulera des propositions méthodologiques, en vue de l'élaboration d'un plan territorial d'éducation et de sensibilisation au développement durable.

Ce plan sera destiné à croiser les enjeux de développement durable de Montpellier Agglomération issus des différentes politiques publiques formalisées ou volontaristes menées (PCET, Plan de prévention déchets, politiques du cycle de l'eau, de biodiversité et d'agriculture urbaine) avec les différents publics cibles prioritaires et les actions déjà mises en œuvre sur le territoire.

- « Agriculture urbaine de proximité et nature en ville ». A la suite de l'élaboration et de la rédaction en 2013 d'un cahier des charges destiné aux entreprises désireuses de s'engager dans une démarche de développement durable, le CPIE APIEU–Territoires de Montpellier mettra en œuvre en 2014 une action expérimentale autour de la mise en œuvre d'un jardin partagé auprès d'une entreprise. Cette démarche aura également pour objectif, de mettre en lumière les avantages et bénéfices concrets en termes d'accompagnement au développement durable par le jardin dans une organisation (lieu de partage, de production et de sensibilisation). Parallèlement, un projet collaboratif inter-entreprises sera expérimenté pour une gestion différenciée des espaces verts. Ce projet cherchera à mêler protection de la biodiversité

urbaine, amélioration de la cohésion sociale en entreprise et optimisation des budgets d'entretien de l'espace vert pour un impact des méthodes de gestion amoindrit et plus respectueux de la Nature.

· « Environnement sonore », via la conception et la réalisation de visites guidées dans l'Agglomération de Montpellier. Destinées à sensibiliser le grand public comme les techniciens et les élus, ces « promenades sensorielles » à la découverte de l'environnement sonore urbain permettront de découvrir les sons qui composent la ville, en observant la place du sonore dans l'organisation de la ville et des espaces urbains. Cette démarche de sensibilisation s'inscrira cette année, dans le cadre du lancement de la révision du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement, adopté en avril 2010 par l'Agglomération de Montpellier. Le CPIE APIEU-Territoires de Montpellier propose à ce titre, d'accompagner l'Agglomération de Montpellier en contribuant aux efforts d'information du public sur les enjeux de cette démarche, en s'appuyant sur son expérience.

Ces trois thématiques d'intervention permettent ainsi la mise en œuvre des orientations retenues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le Plan Climat et le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention annuelle d'objectifs 2014 à intervenir entre le CPIE APIEU et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser le versement d'une subvention de fonctionnement pour 2014 de 20 000 € au titre de la convention annuelle d'objectifs ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928 et 929 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention cadre de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications supplémentaires auprès de Stéphanie JANNIN ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France. JAMET

AFFAIRE N°21 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – ADHÉSION 2014 À L'ASSOCIATION ARCHITECTURE ET MAÎTRE D'OUVRAGE (AMO) LANGUEDOC-ROUSSILLON

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Créée en 1983, l'association « Architecture et Maîtrise d'Ouvrages » a pour vocation de promouvoir la qualité architecturale en mettant l'accent sur l'importance des rôles respectifs du maître d'ouvrage et de l'architecte dans le processus de production de l'architecture et dans l'intégration des programmes à leur environnement.

Pour ce faire, cette association conduit des actions d'informations, de sensibilisation et de formation des intervenants à l'acte de construire, destinées à mieux connaître leurs missions et responsabilités propres et à susciter l'apprentissage de pratiques professionnelles partagées ; ces actions ont plus précisément pour objet :

- de mieux informer et former les acteurs de la construction pour promouvoir la culture architecturale et urbanistique,
- de développer des actions de promotions de l'architecture,
- de poser la qualité architecturale comme support au dialogue et de l'action conjuguée du maître d'ouvrage et de l'architecte.

C'est dans ce contexte que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renouveler son adhésion à cette association. Le montant annuel de l'adhésion s'élève à 800 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association Architecture et Maître d'Ouvrage L-R pour l'année 2014 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 chapitre 928 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout

document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France. JAMET

AFFAIRE N°22 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ZAC GAROSUD - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité sur l'année 2012 pour la Zone d'Aménagement Concerté GAROSUD a fait l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 25 juillet 2013. Celle-ci prévoit un bilan de concession s'élevant à 59 824 000 € H.T. en dépenses et à 59 871 000 € H.T. en recettes (résultat positif de 47 000 € H.T.). Le montant total de la participation du concédant s'élève à 15 008 000 € H.T., entièrement versé à la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.), aménageur et titulaire de la concession d'aménagement de la Z.A.C. GAROSUD et de son extension sur les communes de Montpellier et de Lattes.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a apporté des avances de trésorerie à la S.E.R.M. pour un montant total de 4 524 000 €. La S.E.R.M. les remboursera avant le terme de la concession.

Enfin, au 31 décembre 2012, 16 622 000 € ont été empruntés par le concessionnaire dont 13 228 000 ont déjà été remboursés. Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité sur l'exercice 2012 prévoyait un emprunt de 1 500 000 € à contractualiser sur l'année 2014. Or, des dépenses supplémentaires (espaces verts, accès aux lots,...) de travaux viendront augmenter les charges. Celles-ci seront en partie compensées puisque l'obtention d'une subvention FEDER a été confirmée et que les recettes de cession à venir seront plus importantes. Néanmoins, afin de préserver l'équilibre de la trésorerie de l'opération, la S.E.R.M. souhaite augmenter le montant de l'emprunt programmé en 2014 afin que celui-ci passe de 1 500 000 € à 3 000 000 €.

Ainsi, suite à un appel d'offre de la S.E.R.M., cet emprunt de 3 000 000 € est envisagé auprès de deux sociétés pour des montants respectifs de 1 500 000 euros auprès de chacune d'entre elles. Ainsi, les caractéristiques des emprunts proposés sont les suivantes :

- 1 500 000 € auprès de la BANQUE POSTALE aux conditions suivantes :
 - o EURIBOR 3 mois + 1.35% soit 1.742 % environ
 - o Durée : 3 ans
 - o Différé d'amortissement : 2 ans
 - o Échéances trimestrielles
 - o Commission d'engagement : 3 000 €
 - o Remboursement anticipé : indemnité dégressive basée sur le montant remboursé par anticipation x 0.41% x nombre années restantes
- 1 500 000 € auprès du CREDIT FONCIER aux conditions suivantes :
 - o EURIBOR 6 mois + 1.19% soit 1.63% environ,
 - o Durée : 3 ans
 - o Pas de différé d'amortissement
 - o Échéances semestrielles
 - o Frais de dossier : 1 500 €
 - o Commission d'engagement : 0.25% du montant emprunté soit 3 750 €
 - o Commission de non utilisation : 0.15% du montant non utilisé
 - o Remboursement anticipé : 3% du capital remboursé avec frais de gestion de 1% (mini : 800 €, maxi : 3 000 €)

Ces taux attractifs sont conditionnés par une garantie d'emprunt de la part de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 80% des montants (soit 2 400 000 €). Ainsi, dans l'hypothèse où la S.E.R.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place, dans la limite du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt d'un montant total de 1,5 millions d'euros sollicité par la S.E.R.M. auprès de la Banque Postale
- garantir 80% de l'emprunt d'un montant total de 1,5 millions d'euros sollicité par la S.E.R.M. auprès du Crédit Foncier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Madame JANNIN ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France. JAMET.

AFFAIRE N°23 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – SITE NATURA 2000 N°9112020 PLAINE DE FABRÈGUES POUSSAN - MISE EN ŒUVRE ET ANIMATION DU DOCUMENT D'OBJECTIFS (DOCOB) - CONVENTION-CADRE « ANIMATION, MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DU DOCUMENT D'OBJECTIFS » ÉTAT / COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - DEMANDE DE SUBVENTION - PLAN DE FINANCEMENT - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

la Communauté d'Agglomération de Montpellier est la structure porteuse de l'élaboration et de l'animation du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan », depuis sa désignation lors du Comité de Pilotage du 22 novembre 2011.

Ce site impacte 8 communes sur 3 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), dont 5 sont situées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : Cournonterral, Cournonsec, Pignan, Fabrègues et Saussan.

Après approbation par le Comité de pilotage du 18 février 2014 sur la base d'un périmètre élargi, le Document d'Objectif (DOCOB) du site Natura 2000 entre à présent dans sa phase de mise en œuvre. Il comprend un programme d'actions pluriannuel et une charte.

Le volet par type de milieu n'a pas été validé du fait de la suppression des recettes communales liées à la réduction de la compensation par l'Etat de l'exonération des taxes sur le foncier non bâti.

La phase d'élaboration étant en cours d'achèvement, l'Etat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier signent à présent une convention-cadre fixant les modalités du suivi, de l'animation et de la mise en œuvre du Document d'Objectifs Natura 2000 du site FR9112020 « Plaine de Fabrègues Poussan », assortie en annexe du « Cahier des charges type départemental pour l'animation, la mise en œuvre et le suivi du document d'objectifs dans l'Hérault ».

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération dépose une demande de subvention auprès de l'Etat pour la première année d'animation.

Les incertitudes relatives aux nouvelles modalités de mise en œuvre de la Politique Agricole Commune impactant directement certaines actions éligibles du programme, la présente demande de subvention porte sur la première année d'animation uniquement, courant du 1^{er} juin 2014 au 31 mars 2015. Elle est axée sur les actions prioritaires réalisables en l'état actuel des moyens financiers, techniques et humains.

Le budget global estimé est de 25 000 € TTC maximum dont 80% peuvent faire l'objet de subventions par l'Etat et l'Europe.

Une consultation est en cours pour désigner le prestataire qui sera chargé d'assister la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans la mise en œuvre de ces actions, en première année d'animation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- confirmer la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier comme structure animatrice du site Natura 2000 n°FR9112020 « Plaine de Fabrègues Poussan » ;
- approuver le plan de financement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la

convention cadre d'animation, et à solliciter des subventions auprès de l'État et de l'Europe.

Monsieur le Président

Madame JANNIN.

Madame JANNIN

Monsieur le Président, mes chers collègues. Du fait de son appartenance au bassin méditerranéen, notre territoire fait partie des 35 hot spot mondiaux de la biodiversité. La très grande diversité des écosystèmes rencontrés du littoral au causse, en passant par les étangs, les garrigues et la mosaïque d'espaces agricoles accueille une diversité biologique exceptionnelle. Qui bien entendu ne s'arrête pas aux limites administratives dessinées par l'homme. Néanmoins, la perte de la biodiversité s'est accentuée et pour faire face à l'enjeu de sa préservation, la réglementation a renforcé sa prise en compte dans le cadre de l'aménagement du territoire, notamment en créant des espaces de protection réglementaires, par exemple les sites classés ou les espaces remarquables du littoral ou des espaces de gestion contractuelle, comme les zones Natura 2000.

La communauté d'Agglomération de Montpellier est concernée par 8 zones Natura 2000 qui lui donnent l'occasion de dialoguer avec la plupart des communautés de communes et communautés d'agglomération voisines, dans l'objectif commun de préserver la qualité du territoire auquel nous appartenons tous. Une brochure a d'ailleurs été distribuée à tout le monde.

La communauté d'Agglomération de Montpellier est dans ce cadre la structure porteuse de l'élaboration et de l'animation de la zone Natura 2000 Plaine de Fabrègues-Poussan depuis le 22 novembre 2011. Ce site couvre 8 communes dont 5 communes de la communauté d'Agglomération de Montpellier – Courdonterral, Courdonsec, Pignan, Fabrègues et Saussan – et trois EPCI que sont la communauté d'Agglomération de Montpellier, la Communauté de d'Agglomération du Bassin de Thau pour la commune de Gigan et la Communauté de Communes du Nord Bassin de Thau pour Montbazin et Poussan.

Approuvé le 18 février 2014, le DOCOB, qui est le document d'objectif du site Natura 2000 entre dans sa phase de mise en œuvre. Il comprend un programme pluriannuel et une charte. Le budget global pour poursuivre ce travail est estimé à 25 000 euros TTC dont 80 % peuvent faire l'objet de subventions de l'État.

Afin de poursuivre le dialogue engagé avec les autres EPCI basés sur la protection de nos valeurs communes et la préservation de la qualité de nos paysages et de nos écosystèmes, nous proposons donc de confirmer la candidature de la CAM comme structure animatrice du site Natura 2000 Plaine de Fabrègues-Poussan, d'approuver le plan de financement, de dire que les crédits sont inscrits au budget et enfin d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires.

Monsieur le Président

Merci Madame JANNIN. Je tiens à dire et à demander à RFF, lorsqu'ils traceront la ligne Montpellier-Perpignan, qu'ils fassent très attention au site Natura 2000, puisque le site se trouve pile sur le trajet. Il faudra donc certainement faire un petit crochet du côté de La Gardiolle ou du côté des étangs qui eux-mêmes sont protégés.

Qui souhaite des explications auprès de Madame JANNIN ?

Je mets aux voix. Madame JAMET vous êtes contre les petites libellules bleues ?

Madame JAMET

Non, le principe de la sanctuarisation et des objectifs européens qui nous sont imposés.

Monsieur le Président

Les petites tortues que l'on appelle Cistudes à côté de l'étang de l'Or ? Vous ne pouvez pas être contre ça.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. BOUMAAZ, Mme JAMET

AFFAIRE N°24 : LOGEMENT – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DIVERSES ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte son soutien à des associations dont les interventions concourent à la mise en œuvre de sa politique de l'habitat. Elle est sollicitée par trois d'entre elles pour l'octroi d'une subvention au titre de l'année 2014.

1- L'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL)

L'ADIL, association loi 1901, a pour vocation d'offrir gratuitement au public un conseil personnalisé sur les questions juridiques, fiscales et financières relatives au logement et à l'habitat.

En 2013, 6188 consultations ont été effectuées par l'ADIL pour des personnes demeurant dans la Communauté d'Agglomération, représentant 56% des consultations réalisées dans l'Hérault.

L'ADIL mettra à disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2014 les données statistiques relatives à ses interventions spécifiques dans le domaine de l'accession à la propriété et au logement des personnes défavorisées notamment (prêt à taux zéro, recours au droit opposable...).

2- L'Union Régionale des Organismes d'Habitat social (URO Habitat)

L'URO Habitat fédère 30 organismes d'habitat social de la région Languedoc-Roussillon, représentant 123 000 logements sociaux dont un quart environ dans la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Depuis 2003, l'URO Habitat est plus particulièrement mobilisée pour encourager la production de logements sociaux répondant aux exigences du développement durable. L'association conduit un programme dénommé « Convergence 2010-2014 », visant à développer des actions de communication et d'information des partenaires destinés à promouvoir un habitat durable méditerranéen de qualité sur l'ensemble du territoire régional (conférences, congrès, presse, communication nationale, régionale et locale, sites Internet, etc.).

En 2013, l'URO Habitat a contribué à l'organisation de trois rencontres interprofessionnelles visant à mobiliser les partenaires concernés sur les thèmes de l'éco construction, de l'innovation dans le bâtiment et de la rénovation énergétique des logements.

En 2014, l'URO Habitat proposera au moins trois nouvelles rencontres interprofessionnelles régionales. De plus, dans le cadre du plan de convergence 2010-2017, des réunions thématiques seront organisées et une plateforme d'échange sera mise en place sur le site Internet. L'URO Habitat assistera ses adhérents dans la mise en place du référentiel de Responsabilité Sociétale d'Entreprise visant à la certification ISO 26 000 des organismes HLM.

3 – L'association Consommation Logement Cadre de Vie – Union Locale (CLCV)

La CLCV est une association de dimension nationale intervenant dans tous les domaines de la vie quotidienne et du cadre de vie pour la défense des consommateurs, des locataires, des copropriétaires et des usagers. Son action s'appuie sur un réseau d'associations locales, départementales et régionales.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la CLCV accompagne les particuliers dans le règlement de leurs litiges personnels et les informe sur des sujets de consommation variés dont le logement, notamment dans les quartiers concernés par le Projet de Rénovation Urbaine de Montpellier ; elle représente les locataires au sein des différentes instances consultatives en matière d'habitat dans la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La CLCV participe ainsi aux travaux de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat qui statue pour avis sur l'attribution des aides à la rénovation de l'habitat privé de l'Agence Nationale de l'Habitat, déléguée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Des conventions seront signées avec chacune des trois associations, qui préciseront les résultats attendus et les modalités de versement des subventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement une subvention de 5 000 €, à l'Union Régionale des Organismes d'HLM une subvention de 8 000 € et à l'association Consommation Logement et Cadre de Vie Union Locale une subvention de 1 000 € ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 927, et que les subventions accordées seront versées sous réserve de la signature des conventions fixant les engagements des parties ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention à intervenir avec chacune des associations ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès du vice-président délégué au logement, Monsieur le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone, Noël SEGURA ?

Pas de demande d'explication, je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°25 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RUE FERME DU CHÂTEAU À CASTRIES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 10 logements sociaux, 1 rue Ferme du Château à Castries. L'opération comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par Patrice Genet, architecte à Montpellier.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 783 593 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 399 458 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 147 611 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 172 705 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 63 819 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	399 458 €	147 611 €	172 705 €	63 819 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 587 694,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 783 593 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, 1 rue Ferme du Château à Castries ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Monsieur SEGURA ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Messieurs Noël SEGURA et Yvon PELLET ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°26 : LOGEMENT – ACQUISITION-AMÉLIORATION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "LES TONNELLES" - AVENUE DE LODÈVE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Les Tonnelles », 131 avenue de Lodève à Montpellier. L'opération, réalisée en 2 tranches, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 1 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet, conçu par l'agence Alentours Architectes à Montpellier, consiste en la transformation de locaux commerciaux vacants en logements sociaux. Deux des logements seront adaptés au handicap en lien avec le Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées Physiques (GIHP).

ICF Sud-Est Méditerranée demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à

hauteur de 75 % les trois emprunts d'un montant total de 254 135 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- deux Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS) d'un montant total de 216 556 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) d'un montant de 37 579 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

	Tranche 1 2 PLUS	Tranche 2 2 PLUS / 1 PLAI	
Désignation	PLUS	PLUS	PLAI
Montant du prêt	123 549 €	93 007 €	37 579 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux puisse être inférieur à 0 %		
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum		
Modalité de révision	double révisabilité limitée		
Périodicité des échéances	annuelle		
Durée	35 ans		

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit 35 ans, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ICF Sud-Est Méditerranée dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 190 601,25 €, représentant 75 % des trois prêts d'un montant total de 254 135 €, sollicités par ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la réalisation de 5 logements sociaux, résidence « Les Tonnelles », avenue de Lodève à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 38 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE "PATIO CÉLESTE" - LOT A4, ZAC DES CONSTELLATIONS À JUVIGNAC - GARANTIES D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM FDI HABITAT - DÉLIBÉRATIONS N°11627 DU 26 JUIN 2013 ET N°11831 DU 24 SEPTEMBRE 2013 - MODIFICATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°11627 du 26 juin 2013 et n°11831 du 24 septembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé à la société anonyme d'HLM FDI Habitat la garantie à hauteur de 75 % des 2 emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des dépôts et Consignations pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de l'usufruit locatif de 38 logements sociaux dont 12 en prêt locatif social (PLS) et 26 en prêt locatif à usage social (PLUS), résidence « Patio Céleste », antérieurement dénommée « Orion », lot A4, ZAC des Constellations.

La durée des 2 prêts ayant évolué par décision de la CDC, il convient de préciser que celle-ci est désormais fixée à 15 ans et que la révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité peut intervenir à chaque échéance du prêt, selon une double révisabilité limitée.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des dépôts et Consignations sont modifiées comme suit :

- Durée des prêts et révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité (délibérations des 26 juin et 24 septembre 2013) :

Durée	17 ans (délibérations des 26 juin et 24 septembre 2013)
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0% (délibérations des 26 juin et 24 septembre 2013)
Modalité de révision	sans objet (délibération du 26 juin 2013) / simple révisabilité (délibération du 24 septembre 2013)

- Durée des prêts, révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité et modalité de révision à prendre en compte dans la présente délibération :

Durée	15 ans
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%
Modalité de révision	double révisabilité limitée

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délibérations n°11976 du 27 novembre 2013 et n°11831 du 24 septembre 2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Pas de demande d'explication ?

Je mets aux voix.

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Messieurs Noël SEGURA et Yvon PELLET ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N°28 : LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2009-2013 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUATRE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 100 logements

anciens par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre logements occupés par des propriétaires modestes et situés sur les communes de Montpellier et Vendargues, pour un montant total de 9 405 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE DIX-HUIT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour la Communauté d'Agglomération, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de dix-huit logements situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Castries, Cournonterral, Lattes, Montpellier, Pérols, Saint Génès des Mourgues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes, pour un montant total de 69

952 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°30 : CULTURE – FESTIVAL DE RADIO FRANCE ET MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - CONVENTION DE PARTENARIAT 2014 AVEC LE FESTIVAL DE RADIO FRANCE ET MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Radio France et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avec le concours d'autres partenaires, collaborent chaque année dans le cadre d'un festival d'été dénommé « Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon ».

Ce Festival constitue un évènement majeur, d'envergure nationale, comprenant un nombre important de concerts et de manifestations proposés en différents lieux du territoire communautaire et régional.

Le Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon programme ainsi son cycle de concerts de jazz sur le site du Domaine d'O à Montpellier. Afin de le rendre plus attractif, le Festival souhaite s'associer au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération (CRR) en lui confiant la programmation musicale de 6 débuts de soirée pour son édition 2014.

Ces avant-concerts auront lieu en plein air dans la pinède du Domaine d'O, du 15 au 17 juillet et du 24 au 26 juillet 2014. Le CRR assumera la programmation artistique des prestations et la fourniture des instruments.

Il convient dans ce cadre d'approuver la conclusion d'une convention de partenariat qui définit et règle l'ensemble des modalités techniques et administratives liées à la mise en œuvre de cette collaboration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat 2014 entre le Festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon et le CRR de Montpellier Agglomération ;
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès du rapporteur, vice-président, Monsieur Bernard TRAVIER ? Madame BRISSAUD, vous avez la parole.

Madame BRISSAUD

Puisque nous allons commencer à évoquer les points à l'ordre du jour qui concernent la culture, je voudrais en profiter pour vous faire une proposition. C'est une proposition que je vous ai envoyée par courrier, Monsieur le Président et que j'ai aussi envoyé par mail à tous les élus ici présents. Certains ne

l'ont pas reçu, je vous la transmettrai sans problème.

Je ne vais pas revenir sur le contenu total de cette lettre, mais mon idée c'était d'essayer de nous engager dans cette lutte qui oppose aujourd'hui les intermittents du spectacle aux acteurs économiques et culturels locaux, parce que pour moi, la lutte pour la préservation des différences et des droits que je ne remets pas en cause ici ne doit pas se transformer en prise d'otage, parce qu'en démocratie la liberté est un droit fondamental, celui de faire grève comme celui de choisir de ne pas faire grève ou de choisir la méthode pour faire grève. Je voudrais que nous nous engagions surtout auprès des organisateurs de spectacles qui ont souffert récemment des différentes manifestations organisées par les intermittents du spectacle. L'idée n'est pas de nous prononcer forcément sur le contenu de la réforme engagée par le gouvernement, mais plutôt d'essayer de comprendre comment on pourrait soutenir notre culture et comment aider les organisateurs de festivals.

Je pense notamment au festival de Maguelone parce que je me suis entretenue longuement avec le Directeur du festival, Philippe LECLANT, qui a un petit festival modeste, mais quand même de notoriété et reconnu, qui a subi une manifestation alors qu'il avait donné la possibilité aux organisateurs de la manifestation de s'exprimer et d'expliquer leur position vis-à-vis de la réforme.

Mais, on le voit, ces intermittents-là n'ont pas respecté ce temps de parole et ont fait annuler la manifestation. Alors, une annulation de manifestation, on peut se dire que ça n'est rien comparé à leur combat, mais je pense que nous ne devons pas nous, élus de la République, se laisser avoir par ce type de méthodes parce que le droit de faire grève, ce n'est pas le droit d'empêcher les autres de travailler. Et aujourd'hui, on le voit, les festivals sont en difficulté. Le printemps des comédiens a été annulé, aujourd'hui on va parler de Radio France. Radio France, on ne sait pas ce que ce sera demain et si on pourra faire ce festival correctement. On parle aussi de manifestations qui auront lieu pendant la fête de la musique.

Je pense donc qu'en tant qu'élus, on pourrait rappeler que ce type de méthodes n'est pas acceptable.

Ma proposition est donc d'organiser une cellule de crise qui serait paritaire dans le sens où elle serait composée d'élus de l'Agglomération et en même temps d'organiseurs de spectacles, ce qui nous permettrait de procéder à une estimation précise des difficultés rencontrées par les organisateurs de spectacles et d'envisager des solutions concrètes pour les aider et soutenir notre culture.

Monsieur le Président

Merci Madame BRISSAUD. J'ai bien entendu votre proposition, mais je ne vais pas procéder à un vote ici qui serait polémique. Chaque collectivité est libre de délibérer, si elle le souhaite, sur ce sujet. J'ai fait voter un vœu à la ville de Montpellier pour le soutien des intermittents qui a été largement suivi.

Ce que j'ai envie de vous dire c'est que je comprends vos propos et je vous propose de les insérer à notre procès-verbal de la séance d'aujourd'hui.

Madame BRISSAUD

C'était plus sur la forme que sur le fond. C'est-à-dire que je ne remets pas en cause les revendications des intermittents.

Monsieur le Président

C'est une prise de position d'un élu qui se positionne par rapport à un problème sociétal et je vous propose de l'insérer dans notre procès-verbal.

Par rapport au festival Radio France, je tiens à porter à la connaissance du Conseil d'Agglomération que le jour de la finale de la Coupe du monde de foot, un écran géant sera dressé sur la place de la Comédie pour tous les Montpelliérains qui veulent la regarder en live. Et juste avant, avec le festival de Radio France, nous avons passé une convention, la location de l'écran est de 20 000 euros, pour pouvoir diffuser le concert d'ouverture gratuitement pour tous les Montpelliérains et les habitants de l'Agglomération qui le souhaitent, concert d'ouverture dédié aux musiques du monde, le dimanche 13 juillet. Tout le monde est donc invité bien entendu. Musique dans un premier temps, football dans un deuxième, ça, c'est bon !

Je mets aux voix l'affaire 30.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N°31 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES
- CONVENTION D'ATTRIBUTION DU "LABEL D'EXPOSITION D'INTÉRÊT NATIONAL"
AU TITRE DE L'ANNÉE 2014 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

L'exposition temporaire présentée au Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades, «*Les Iapodes, peuple méconnu. Collections du musée archéologique de Zagreb*», du 15 mars au 8 septembre 2014, est le produit d'une conception intellectuelle partagée et d'un programme d'échange et de médiation innovant et de haut niveau, organisé par la coopération directe entre institutions culturelles (coproductions) et structuré par un dialogue interculturel approfondi, croisé et permanent.

L'Empire romain marque un fort et long moment d'unité à l'échelle européenne, qui masque parfois aux citoyens européens la diversité des cultures du millénaire qui précède le début de notre ère : l'Âge du Fer (en référence à l'usage de plus en plus intensif de ce métal en Europe occidentale). Cette période voit l'émergence de grandes puissances militaires et économiques, ainsi que d'autres populations qui ne nous sont connues que par l'archéologie, et quelques textes antiques les décrivant. C'est le cas des Gaulois, des Iapodes et des Ibères, quelques-unes des populations du pourtour méditerranéen à l'Âge du Fer.

Les Iapodes ou Iapydes peuplaient l'intérieur de la région orientale de l'Adriatique (arrière-pays de la Croatie moderne et vallée de la rivière Una en Bosnie-Herzégovine). Leur culture matérielle est attestée dès le début du 1^{er} millénaire avant J.-C. Les incursions celtiques du III^e siècle avant J.-C. dans des zones proches ont influencé cette culture qui leur reste propre : villes fortifiées sur des sites de hauteur, économie fondée sur l'agriculture et l'élevage et nécropoles à inhumations, le plus souvent.

Cette exposition permet de présenter les richesses du musée archéologique de Zagreb et de faire découvrir un peuple grâce au travail des archéologues pour faire parler ces vestiges, et s'appuie pour cela sur une scénographie originale et attractive, utilisant des outils de médiation novateurs : un jeu de simulateur archéologique, Simulex'archéo.

Répondant parfaitement aux priorités définies par le Ministère de la Culture et de la Communication (qualité scientifique, efforts en matière de médiation et de démocratisation culturelle et ouverture à un large public), ce projet, déjà soutenu par l'Union Européenne à hauteur de 28 000 €, s'est vu attribuer le label "Exposition d'intérêt national", gage de son soutien et de sa reconnaissance.

Il convient donc d'établir une convention précisant les modalités de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Service des musées de France. Celle-ci prévoit notamment l'octroi d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 15 000 €, fixe sa durée à celle du présent exercice budgétaire et précise les engagements respectifs de chacun des partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'attribution du "Label d'Exposition d'Intérêt National" au titre de l'année 2014 pour l'exposition "Les Iapodes, peuple méconnu. Collections du musée archéologique de Zagreb" ;
- dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution du "Label d'Exposition d'Intérêt National" pour l'exposition "Les Iapodes, peuple méconnu. Collections du musée archéologique de Zagreb", ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Magnifique, très belle victoire. Monsieur TRAVIER, dites-nous un petit mot parce que c'est une belle conquête.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, mes chers collègues. Il s'agit d'une exposition consacrée aux Iapodes qui est organisée par le musée Lattara Henri Prades. Il est extrêmement important pour le musée d'obtenir ce label et pour l'obtenir, il faut passer une convention. Cette convention doit préciser les modalités de partenariat entre la communauté d'Agglomération de Montpellier et le service des musées de France. Au terme de cette convention, il y a l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 15 000 euros qui fixe sa durée à celle du présent exercice budgétaire et précise les engagements respectifs de chacune des parties.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Vice-président. Souhaitez-vous prendre la parole sur ce sujet ? En remerciant

Monsieur le Directeur du musée de Lattes pour l'excellent travail.
Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : CULTURE – CHARTE D'ADHÉSION AU LABEL QUALITÉ SUD DE FRANCE ET CONTRAT DE LICENCE DE MARQUE QUALITÉ TOURISME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par la mise en œuvre de moyens assurant un accueil de qualité et l'accessibilité pour les personnes handicapées, le musée Fabre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a obtenu, en 2007 et 2008, le label « Tourisme & Handicap » (handicap moteur, handicap auditif, handicap mental). Cette attribution est une reconnaissance des efforts entrepris par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en faveur de l'accessibilité à tous ; ce label vient à nouveau d'être attribué pour 5 ans.

Dans le but de développer sa notoriété auprès de tous les publics, le musée Fabre s'investit dans une nouvelle démarche de labellisation territoriale : « Qualité Hérault », « Qualité Sud de France » et « Qualité Tourisme ».

Après la labellisation du musée Henri Prades à Lattes en 2013, l'obtention de ces trois labels permettra au musée Fabre de figurer sur les supports de communication de la marque Qualité HéraultTM à l'échelle départementale, de la marque Qualité Sud de FranceTM à l'échelle régionale et de la marque Qualité Tourisme-Atout FranceTM à l'échelle nationale tels que :

- Guide 2014 et site Internet de Qualité HéraultTM, ainsi que les plaquettes diffusées dans les offices de tourisme ;
- Site Internet, divers supports promotionnels, application smartphone de Qualité Sud de FranceTM ;
- Supports de communication papier et Internet de Qualité TourismeTM.

Cette démarche est donc une opportunité pour le musée Fabre de s'inscrire dans un réseau de qualité et ainsi d'accroître son rayonnement à l'échelle départementale, régionale et nationale.

Afin de satisfaire aux conditions de ces labels, divers travaux et aménagements ont été réalisés ou sont en cours de réalisation (signalétique générale, affichage en façade). Un audit mené par un organisme indépendant permettra la labellisation « Qualité Hérault », critère obligatoire pour l'obtention des labels « Qualité Sud de France » et « Qualité Tourisme ».

Pour mener cette démarche à son terme, il convient d'autoriser la signature de la déclaration sur l'honneur relative au label « Qualité Hérault » permettant d'enclencher la procédure, de la charte d'adhésion au label « Qualité Sud de France », et du contrat de licence de la marque Qualité TourismeTM.

Ces documents stipulent les obligations de chacun des signataires, et notamment que la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à s'acquitter des frais se montant pour « Qualité Hérault » à 100 € d'adhésion et 100 € de cotisation annuelle, et pour « Qualité Sud de France » à 90 € d'adhésion, cette somme couvrant les trois années 2014 à 2016. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage également à respecter les clauses d'utilisation des labels obtenus sur ses supports de communication, et à mettre à la disposition du public dans son hall d'accueil les brochures, les plaques ainsi que les questionnaires relatifs aux labels.

Les labels sont accordés pour une durée de 3 ans, renouvelables pour la même durée sous condition d'agrément.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion aux Labels Qualité Sud de France et Hérault Tourisme ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la charte d'adhésion et le contrat de licence susvisés, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès de Bernard TRAVIER ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : CULTURE – CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LE GROUPE LA POSTE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Fort de l'expérience concluante des partenariats noués avec le musée Fabre chaque année depuis 2009, à l'occasion des expositions estivales, le Groupe La Poste souhaite renouveler sa démarche en apportant un soutien financier de 12 000 euros à l'exposition « Claude Viallat, une rétrospective », qui se déroulera du 28 juin au 2 novembre 2014 au musée Fabre.

Cette action de mécénat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier, et précise notamment que le Groupe La Poste bénéficiera d'une soirée privée avec visites guidées dans l'exposition pour 100 personnes le 1^{er} juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de mécénat avec le Groupe La Poste,
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de mécénat avec le Groupe la Poste ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Monsieur le Président

Monsieur TRAVIER, un petit mot là-dessus.

Monsieur TRAVIER

Monsieur le Président, mes chers collègues. Le musée Fabre, vous le savez, qui réalise des expositions de haut niveau fait appel au mécénat régulièrement et notamment avec le groupe La Poste depuis 2009. À ce titre, La Poste a proposé une subvention de 12 000 euros. La contrepartie étant la privatisation, lors d'une soirée, le 1er juillet du musée Fabre et de la possibilité de visiter l'exposition Viallat.

Monsieur le Président

Que nous inaugurerons ?

Monsieur TRAVIER

Le 27 juin à 18 heures au musée Fabre.

Monsieur le Président

Et vous êtes bien sûr tous conviés.

Monsieur TRAVIER

Je vous invite à aller voir cette exposition qui est remarquable. J'ai visitée aujourd'hui elle est splendide, parfaitement intégrée. Le musée a travaillé, encore une fois, de manière parfaite. Ce sont de très grands professionnels.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : CULTURE – CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA SOCIÉTÉ CARREFOUR - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le magasin Carrefour de Lattes, ayant été démarché pour des actions de mécénat et de partenariat avec le musée Henri Prades, souhaite dans un premier temps s'associer aux Journées du Patrimoine des 20 et 21 septembre prochains.

Ces Journées européennes auxquelles participe chaque année le musée archéologique ont cette année pour thème "Patrimoine culturel, patrimoine naturel".

A cette occasion, le site archéologique sera gratuitement accessible à tous et l'histoire antique de Lattara

sera restituée au public au gré de visites contées, de conférences, d'ateliers pour enfants...

Carrefour souhaite s'associer à ces Journées du Patrimoine au musée Henri Prades par un mécénat en nature portant, d'une part, sur la fourniture du cocktail déjeunatoire du samedi 20 septembre (pris en charge financièrement par le musée les années précédentes) et, d'autre part, sur la fourniture de matériels divers nécessaires à la tenue des ateliers pédagogiques organisés durant ces 2 jours.

Il s'agit pour le musée Henri Prades d'initier une première action partenariale avec Carrefour, qui pourrait être pérennisée par la suite à l'occasion d'autres manifestations.

Afin de formaliser cet acte de mécénat de compétence, il est proposé de conclure avec l'entreprise CARREFOUR une convention qui fixe et règle l'ensemble des modalités techniques et administratives du mécénat.

Ainsi, en contrepartie de l'apport en nature susvisé, évalué à 924,67 € T.T.C., le musée Henri Prades s'engage en contrepartie à faire figurer le logo de Carrefour sur le site durant la manifestation, ainsi que sur les flyers et affiches édités à cette occasion.

La convention prend effet à compter de la date de sa signature et jusqu'au terme de la manifestation, soit le 21 septembre 2014 au soir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'une convention de mécénat avec l'entreprise CARREFOUR, sise à Lattes,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention de mécénat ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. BOUMAAZ, Mme JAMET

AFFAIRE N°35 : CULTURE – DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LE CATALOGUE VIALLAT - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Figure majeure de la scène artistique contemporaine, Claude Viallat jouit d'une renommée internationale tout en étant profondément ancré dans le paysage artistique languedocien. Etudiant à l'École des Beaux-Arts de Montpellier de 1955 à 1959, puis à celle de Paris en 1962-63, Claude Viallat invente en 1966, suite à l'exposition 'Vingt ans d'art contemporain' à la Galerie Maeght et à la découverte de la peinture expressionniste américaine à la Biennale de Venise, une forme neutre, proche d'une palette ou d'un osselet. Il sera un des fondateurs, en 1969, du mouvement Supports/Surfaces, remettant en question les supports traditionnels de la peinture et libérera la toile de son châssis pour peindre sur des toiles libres.

Composée d'une centaine d'œuvres, issue des riches collections du musée Fabre consacré à l'artiste, de prêts d'institutions nationales majeures et d'œuvres de l'atelier de l'artiste et de la collection inédite de son épouse, l'exposition retracera du 28 juin au 02 novembre 2014 le parcours de l'artiste au fil des ans, et explorera toutes les techniques et matériaux employés, des dessins d'étude aux formats les plus monumentaux. L'affirmation de son style, en 1966, avec l'invention de cette forme immédiatement reconnaissable qui caractérise son travail, est le point de départ d'une exploration infinie des potentialités de la couleur et des matières. Réalisée en dialogue avec l'artiste, l'exposition se déroulera sur plusieurs espaces du musée, y compris le département des arts décoratifs Hôtel Sabatier d'Espeyran.

Dans le cadre de cette exposition, le musée Fabre édite un catalogue d'exposition. Tiré à 3 500 exemplaires, cet ouvrage de 400 pages est un document essentiel sur sa production depuis les années 50 jusqu'à ses dernières réalisations en 2014. Edité en collaboration avec Somogy Editions d'art, il sera composé de plusieurs cahiers d'illustrations d'œuvres (300 reproductions en couleur), dont certaines sont inédites. Cet ouvrage comportera aussi une série d'essais écrits par les plus grands spécialistes de sa production, comme Yves Michaud, Marcelin Pleynet, Raphael Rubinstein.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de solliciter auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc Roussillon une subvention la plus large possible en soutien à l'édition de ce catalogue, d'un montant estimatif de 26 000 H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- demander les subventions les plus larges possibles auprès de l'État et de la région Languedoc -

Roussillon,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ DES AMIS DU LOUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Depuis plus de cent ans, la Société des Amis du Louvre est une association ayant pour mission d'offrir au grand public un accès privilégié aux collections nationales. Avec plus de 60 000 membres, cette association reconnue d'utilité publique en 1898 est le premier et le plus ancien mécène privé du musée du Louvre. Ses membres constituent un vaste public indépendant d'amateurs d'art, français et étrangers, qui sont aussi parmi les visiteurs les plus fidèles des grands musées.

Retraçant l'histoire de la création européenne de la Renaissance à nos jours, à travers ses prestigieuses collections permanentes, le musée Fabre propose aux amateurs d'art chevronnés ou néophytes, des expositions de niveau international. Il est régulièrement salué par la presse spécialisée en raison de la richesse de ses collections, de sa fréquentation importante – environ 300 000 visiteurs par an –, de la diversité et de la variété de sa programmation, et des actions pédagogiques menées.

Afin d'intensifier encore son rayonnement, il est proposé de conclure une convention de partenariat avec la Société des Amis du Louvre, au terme de laquelle celle-ci s'engage à mettre en avant l'actualité du musée Fabre dans ses divers supports de communication : édition d'un bulletin d'information trimestriel pour ses 60 000 abonnés, mailing mensuel à ses 24 500 adhérents internautes, édition de la Lettre des Amis du Louvre, page Facebook (40 200 abonnés), ... En outre, le bureau d'accueil de l'association, idéalement situé dans l'allée du Grand Louvre, permet également de diffuser des plaquettes relatives aux expositions des musées partenaires. Son tableau d'affichage permet de présenter les affiches d'expositions.

En contrepartie, le musée Fabre s'engage à faire bénéficier aux adhérents de la Société des Amis du Louvre d'un accès à tarif réduit aux collections permanentes et aux expositions temporaires tant en visite libre qu'en visite guidée.

Ce partenariat doit se formaliser par une convention, qui précise ces divers engagements. Conclue pour une durée de 3 ans, cette convention permettra au musée Fabre de faire partie des 80 musées, dont plus de 30 en région, partenaires de la Société des Amis du Louvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la Société des Amis du Louvre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

J'aurais pu dire tout à l'heure que pour le centre d'art contemporain, nous avons le FRAC – fonds régional d'art contemporain de la région Languedoc-Roussillon –, mais nous sommes également capables de réanimer la convention qui avait été signée par Jean-Jacques AILLAGON et Georges FRECHE entre Beaubourg et le musée Fabre, sur la proposition de feu le sénateur-maire de Clermont-L'Hérault, mon ami Marcel VIDAL, alors Président du conseil d'orientation de Beaubourg, quand Jean-Jacques AILLAGON était Président de Beaubourg.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : CULTURE – GARANTIE D'EMPRUNT POUR L'ASSOCIATION MONTPELLIÉRAINE POUR LE TRAVAIL ET LA RECONNAISSANCE DES PERSONNES HANDICAPÉES KENNEDY - AVENANT N°1 AU CONTRAT DE PRÊT - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

L'Association Montpelliéraine pour le Travail et la Reconnaissance des personnes Handicapées – Kennedy (AMTRH Kennedy) est une association ayant pour but de promouvoir et réaliser toute action au service des personnes adultes handicapées. Ces activités la conduisent à gérer deux Etablissements et Services d'Aides par le Travail (ESAT), l'ESAT Kennedy et l'ESAT La Bulle Bleue.

Par délibération n°11113 du 8 octobre 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé à l'AMTRH Kennedy une garantie à hauteur de 25% pour un emprunt de 262 000 € contracté auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon pour la rénovation des locaux de l'ESAT La Bulle Bleue. La Ville de Montpellier a également apporté sa garantie à hauteur de 25% du capital emprunté susvisé.

Par arrêté n°2013-558 du 21 mai 2013, l'Association Régionale de la Santé Languedoc-Roussillon a validé le processus de fusion absorption de l'AMTRH Kennedy par l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public (AD PEP 34). Cet arrêté emportant notamment la dévolution universelle du patrimoine de l'AMTRH Kennedy au bénéfice de l'AD PEP 34, un avenant n°1 au contrat de prêt relatif à l'emprunt susvisé a été proposé par la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon.

Les caractéristiques générales de l'emprunt demeurent inchangées :

- Type d'amortissement : Echéance constante
- Taux : Taux fixe calculé sur la base de l'indice du livret de développement durable (valeur au 01-08-2011 : 2,25%) auquel s'ajoute une marge de 1,67%, ce qui représente un taux fixe de 3,92% au 01-08-2011.
- Montant des échéances : 1 371,39€
- Durée : 300 mois (soit 25 ans)
- Echéance : mensuelle

En sa qualité de garant, il convient d'autoriser la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir à l'avenant n°1 du contrat de prêt. Il est rappelé que sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'association AD PEP 34 pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir à l'avenant n°1 au contrat de prêt n°8134585 passé entre la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon et l'association AD PEP 34,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : CULTURE – MARCHÉ N°3692DC14 DE NETTOYAGE DES ÉTABLISSEMENTS CULTURELS - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le nettoyage des établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est assuré pour la plupart par des prestataires extérieurs, via des marchés de services qui arrivent prochainement à échéance. Afin de garantir la continuité de ces prestations indispensables au bon fonctionnement des établissements et à l'accueil optimal des publics, il convient de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics, qui conduira à la conclusion de nouveaux marchés de nettoyage.

Ces marchés seront conclus à prix mixtes, avec une part forfaitaire pour les prestations courantes et récurrentes, et une part à bons de commande pour les prestations dites exceptionnelles. L'allotissement, les montants estimatifs des marchés, ainsi que leur durée initiale sont précisés dans le tableau ci-dessous :

Lot	Désignation	Montant forfaitaire annuel estimatif €H.T	Mini-maxi €H.T	Période initiale
1	Médiathèque La Gare	30 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
2	Médiathèque Jean Giono	32 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
3	Médiathèque Françoise Giroud	37 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
4	Médiathèque William Shakespeare	35 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
5	Médiathèque Jean de La Fontaine	15 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
6	Médiathèque Albert Camus	40 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
7	Médiathèque Aimé Césaire	17 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
8	Médiathèque George Sand	10 000,00 €	0-5000	03/05/2015-31/12/2015
9	Médiathèque Jean-Jacques Rousseau	15 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
10	Médiathèque Victor Hugo	15 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
11	Médiathèque Federico Garcia Lorca	15 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
12	Bibliothèque Paul Langevin	10 000,00 €	0-5000	30/12/2014-31/12/2015
13	Musée Fabre	220 000,00 €	0-30000	01/01/2015-31/12/2015
14	Musée Lattara	30 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
15	CRR, Département art dramatique	45 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
16	CRR, Sites Candolle et Lisbonne	100 000,00 €	0-15000	06/01/2015-31/12/2015
17	ESBAMA	30 000,00 €	0-5000	01/01/2015-31/12/2015
18	Planétarium Galilée	50 000,00 €	0-10000	01/01/2015-31/12/2015

Ces marchés pourront faire l'objet de trois reconductions d'une période d'un an chacune. La reconduction sera expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres relatif au nettoyage des établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président
Monsieur BOUMAAZ.

Monsieur BOUMAAZ

C'est pour avoir un peu plus d'informations parce que ça me titille. Là, on parle d'appel d'offre sur des marchés de nettoyage des sites dits culturels.

Et pour moi, quand je vois un peu plus loin, l'affaire 57, où l'on parle des ressources humaines, création d'emploi pour le même travail, mais sur l'affaire 38 c'est en appel d'offres, je me demande si nous ne sommes pas en train d'externaliser certains services de l'Agglomération. Quand je vois l'appel d'offres sur

le marché médiathèque, l'appel d'offres sur le nettoyage, vous pouvez vous référer à l'affaire 57 où l'on crée un poste sur le même site de la médiathèque. Je me pose donc une question entre l'externalisation et la création de poste.

Monsieur TRAVIER

Cette affaire ne concerne pas la médiathèque Émile Zola.

Monsieur BOUMAAZ

Non, nous sommes sur l'affaire 38 là. Sur l'affaire 38, il y a un appel d'offres sur plusieurs marchés. Cet appel d'offres, c'est de l'entretien des médiathèques.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 38. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MARCHÉS N°3688DC14 DE RESSOURCES NUMÉRIQUES - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Afin d'intégrer les enjeux liés à la transmission de l'information et du savoir, l'effort de modernisation des moyens techniques et des services doit être poursuivi, dans un esprit de solidarité et de service public (à titre d'exemple, mise en œuvre de jeux en ligne pour les plus jeunes, de services de consultation ou de téléchargement à la demande de vidéos, de musique numérique, d'autoformation).

La dimension territoriale de la Communauté d'Agglomération nous conduit à mettre en relation tous les équipements et à favoriser les accès distants.

Depuis deux ans, l'augmentation de la demande en matière de services personnalisés à distance est notable.

La fourniture de ressources numériques correspond à un véritable service de démocratisation de l'accès à l'information et au savoir. Aussi est-il nécessaire de lancer un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics, afin d'offrir aux abonnés des produits qui correspondent à leurs attentes.

La décomposition des différents lots et les montants annuels minimum et maximum correspondant est la suivante :

Lot	Désignation	Minimum €H.T.	Maximum €H.T.
1	Vidéo à la demande (documentaires et fictions)	4 500 €	18 000 €
2	Jeux vidéos en ligne	1 000 €	4 000 €
3	Musique	2 000 €	8 000 €
4	Presse française et étrangère (quotidienne et magazine)	4 500 €	18 000 €
5	Autoformation en langues	4 500 €	18 000 €
6	Autoformation en informatique	3 000 €	12 000 €
7	Autoformation autre	3 000 €	12 000 €
8	Bases de données de référence (dictionnaires encyclopédies, bases législatives,...)	1 500 €	6 000 €
9	Achat d'applications pour supports mobiles	1 000 €	4 000 €
	Total	25 000 €	100 000 €

Les marchés à bons de commande, à intervenir seront conclus de leur notification jusqu'au 31 décembre 2015. Ils pourront être expressément reconduits pour une durée d'un an, dans la limite de trois reconductions, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'Appel d'offres relatif à l'acquisition de ressources numériques pour le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER- MARCHÉS N°3686DC14 DE FOURNITURES POUR L'ÉQUIPEMENT DES COLLECTIONS - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Afin de protéger et présenter ses collections, le réseau des médiathèques doit régulièrement acquérir des matériels spécifiques : pochettes CD, intercalaires, serre-livres, présentoirs de tout type, ..., et mobilise pour cela un marché dédié, qui arrive à échéance au 31 juillet 2014. Il convient en conséquence de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offre en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics, qui conduira à la conclusion de marchés bons de commande, dont l'allotissement et les montants annuels minimum et maximum sont les suivants :

Lot	Désignation	Minimum €H.T.	Maximum €H.T.
1	Equipement des collections multimédia sur tout support (sauf pochettes feutrinées)	4 000 €	8 000 €
2	Pochettes feutrinées pour CD	8 000 €	25 000 €
3	Intercalaires pour les collections imprimés, audio et vidéo	1 000 €	2 000 €
4	Serre-livres	1 500 €	3 000 €
5	Présentoirs pour tous les types de document (imprimé, CD, DVD, revue, documentation,...)	1 500 €	5 000 €
Total		16 000 €	43 000 €

Les marchés à intervenir seront conclus de leur notification jusqu'au 31 décembre 2015. Ils pourront être expressément reconduits pour une durée d'un an, dans la limite de trois reconductions, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert relatif à l'acquisition de fournitures pour l'équipement des collections du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER- MARCHÉ N°3689DC14 D'ÉQUIPEMENT MATÉRIEL DES NOUVELLES COLLECTIONS ET DE RELIURE DES DOCUMENTS DU RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Depuis 2008, le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a choisi de confier les prestations d'équipement matériel des documents imprimés et multimédia (couverture, antivols, réfection de la reliure,...) à un prestataire extérieur. Cette mesure a permis d'améliorer le circuit du document, et de rendre un meilleur service à l'utilisateur.

Le marché relatif à ces prestations arrivant à échéance en décembre 2014, et afin d'assurer la continuité de la mise à disposition des collections pour les usagers, il est nécessaire de lancer un nouvel appel d'offres, en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Cet appel d'offres conduira à la conclusion de marchés à bons de commande, dont l'allotissement et les montants annuels minimum et maximum correspondant sont les suivants :

Lot	Désignation	Minimum €H.T.	Maximum €H.T.
1	Traitement matériel des imprimés et des documents multimédia	60 000 €	190 000 €
2	Reليure des imprimés	10 000 €	40 000 €
	Total	70 000 €	230 000 €

Les marchés à intervenir seront conclus de leur notification jusqu'au 31 décembre 2015. Ils pourront être expressément reconduits pour une durée d'un an, dans la limite de trois reconductions, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres relatif à une prestation d'équipement matériel des nouvelles collections et la reliure des documents du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°42 : CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER- MARCHÉ N°3687DC14 D'ACQUISITION DE LIVRES, LIVRES NUMÉRIQUES, PARTITIONS, ÉDITIONS ADAPTÉES ET LIVRES RELIÉS - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES - APPROBATION.

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Les marchés à bons de commande pour les acquisitions documentaires de livres et partition arrivent à échéance le 31 décembre 2014. Il convient donc de relancer ces marchés dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 33, 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

La décomposition des différents lots et leurs montants annuels minimum et maximum sont les suivants :

Lot	Désignation	Minimum €H.T.	Maximum €H.T.
1	Arts travaux manuels loisirs sports jeux	25 000 €	70 000 €
2	Bande dessinées Adultes et Jeunesse	30 000 €	90 000 €
3	Livres Cinéma Adultes et Jeunesse	3 000 €	12 000 €
4	Livres Musique et danse Adultes et Jeunesse	3 000 €	12 000 €
5	Sciences et techniques Adultes et Jeunesse	25 000 €	70 000 €
6	Histoire et Géographie (dont guides touristiques) Adultes	12 000 €	40 000 €
7	Littérature (hors romans) Bibliographies Adultes et Jeunesse	8 000 €	32 000 €
8	Philosophie, Psychologie, Religions, Ethnologie et Fonds professionnel (documentation sur les bibliothèques et l'édition	10 000 €	40 000 €
9	Romans étrangers, Science-Fiction	20 000 €	80 000 €
10	Romans français et Policiers	30 000 €	100 000 €
11	Société Adultes	15 000 €	45 000 €
12	Albums Jeunesse	30 000 €	90 000 €
13	Romans et documentaires Jeunesse	30 000 €	80 000 €
14	Langues étrangères Adultes et Jeunesse (Livres, méthode de langues (CD et livres CD)	6 000 €	24 000 €
15	Partitions	2 000 €	8 000 €
16	Fonds régional (courant)	7 000 €	24 000 €
17	Livres reliés	20 000 €	80 000 €
18	Editions adaptées Adultes et Jeunesse	6 000 €	24 000 €
19	Livres numériques Fiction	7 500 €	30 000 €
20	Livres numériques Documentaires	4 000 €	16 000 €
Total		293 500 €	967 000 €

Les marchés à intervenir seront conclus de leur notification au 31 décembre 2015. Ils pourront être expressément reconduits pour une durée d'un an, dans la limite de trois reconductions, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert relatif à l'acquisition de livres, livres numériques, partitions, éditions adaptées et livres reliés pour le réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 903 et 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°43 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC RADIO FRANCE POUR L'EXPOSITION "CLAUDE VIALLAT, UNE RÉTROSPECTIVE" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Figure essentielle de l'art contemporain, Claude Viallat jouit d'une renommée internationale, tout en jouant un rôle majeur dans le paysage culturel languedocien. Du 28 juin au 2 novembre 2014, le musée Fabre de Montpellier Agglomération, qui conserve un fonds important de l'artiste, propose une grande rétrospective, véritable plongée dans son univers, des débuts à ses travaux les plus récents.

Composée de plus de 150 œuvres, peintures, dessins et objets, l'exposition, intitulée « Claude Viallat, une rétrospective » retracera le parcours de Claude Viallat sur plus d'un demi-siècle, restituant son exploration incessante des techniques et des matériaux. Réalisée en collaboration étroite avec l'artiste et conçue à partir du fonds du musée Fabre, de prêts d'institutions nationales majeures, dont le Musée national d'Art moderne - Centre Georges Pompidou, et de l'atelier nîmois de l'artiste, cette rétrospective dévoile l'extraordinaire variété de ses productions autour d'une même forme.

Radio France, Société Nationale de radiodiffusion et premier groupe radiophonique français, souhaite apporter son soutien en s'associant à cet événement en tant que partenaire, comme cela avait été fait pour l'exposition Caravage en 2012, et ce, via sa chaîne France Culture. Les modalités de collaboration de ce partenariat ainsi que les engagements respectifs des deux parties sont définis dans une convention qu'il convient d'approuver.

Le partenariat proposé à l'occasion de l'exposition donne lieu à un échange de services entre le musée Fabre de Montpellier Agglomération et France Culture, chaîne radio nationale de Radio France.

Radio France s'engage à faire un large écho à l'exposition « Claude Viallat, une rétrospective » dans les programmes de sa chaîne France Culture, notamment par un dispositif antenne qui comprendra des chroniques, reportages, interviews, 13 messages d'autopromotion relayant la participation de Radio France ou de France Culture à l'Évènement, et enfin par un dispositif spécial Internet, sur le site et la page Facebook de France Culture, incluant :

- la mise en avant de l'Évènement sur le site internet de la chaîne « France Culture » avec liens hypertextes permettant un renvoi vers le site du Musée Fabre ;
- la mise en avant de l'Évènement dans la Newsletter quotidienne France Culture à destination de plus de 600 000 contacts ;
- la mise en avant de l'Évènement sur la page Facebook France Culture à destination de plus de 425 000 fans ;
- l'organisation d'un jeu pour les auditeurs et les abonnés Facebook de France Culture permettant de gagner 150 billets d'entrée dans l'exposition « Claude Viallat, une rétrospective », offerts par le musée Fabre de Montpellier Agglomération. L'organisation du jeu sera relayée par des annonces à l'antenne de « France Culture ».

En contrepartie le musée Fabre de Montpellier Agglomération apposera le logo de France Culture sur la signalétique de terrain de l'exposition, et sur l'ensemble des supports de communication relatifs à l'évènement, soit plus de 5200 affiches, 300 000 dépliant, 60 000 cartes postales publicitaires, ainsi que sur les visuels déclinés comme encarts publicitaires dans les titres de la presse nationale et régionale prévus dans le plan de communication de l'évènement.

Ce partenariat donne aussi l'opportunité au musée Fabre de valoriser la mise à disposition gratuite de la cour Vien du 10 au 28 juillet 2014 pour la tenue et la diffusion en direct d'émissions quotidiennes de Radio France pendant le Festival Radio France à Montpellier.

Le montant global des apports fournis par l'une et l'autre partie est estimé à 30 000€ H.T. (Trente mille euros Hors Taxes), auxquels s'applique une remise exceptionnelle de 50% (cinquante pour cent). La valorisation totale et définitive des apports s'élève donc à 15 000 € HT (quinze mille euros Hors Taxes) et fera l'objet d'une facturation pour ce montant de part et d'autre.

La valorisation des services apportés par le musée Fabre de Montpellier Agglomération n'étant pas soumise à TVA, contrairement aux services offerts par Radio France, le musée Fabre de Montpellier Agglomération règlera à France Culture, chaîne de Radio France, la TVA applicable sur la valorisation de 15 000€ H.T. des services apportés, soit un montant de 3000€.

Enfin, Radio France, qui habituellement facture les frais de fabrication du message publicitaire à ses partenaires, pour un montant de 1500€ H.T., proposé d'offrir cette prestation en échange de l'achat, pour un montant équivalent, de prestations publicitaires sur une autre chaîne radio de Radio France, en l'occurrence France Bleu, complétant ainsi le dispositif de communication radiophonique prévu pour l'exposition. La convention prévoit donc une campagne publicitaire, par contrat séparé avec la Régie Publicitaire de Radio France, pour le montant susmentionné, et correspondant à 34 messages d'annonce à l'antenne, de 30 secondes chacun, sur une période d'une semaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Radio France,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets l'affaire 43 aux voix. Madame JAMET.

Madame JAMET

L'affaire 43. Vous allez très vite, on dirait du Bourquin. Sur l'affaire 43, il y a une remise de 50 %, je souhaiterais en savoir un peu plus. Et notamment sur la remise et le taux de TVA. Pouvez-vous m'éclairer là-dessus ?

Monsieur le Président

Madame JAMET, vous êtes sûre que vous voulez poser cette question ?

Madame JAMET

Un prestataire nous fait une remise de 50 %, ce qui nous permet d'économiser la TVA et on se frotte les mains. Donc, je me demande si c'est une démarche civique.

Monsieur TRAVIER

Ce n'est pas la question. Il n'y a aucune ambiguïté sur le dispositif financier.

Monsieur le Président

Cette affaire a été présentée en Commission. Je mets aux voix l'affaire 43.

Madame JAMET

Nous ne votons pas dans les commissions, nous n'avons pas voté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°44 : CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - MODIFICATION DES GRILLES TARIFAIRES - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibérations n°9438 du 1^{er} avril 2010 et n°9925 du 15 décembre 2010, le Conseil de Communauté a adopté les tarifs concernant d'une part les droits d'inscription et frais de dossier et, d'autre part, les locations d'instruments du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR).

En sa qualité d'Etablissement Classé par l'Etat, le Département attribue au CRR une subvention de fonctionnement plafonnée à 50k€/an, qui s'élevait à 42k€ en 2013.

L'octroi de cette subvention est conditionné par un certain nombre de critères définis dans le schéma départemental d'enseignement musical de l'Hérault (SDEM 34).

Le SDEM 34 prévoit ainsi que l'aide financière du Département est attribuée sous certaines conditions, et notamment celle du plafonnement des droits annuels d'inscription pour les élèves mineurs inscrits en cycle complet musique à 300 € pour les élèves résidant sur le territoire de l'Agglomération, et 350 € pour

les élèves résidant sur le territoire départemental, hors Agglomération.

Les dispositions tarifaires actuelles du CRR ne respectant pas ces clauses pour les élèves résidant en dehors du territoire de l'Agglomération (coût inscription : 560 € et 240 € en fonction des cursus), il convient de les modifier afin de garantir la subvention du Département.

Pour 2013-2014, le nombre d'élèves inscrits au CRR, résidant hors Agglomération, s'élève à 55. Compte tenu de cette donnée, le Département consent d'une part à ce que la révision tarifaire soit lissée sur plusieurs exercices budgétaires, et d'autre part que le plafond de 350 € soit réévalué d'ici 2 ans (augmentation probable à 400 €). Ainsi, sur 2014-2015, il est proposé de diminuer ces frais d'inscription de 560 à 500 € en fonction des cursus pour les élèves résidant en dehors du territoire de la Communauté d'Agglomération. Cette baisse se poursuivra en 2015-2016, avec un tarif envisagé de 400 €.

Il est également proposé de créer un tarif « Classe de maître » s'élevant à 40 €, qui permettra d'ouvrir ponctuellement l'établissement à des élèves extérieurs, ceux-ci n'y ayant actuellement pas accès.

D'autre part, par souci de clarté, le cursus « Enseignements par sessions » des cursus spécifiques sera libellé différemment, en précisant les disciplines concernées.

Enfin, il est proposé de mettre en place pour la location d'instruments, conformément aux usages actuels, des paiements trimestriels et non plus mensuels.

Par conséquent, la nouvelle grille tarifaire du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération se présentera comme suit :

Frais de dossier d'inscription* (un paiement par élève et par discipline)	Agglomération	Hors Agglomération
TARIFS D'INSCRIPTION À UN TEST OU CONCOURS D'ADMISSION		
Hors Temps Scolaire (H.T.S)	20 €	40 €
Horaires Aménagés (H.A.)	Gratuit	Gratuit

TARIFS ANNUELS DES DROITS D'INSCRIPTION ET DES FRAIS DE DOSSIER H.T.S.

Hors Temps Scolaire	Agglomération			Hors Agglomération		
	Inscription	Dossier *	Total	Inscription	Dossier *	Total
Cursus Musique et/ou Danse, tarif normal	250 €	40 €	290 €	500 €	80 €	580 €
Tous cursus - Tarif social (revenus non imposables)	100 €	40 €	140 €	500 €	80 €	580 €
A partir du 2 ^{ème} enfant au Conservatoire **	100 €	Gratuit	100 €	500 €	80 €	580 €

TARIFS ANNUELS DES DROITS D'INSCRIPTION ET DES FRAIS DE DOSSIER – CURSUS SPÉCIFIQUES H. T. S.

Hors Temps Scolaire	Agglomération			Hors Agglomération		
	Inscription	Dossier *	Total	Inscription	Dossier *	Total
Cursus Eveil Musique et/ou Eveil, initiation Danse	120 €	40 €	160 €	500 €	80 €	580 €
A partir du 2 ^{ème} enfant en Eveil ou	100 €	Gratuit	100 €	500 €	80 €	580 €

Initiation **						
Cursus Formation Musicale seule (élèves inscrits à Castries, Cournonterral ou Internote)	120 €	40 €	160 €	200 €	80 €	280 €
Cursus Auditeur libre	120 €	40 €	160 €	200 €	80 €	280 €
Cursus spécifiques ***	120 €	40 €	160 €	200 €	80 €	280 €
Tous Cursus - Tarif social (Revenus non imposables)	100 €	40 €	140 €	500 €	80 €	580 €
Classes de maître (élèves actifs)	40 € (pas de frais de dossier)					

TARIFS ANNUELS DES DROITS D'INSCRIPTION ET DES FRAIS DE DOSSIER H. A.

Horaires Aménagés	Agglomération			Hors Agglomération		
	Inscription	Dossier*	Total	Inscription	Dossier*	Total
Cursus Musique et/ou Danse, tarif normal	Gratuit			Gratuit		
2 ^{ème} discipline Hors temps scolaire	120 €	40 €	160 €	200 €	80 €	280 €

TARIFS TRIMESTRIELS DES DROITS DE LOCATION (PAIEMENTS AU 1^{ER} OCTOBRE, 1^{ER} JANVIER, 1^{ER} AVRIL ET 1^{ER} JUILLET)

Hors temps Scolaire et Horaires Aménagés	Agglomération		Hors Agglomération
	1 ^{ère} et 2 ^{ème} années	3 ^{ème} année et suivante(s)	1 ^{ère} , 2 ^{ème} , 3 ^{ème} et suivante(s)
Tarif normal	36 €	90 €	210 €
A partir du 2 ^{ème} enfant au CRR **	18 €	45 €	
Tarif social (Revenus non imposables)	18 €	45 €	

* Les frais de dossier ne sont pas remboursables

** Sous réserve d'un enfant payant déjà le tarif normal ou le tarif social

*** Cursus spécifiques : Initiation à la direction de chœur, Initiation à la direction d'orchestre, Initiation aux musiques actuelles amplifiées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la tarification du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération à compter de la rentrée scolaire 2014,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Abstention ? Madame JAMET, sur quelle affaire voulez-vous intervenir finalement ?

Madame JAMET

Je vois que vous accélérez le rythme. Vous ne répondez pas aux questions, vous bâclez un petit peu les rapports. Donc, mon interrogation c'est est-ce que vous avez faim, sommeil, est-ce qu'on vous fatigue ?

Monsieur le Président

Tous ces rapports ont été étudiés en commission.

Madame JAMET

Et alors ? Ceci n'empêche pas le débat et vous demandez à chaque rapport « est-ce que quelqu'un a une interrogation ou des éclaircissements à demander », c'est ce que nous faisons. Et je vous rappelle qu'en commission, nous ne participons pas aux votes parce que notre voix est libre, le débat se fait ici.

Monsieur le Président

Mais vous êtes au courant des dossiers.

Madame JAMET

Oui et alors ? Je peux vous interpeller publiquement.

Monsieur le Président

Tout le monde a le droit de s'exprimer en commission.

Madame JAMET

Tout à fait, mais je peux aussi vous interpeller et vous pouvez aussi avoir la politesse de me répondre.

Monsieur le Président

C'est juste, Madame JAMET. Allez-y, je vous écoute, 44, je vous écoute attentivement.

Madame JAMET

Ne jouez pas à ça. Vous avez bâclé, les rapports 42, le 43, etc., continuez de jouer. Affaire 44, nous votons oui.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : CULTURE – MARCHÉ N°3532DC13 - MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BÂTIMENTS CULTURELS DU SECTEUR 3 MUSÉES ET ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Afin d'assurer le bon fonctionnement des équipements culturels cités ci-dessous, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé une procédure d'appel d'offres ouvert visant à la conclusion de marchés de maintenance multi technique n°3532DC13.

Cet appel d'offre, lancé en application des articles 33,57 à 59 du code des marchés publics, doit aboutir à la conclusion de marchés séparés en 2 lots, applicables aux établissements suivants : musée Henri Prades, Bâtiment Louis Jovet, Archevêché, Ecole Supérieure des Beaux-Arts, Conservatoire à Rayonnement Régional (sites Candolle, Lisbonne et Cournonterral) et Domaine Bonnier de la Mosson.

A l'issue de la procédure, publiée le 8 janvier 2014, la Commission d'Appel d'Offres a décidé, lors de sa séance du 4 mars 2014, d'attribuer les marchés aux entreprises suivantes :

- Lot n°1 : Maintenance des installations de plomberie : société CHICHE Plomberie, pour un montant de 9 800,00€ H.T. ;
- Lot n°2 : Maintenance des installations électriques Courants Forts : société Service Maintenance Energie (SME), pour un montant de 5 431,50€ H.T.

Les marchés intervenir seront conclus pour une durée de 10 mois, non reconductible.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3532DC13 - Lot n°1 : Maintenance des installations de plomberie avec l'entreprise CHICHE Plomberie, pour un montant de 9800,00€ H.T.,
- approuver la conclusion du marché n°3532DC13 - Lot n°2 : Maintenance des installations électriques Courants Forts avec l'entreprise Service Maintenance Énergie (SME), pour un montant de 5431,50€ H.T.,

- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel. BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°46 : SPORTS ET TRADITIONS – MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - MARCHÉ N°3649DS14 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D'ACTIONS COMMERCIALES, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence sportive, la Communauté d'Agglomération de Montpellier favorise l'action des clubs sportifs et associations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de l'Agglomération.

Le club sportif « Montpellier Hérault Sport Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du football et il évolue actuellement en championnat de Ligue 1.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui a vocation à intervenir auprès des équipes évoluant au niveau national, souhaite être associée aux manifestations organisées par le « Montpellier Hérault Sport Club » dans le cadre de l'élite du football français.

Les travaux réalisés au Stade de la Mosson « Mondial 98 » afin de répondre aux normes internationales et dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans les compétences et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau. Les résultats de ce club qui évolue dans l'élite du football national contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité, d'efficacité participent à la promotion de l'Agglomération montpellieraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'il génère, ce club de haut niveau fédère les énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de nos communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois aux niveaux local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirages au sort organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein du Stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Afin de répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations ;
- 80 abonnements en tribune présidentielle centrale ;
- 40 abonnements en tribune présidentielle latérale ;
- 76 abonnements en tribune Cévennes.

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs du Stade de la Mosson « Mondial 98 », mais surtout des téléspectateurs, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre Agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle «Montpellier Hérault Sport Club », au regard de sa notoriété et de ses résultats, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vis-à-vis des décideurs locaux, à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de football.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté

d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société pour un montant de 566 300,00 € T.T.C. pour le 2ème semestre 2014, correspondant à la saison sportive 2014-2015 .

A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 3 juin 2014, a attribué ce marché à la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Hérault Sport Club ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3649DS14 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Hérault Sport Club » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014, chapitre 924 de la Communauté d'Agglomération ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès du rapporteur, le vice-président chargé des sports et des traditions, Monsieur le Maire de Baillargues, Jean-Luc MEISSONNIER ?

Monsieur le Président

C'est très clair. Merci Monsieur Meissonnier.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : SPORTS ET TRADITIONS – MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - MARCHÉ N°3651DS14 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D'ACTIONS COMMERCIALES, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU HANDBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Le club sportif « Montpellier Agglomération Handball » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du handball. Il évolue actuellement au plus haut niveau national et international.

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure la maintenance et l'entretien du Palais des Sports René Bougnol au sein duquel se déroule la grande majorité des rencontres disputées par ce club. Elle assure aussi les travaux de modernisation et d'extension de cette enceinte sportive.

Elle participe aussi, dans le respect de la réglementation en vigueur, au financement de ce club qui a joué un rôle précurseur pour tous les clubs de l'élite de notre territoire puisqu'il a déjà remporté 14 fois le titre de champion de France dont 5 consécutifs.

Cette domination sur le championnat national, les résultats déjà obtenus lors des compétitions européennes, dans un sport de plus en plus médiatique, contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Ce palmarès concrétise la cohésion, la puissance et l'efficacité de cette équipe et participe à la promotion de l'Agglomération montpelliéraine à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

De tels résultats contribuent au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de notre territoire.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local et international, mais aussi récompenser les personnes ayant joué un rôle actif quant à la mise en œuvre de nos compétences, voire les gagnants des jeux concours ou tirages au sort organisés lors des actions de communication à l'attention du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite acheter des places lors des matchs organisés par le Montpellier Agglomération Handball au sein du Palais des Sports René Bougnol ou de l'Aréna.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 60 places VIP tribune institutionnelle ;
- 20 places VIP tribune présidentielle ;
- 80 places « matchs de championnat et Coupe joués à René Bougnol

- 100 places « matchs de championnat et Coupe joués à l'ARENA;

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs présents à l'ARENA et au Palais des Sports René Bournol, mais aussi des téléspectateurs qui peuvent suivre désormais les principaux matchs de championnats et de ligue des champions nécessite l'achat d'espaces publicitaires autour de l'aire de jeu, sur les écrans de grande dimension et du droit d'apposer notre logo de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

La mention de l'Agglomération dans le nom du club participe à notre notoriété et doit être financée.

La société « Montpellier Agglomération Handball » est par nature la seule habilitée à gérer la vente d'espaces publicitaires, des billets et des abonnements du club dont elle porte le nom.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société pour un montant de 466 622 € T.T.C. pour le 2ème semestre 2014, correspondant à la saison sportive 2014-2015.

A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 3 juin 2014, a attribué ce marché à la Société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée « Montpellier Agglomération Handball ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3651DS14 tel que défini ci-dessus avec la société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée "Montpellier Agglomération Handball";
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications ou prendre la parole sur cette affaire ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : SPORTS ET TRADITIONS – MONTPELLIER RUGBY CLUB - MARCHÉ N°3650DS14 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D'ACTIONS COMMERCIALES, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU RUGBY - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Le club sportif « Montpellier Rugby Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du rugby et il évolue actuellement au plus haut niveau national : le Top 14.

A l'issue de la saison 2013-2014, le Montpellier Rugby Club est parvenu à atteindre les demi-finales du championnat de France et participera de ce fait aux premiers tours de la Coupe d'Europe au début de la saison 2014-2015

La réalisation et la maintenance du stade Yves du Manoir et le soutien financier apporté au « Montpellier Rugby Club », dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans les compétences et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau.

Les résultats sportifs de ce club qui évolue désormais dans l'élite du rugby national et européen contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité et d'efficacité valorisées par les récents succès participent à la promotion de l'Agglomération montpelliéraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'il génère, ce club de haut niveau fédère des énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance au sein de la population de nos communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local, national et international, mais aussi afin de

remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire, de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirage au sort, organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein du stade Yves du Manoir.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations ;
- 17 places « Affaires » ;
- 34 places « VIP » ;
- 10 places « Corbeille » ;
- 48 places « Twickenham latérale » ;
- 44 places « Eden Park » ;
- 12 places « Ellis Park central ».

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs du stade Yves du Manoir mais surtout des téléspectateurs de plus en plus friands de rencontres de rugby de haut niveau, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre Agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club » au regard de sa notoriété, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération vis-à-vis des décideurs locaux à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de rugby.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société pour un montant de 454 666,92€ TTC pour le 2^{ème} semestre 2014, correspondant à la saison sportive 2014-2015.

A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 3 juin 2014, a attribué ce marché à la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3650DS14 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle « Montpellier Rugby Club » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : SPORTS ET TRADITIONS – PISCINES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - NOUVEAU TARIF PRÉFÉRENTIEL FIN DE JOURNÉE - SAISON D'ÉTÉ 2014 - APPROBATION

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier dispose actuellement d'un réseau de 13 piscines qui totalisent près de 950 heures d'ouverture par semaine et ont enregistré une fréquentation totale de 1 150 051 entrées en 2013, contre 1 134 086 en 2012, ce qui représente une hausse de 1,4 %.

Les horaires d'ouverture au public ont été redéfinis en septembre 2012 et cette réorganisation a généré une part d'entrées du public plus importante (40 %, contre 37% en 2012).

Par ailleurs, sur ces établissements, un programme d'animations a été mis en place depuis la rentrée scolaire 2013 avec des objectifs de sécurité, de santé, d'éducation et de prise en compte d'une composante sociale. Cette nouvelle offre se traduit par une augmentation significative des entrées.

Pendant la saison d'été, le réseau des 13 piscines accueille près de 170 000 nageurs. Les partenariats mis en place avec les structures de quartier ont permis de développer des projets d'animations à destination

des jeunes, ce qui a eu pour effet d'entraîner une augmentation des fréquentations estivales de 5,6 %. Lors du bilan de la saison d'été 2013, il a été toutefois constaté une demande significative d'un public souhaitant accéder aux bassins des piscines en fin de journée, sur une durée relativement courte, sans avoir à payer le plein tarif.

Pour répondre à l'attente de ces usagers, il serait opportun d'adapter sur la tranche horaire de 18h à 20h, un tarif réduit préférentiel à 1€ dans toutes les piscines de l'Agglomération de Montpellier, hormis la piscine olympique d'Antigone.

Cette disposition prendra effet à compter du 1 juillet jusqu'au 31 août 2014, du lundi au vendredi.

Ce nouveau tarif présente l'intérêt d'attirer un public nouveau et par ailleurs de stimuler les fréquentations sur la période de fin de journée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter le nouveau tarif de fin de journée tel que défini ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

La seule chose que je demande aux piscines, c'est que les horaires soient revus pour les enfants handicapés qui ont des créneaux particuliers qui sont contrariés par la mise en place des réformes scolaires. Il faut donc faire des horaires adaptés. Nous en avons parlé avec l'administration qui est en train de regarder, mais comme je sais que c'est une demande des maires, je me permets de le signaler publiquement.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : SPORTS ET TRADITIONS – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Agglomération Handball, qui évolue en championnat de France de 1^{ère} division, dispute ses rencontres au Palais des Sports René Bougnol, transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la délibération n°4848 du 22 octobre 2002.

Il convient d'établir avec la Société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée Montpellier Agglomération Handball une convention de mise à disposition, pour la saison à venir. Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive de l'équipement pour la saison sportive 2014-2015 et règle les obligations réciproques du club et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En contrepartie de l'utilisation non exclusive du Palais des sports, la Société Unipersonnelle Sportive à Responsabilité Limitée Montpellier Agglomération Handball acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour la saison 2014-2015, elle sera de 142 813 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol pour la saison 2014-2015 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : SPORTS ET TRADITIONS – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Hérault S.C. qui évolue en championnat de France de Ligue 1, dispute ses rencontres au stade de la Mosson Mondial 98, transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la délibération n°4848 du 22 octobre 2002. La convention d'occupation de cet équipement a été renouvelée pour la saison 2013-2014 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il convient d'établir avec la Société Anonyme Professionnelle Sportive du Montpellier Hérault Sport Club une convention de mise à disposition, pour la saison à venir. Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive de l'équipement pour la saison sportive 2014-2015 et règle les obligations réciproques du club et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En contrepartie de l'utilisation non exclusive du Stade de la Mosson « Mondial 98 », la Société Anonyme Professionnelle Sportive du Montpellier Hérault Sport Club acquitte une redevance tenant compte des avantages qu'elle en retire.

Cette redevance comprend la valeur des équipements mis à disposition et des charges de fonctionnement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour la saison 2014-2015, elle sera de 310 428 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition du stade de la Mosson Mondial 98 pour la saison 2014-2015 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

J'ai fait la visite de chantier des loges avec le Président Louis NICOLLIN ce matin. Ça s'est parfaitement bien passé et il a expliqué clairement qu'il était contre le fait de couvrir le stade, il préfère en construire un nouveau. C'est un raisonnement que je comprends.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : SPORTS ET TRADITIONS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTIONS TRANSITOIRES DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER RUGBY CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Considérant que la présence d'une équipe professionnelle, évoluant au plus haut niveau, répond aux attentes d'un très large public et offre à la Communauté d'Agglomération un rayonnement national, elle souhaite faire bénéficier le Montpellier Rugby Club des installations du Stade Yves du Manoir et de ses locaux annexes.

Afin de pouvoir mener à bien, dans les meilleurs délais, les discussions avec le club sur les évolutions des modalités de mise à disposition, il convient d'établir des conventions transitoires avec la Société

Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club relatives au stade Yves du Manoir et aux locaux annexes.

Ces conventions prévoient la mise à disposition des équipements pour la saison sportive 2014-2015 du 1^{er} juillet au 31 août 2014 sur les mêmes bases contractuelles et financières que la saison précédente, au prorata-temporis.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions de mise à disposition du Stade Yves du Manoir et des locaux annexes pour la saison 2014-2015 du 1^{er} juillet au 31 août 2014 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Monsieur MOURE.

Monsieur MOURE

Juste une précision. Pourquoi transitoire ?

Monsieur le Président

Parce que nous sommes en discussion avec le Président.

Monsieur MEISSONNIER

Voilà. Une convention va être temporaire pour une saison de deux mois et après, le Président SAUREL est en discussion avec le Président ALTRAD pour rétablir un peu les occupations et les taxations par rapport à tout le stade.

Monsieur le Président

Il est bien évident que si nous passons en métropole, l'ensemble des grandes disciplines que sont les sports de haut niveau et la culture seront réévalués en fonction de la métropole, parce qu'il y a des événements qui deviennent d'intérêt métropolitain de fait.

Monsieur MOURE

Du Manoir, c'est du rugby.

Monsieur le Président

Ça n'empêche pas. Le rugby est une discipline d'intérêt métropolitain, surtout quand l'on discute la demi-finale du Top14. Monsieur BOUMAAZ, vous avez demandé la parole.

Monsieur BOUMAAZ

Je voulais juste connaître, en tant que Président de l'Agglomération, vos relations avec Monsieur ALTRAD.

Monsieur le Président

Excellentes, Monsieur BOUMAAZ. Comme avec Monsieur NICOLLIN et comme avec Monsieur Rémy LEVY, excellentes, mieux ça n'est pas possible.

Monsieur MEISSONNIER

Monsieur le Président, je voudrais saluer votre initiative d'avoir mandaté Monsieur DELJARRY, votre grand ami, pour réunir des partenaires pour aider le Handball qui traversait une période difficile financière. Grâce à vous, Monsieur DELJARRY a pu réunir des amis et venir en aide au Président LEVY.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meissonnier. Mais vous savez, André DELJARRY, ça a toujours été mon ami. Les gens oublient. Lorsque Monsieur Valls est venu, dans le cadre de la primaire socialiste, visiter la cave coopérative de Saint Georges d'Orques, il n'y a qu'un homme que j'ai invité, mis à part mon ami Louis POUGET, c'est André DELJARRY. Nous avons traversé des orages avec Monsieur DELJARRY, parce qu'à un moment, il voulait faire l'urbanisme à la place de la ville et de l'Agglomération, donc j'ai dit « stop, chacun joue dans son camp et en fonction de ses majorités ». Monsieur DELJARRY a été élu par

une chambre consulaire et nous, nous avons été élus par les citoyens, nous n'avons donc pas les mêmes prérogatives, ni même les mêmes champs de compétences. Cela ne veut pas dire qu'ils ne soient pas complémentaires, ça veut dire simplement que chacun doit jouer dans son camp respectueusement. Et je crois que tout le monde a bien compris, ça se passe bien, on ne se quitte plus maintenant.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ DE MATÉRIELS DE PLOMBERIE, DE CHAUFFAGE ET D'ARROSAGE N°3678MG14 - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, LES COMMUNES DE MONTPELLIER, CASTELNAU LE LEZ, JACOU, PÉROLS, PIGNAN, VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE ET LE CCAS DE MONTPELLIER - LANCEMENT DE LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Montpellier, Castelnau-le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-lès-Maguelone et le CCAS de Montpellier, doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture de matériels de plomberie, de chauffage et d'arrosage destinés au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les Communes pressenties, ainsi que notre Etablissement Public de Coopération Intercommunal, ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du Groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du Groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres ouvert).

Le marché à bons de commande comportera 6 lots dont les montants annuels estimatifs H.T. des commandes des membres du Groupement seront les suivants :

Pour le lot n°1 : Plomberie

- Communauté d'Agglomération : 10 000 € H.T.
- Commune de Montpellier : 60 000 € H.T.
- Commune de Castelnau-le-Lez : 19 000 € H.T.
- Commune de Jacou : 7 000 € H.T.
- Commune de Pérols : 4 000 € H.T.
- Commune de Pignan : 8 000 € H.T.
- Commune de Villeneuve-lès-Maguelone : 7 000 € H.T.
- CCAS de Montpellier : 20 000 € H.T.

Pour le lot n°2 : Chauffage et pièces détachées

- Communauté d'Agglomération : 30 000 € H.T.
- Commune de Montpellier : 60 000 € H.T.

Les Communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-lès-Maguelone et le CCAS de Montpellier ne participent pas à ce lot.

Pour le lot n°3 : Filtres pour centrales de traitement d'air

- Communauté d'Agglomération : 8 000 € H.T.
- Commune de Montpellier : 12 000 € H.T.

Les Communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-lès-Maguelone et le CCAS de Montpellier ne participent pas à ce lot.

Pour le lot n°4 : Matériel de GTC

- Communauté d'Agglomération : 20 000 € H.T.
- Commune de Montpellier : 50 000 € H.T.

Les Communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve-lès-Maguelone et le CCAS de Montpellier ne participent pas à ce lot.

Pour le lot n°5 : Matériel d'arrosage intégré

- Communauté d'Agglomération : 3 000 € H.T.
- Commune de Montpellier : 45 000 € H.T.
- Commune de Castelnau-le-Lez : 3 500 € H.T.

- Commune de Jacou : 5 000 € H.T.
- Commune de Pérols : 2 000 € H.T.
- Commune de Pignan : 4 000 € H.T.
- Commune de Villeneuve-lès-Maguelone : 550 € H.T.
- CCAS de Montpellier : 4 000 € H.T.

Pour le lot n°6 : Equipement de chauffage, radiateurs, chaudières, fumisterie

- Communauté d'Agglomération : 3 000 € H.T.
- Commune de Montpellier : 25 000 € H.T.
- Commune de Pérols : 3 000 € H.T.

Les Commune de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pignan, Villeneuve-lès-Maguelone et le CCAS de Montpellier ne participent pas à ce lot.

Les marchés correspondant à chacun des lots seront signés et notifiés par la Commune de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, pour une durée d'un an, reconductible trois fois. Chaque Commune ou groupement de Communes sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Montpellier, Castelnau le Lez, Pérols, Pignan, Jacou, Prades, Villeneuve-lès-Maguelone et le CCAS de Montpellier ;
- autoriser le Groupement de Commandes à lancer un appel d'offres ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention annexée ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitres 920, 923 et 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Qui veut des explications auprès de Madame Guiraud ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHÉ DE PETITS MATÉRIELS ÉLECTRIQUES N°3679MG14 - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER, LES COMMUNES DE MONTPELLIER, CASTELNAU LE LEZ, GRABELS, JACOU, PÉROLS, PIGNAN, SAINT BRÈS, VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE ET LE CCAS DE MONTPELLIER - LANCEMENT DE LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Montpellier, Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, St Brès, Villeneuve-lès-Maguelone et le CCAS de Montpellier, doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture de petits matériels électriques destinés au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes pressenties ainsi que notre Etablissement Public de Coopération Intercommunal ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du Groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du Groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres ouvert).

Le marché sera à bons de commande et comportera quatre lots dont les montants annuels estimatifs H.T. des commandes des membres du Groupement seront les suivants :

Pour le lot n°1 : Petits matériels

- Communauté d'Agglomération : 30 000 € H.T.
- Commune de Montpellier : 300 000 € H.T.
- Commune de Castelnau-le-Lez : 31 000 € H.T.
- Commune de Grabels : 25 000 € H.T.
- Commune de Jacou : 17 500 € H.T.
- Commune de Pérols : 6 000 € H.T.
- Commune de Pignan : 8 000 € H.T.
- Commune de Saint Brès : 2 000 € H.T.
- Villeneuve Les Maguelone : 2 200 € H.T.
- CCAS de Montpellier : 25 000 € H.T.

Pour le lot n°2 : Piles, Batteries

- Communauté d'Agglomération : 5 000 € H.T.
- Commune de Montpellier : 13 000 € H.T.
- Commune de Castelnau-le-Lez : 4 500 € H.T.
- Commune de Pérols : 500 € H.T.
- Commune de Pignan : 400 € H.T.
- CCAS de Montpellier : 500 € H.T.

Les Communes de Grabels, Jacou, Saint Brès et Villeneuve Les Maguelone ne participent pas à ce lot.

Pour le lot n°3 : Lampes éco

- Communauté d'Agglomération : 50 000 € H.T.
- Commune de Montpellier : 50 000 € H.T.
- Commune de Castelnau-le-Lez : 12 500 € H.T.
- Commune de Grabels : 5 000 € H.T.
- Commune de Jacou : 5 000 € H.T.
- Commune de Pérols : 500 € H.T.
- Commune de Pignan : 1 600 € H.T.
- Commune de Saint Brès : 2 000 € H.T.
- Villeneuve Les Maguelone : 1 800 € H.T.
- CCAS de Montpellier : 20 000 € H.T.

Pour le lot n°4 : Lampes à décharges

- Commune de Montpellier : 95 000 € H.T.
- Commune de Castelnau-le-Lez : 3 500 € H.T.
- Commune de Jacou : 4 500 € H.T.

La Communauté d'Agglomération, les communes de Grabels, Pérols, Pignan, Saint Brès, Villeneuve Les Maguelone et le CCAS de Montpellier ne participent pas à ce lot.

Le marché sera signé et notifié par la Commune de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, pour une durée d'un an reconductible trois fois. Chaque Commune ou groupement de Communes sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Montpellier, Castelnau le Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Pignan, Saint Brès, Villeneuve-lès-Maguelone et le CCAS de Montpellier ;
- autoriser le Groupement de Commandes à lancer un appel d'offres ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention annexée ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 920, 923, 924 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès de Madame le Maire de Saint-Jean-de-Védas, vice-présidente de

l'Agglomération, Isabelle Guiraud ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-37 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté doit se prononcer sur le bilan des acquisitions et cessions foncières et immobilières effectuées au cours de l'année 2013.

Ces acquisitions et cessions ont été réalisées dans le cadre des compétences suivantes :

1 – Au titre de la compétence Culture :

Acquisition sur la Commune de Lattes pour un montant 3 268,43 euros, affectée au Site Archéologique Lattara

2 – Au titre de la compétence Transport :

Acquisition sur la Commune de Montpellier pour un montant de 28 969,03 euros, affectée à la ligne 3 du tramway

3 - Au titre de la compétence Administration Générale :

Acquisition pour un montant de 481 927,57 euros.

Acquisition sur la Commune de Montpellier pour un montant de 274 478,04 euros, à usage de bureaux (Hôtel d'Agglomération) ; sur la Commune de Castelnau le lez pour un montant de 207 449,53 euros, pour les locaux de la Maison d'Agglomération

4 – Au titre de la compétence Développement Economique :

Cession pour un montant de 2 628 974,88 euros.

Cession sur la Commune de Montpellier pour un montant de 2 302 946,88 euros, terrains cédés à ASF et RFF, ainsi que bâtiment et terrains libres d'usage cédés à des tiers ; sur la Commune de Lavérune pour un montant de 148 000 euros pour la ZAC Descartes; sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas pour un montant de 178 028 euros, terrains cédés à ASF d'une part et pour une ZAC d'autre part.

5 – Au titre de la compétence Développement Foncier Opérationnel

Acquisition pour un montant de 3 714 641 euros :

Acquisition sur la Commune de Juvignac pour un montant de 23 000 euros pour une ZAC; acquisition sur la Commune de Lattes pour un montant de 252 766 euros pour des projets d'aménagement; sur la Commune de Montpellier pour un montant de 2 923 625 euros au titre de réserves foncières et de projets d'aménagement; sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas pour un montant de 114 750 euros pour un projet de ZAD ; sur la Commune de Vendargues pour un montant de 400 500 euros au titre de réserves foncières.

6 – Au titre de la compétence Lutte contre les Inondations :

Acquisition sur la Commune de Lattes pour un montant de 535 817,51 euros pour les aménagements des berges du Lez

7 – Au titre de la compétence Prévention et Gestion des Déchets :

Acquisition sur la Commune de Pignan pour un montant de 2 178,39 euros pour la base de Vie de la Collecte.

8 – Au titre de la compétence Aménagement, mandats SERM :

Acquisition pour un montant de 1 755 273,75 euros :

Acquisition sur la Commune de Saint-Brès pour un montant de 755 273,75 euros pour la ZAC Cantauessel; sur la Commune de Castelnau le Lez pour un montant de 1 000 000 euros pour l'extension du Parc Europa.

Cession pour un montant de 13 005 084,92 euros :

Cession sur la Commune de Montpellier pour un montant de 2 318 222,55 euros pour les Parcs Marcel Dassault et Parc 2000; sur la Commune de Lattes pour un montant de 18 750 euros pour Parc 2000; sur la Commune de Pérols pour un montant de 10 668 112,37 euros pour le Parc de l'Aéroport.

9 – Au titre de la compétence Aménagement, mandats SAAM :

Acquisition pour un montant de 10 452 017 euros :

Acquisition sur la Commune de Castries pour un montant de 1 534 800 euros pour la ZAC des Sauredes; sur la Commune Lavérune pour un montant de 771 299 euros pour la ZAC Descartes; sur la commune de

Pérols pour un montant de 7 812 678 euros pour le Parc de l'Aéroport; sur la Commune de Saint Georges d'Orques pour un montant de 333 240 euros pour Cœur d'Orques.

Compétences	Acquisitions		Cessions	
	Surface m ²	Montant €	Surface m ²	Montant €
Culture	709	3 268,43	-	-
Transport	1 744	28 969,03	101	-
Administration Générale	207	481 927,57	-	-
Développement Economique	-	-	108 259	2 628 974,88
Développement Foncier Opérationnel	109 381	3 714 641,00	-	-
Inondation	6 853	535 817,51	168	-
Prévention et gestion des Déchets	672	2 178,39		
Aménagement - Mandat SERM	29 528	1 755 273,75	178 982	13 005 084,92
Aménagement – Mandat SAAM	207 240	10 452 017,00		
Total	356 334	16 974 092,68	287 510	15 634 059,80

Le total des opérations pour l'année 2013 représente :

- Pour les acquisitions 356 334 m² pour un montant de 16 974 092,68 euros.
- Pour les cessions 287 510 m² pour un montant de 15 634 059,80€.

Le bilan détaillé par parcelle est annexé au Compte Administratif 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan des acquisitions de la politique foncière pour l'année 2013,
- approuver le bilan des cessions de la politique foncière pour l'année 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Toujours Madame Guiraud, demande d'explications ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°56 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 12 juin 2014.

III-Réajustements d'emplois suite à la commission administrative paritaire

Dans le cadre des nominations résultant de la Commission Administrative Paritaire relative aux avancements de grade et promotions internes, il convient de procéder à des ajustements d'emplois et de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 12 juin 2014.

IV-Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées

en **annexe 4** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 12 juin 2014.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

V -Confirmations de postes :

a/ Par délibération n°11317 du 20 décembre 2012, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du Business Innovation Center (n° de poste : 2003-198) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : orienter et accompagner les porteurs de projet dans l'environnement institutionnel, scientifique et financier, suivre les entreprises pendant les premières années de leur développement et participer aux actions de prospection et de sensibilisation à la création d'entreprises.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études, d'une expérience pour le montage des dossiers d'implantations d'entreprises.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.

- motif : compte tenu des missions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier portant sur l'accompagnement et l'installation des entreprises, ce poste ne peut rester vacant.

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b/ Par délibération n°11497 du 11 avril 2013, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions d'attaché de presse (n° du poste : 2003-185) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès du cabinet du Président.

- nature des fonctions : organiser et suivre l'ensemble des contacts avec les médias, rédiger des communiqués et dossiers de presse et organiser des conférences de presse.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de communication externe auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c) Par délibération n°11950 du 29 octobre 2013, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé d'édition (n° du poste : 2008-028) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au sein de la Direction de la Communication.

- nature des fonctions : rédiger des supports de communication pour valoriser les actions et l'image de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication,

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou du décret n°90-127 du 9 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

d/ Par délibération n°9528 du 27 mai 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de responsable du service de presse (n° de poste : 2004-045) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Cabinet du Président.

- nature des fonctions : assurer la coordination des relations avec la presse et organiser les opérations de

communication.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle dans le domaine de la presse et du journalisme.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la coordination des opérations de communication auprès de la presse, ce poste ne peut rester vacant.

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

e/ Par délibération n°11761 du 25/07/2013, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de contrôleur de gestion externe (n° du poste : 2013-040) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès de la Direction Contrôle de Gestion.

- nature des fonctions : mettre en place et animer un processus de suivi et de contrôle des DSP et autres contrats de partenariat, procéder à des audits et études, accompagner et mettre en œuvre des procédures de désignation des partenaires.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité de contribuer à l'anticipation et à la prévention des risques pour l'Agglomération de Montpellier dans le cadre de ses relations avec les différents partenaires et les délégataires de service public, ce poste ne peut rester vacant.

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

f/ Par délibération n° du 27 octobre 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des bibliothécaire pour exercer les fonctions de responsable de la médiathèque Aimé Césaire (n° du poste : 2007-097), a été créé. Ce poste est affecté à la Direction des médiathèques.

- nature des fonctions : assurer l'encadrement et l'animation d'une équipe, assurer la gestion du service, du bâtiment, de l'élaboration et du suivi du projet d'établissement, assurer la responsabilité de la conduite des collections dans le cadre de la politique d'acquisition du réseau, de la communication des documents et du développement de la lecture publique, assurer la responsabilité de la qualité et de la politique d'accueil du public, gérer la mise en valeur et la médiation des collections dans les espaces de la médiathèque.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessite un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle similaire au sein des collectivités locales et établissements assimilés.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°91-845 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire des bibliothécaires territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le pilotage d'un établissement culturel et la mise en œuvre de la politique culturelle sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

g/ Par délibération n°10222 du 23 juin 2011, le poste d'attaché de presse qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2004-050) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la Communication.

- nature des fonctions : rédiger des communiqués et dossiers de presse, organiser des conférences, assurer le suivi des déplacements et reportages initiés par l'Agglomération, mise à jour du fichier presse et du press book,

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la presse écrite et connaissance de la presse des collectivités locales,

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés

sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant,

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

h/ Par délibération n°10222 du 23 juin 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de Conseiller entreprise innovante au sein du BIC (n° du poste : 2004-025), a été confirmé. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : détecter et prospector les porteurs de projets, accompagner des projets de création d'entreprises innovantes à fort potentiel de développement pour en faire des entreprises pérennes sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier, accompagnement d'entreprises technologiques et de leurs dirigeants en contrat avec le BIC de Montpellier Agglomération situées hors pépinières.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessite un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieure liée au management des entreprises d'au moins quatre ans, expérience dans le métier de l'accompagnement à la création d'entreprises, connaissances en marketing, des nouvelles technologies et des dispositifs d'aide à la création d'entreprise, maîtrise obligatoire de l'anglais.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des monteurs de projets installés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

i/ Par délibération n°10471 du 27 octobre 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de Mission marketing territorial (n° du poste : 2011-065) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

nature des fonctions : participer à l'élaboration d'un plan d'actions marketing opérationnel au service la promotion et de la valorisation du territoire, recueillir, analyser et mettre en forme les informations relatives aux grands projets du territoire, valoriser les projets stratégiques au travers d'actions de communication ou de promotion du territoire, organiser des actions de promotion et d'animation du territoire, faire vivre un Think Tank de responsables économiques.

niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle similaire au sein des collectivités locales et établissements assimilés.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations promotionnelles pour les entreprises locales, ce poste ne peut rester vacant.

Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, suppressions et confirmation de postes;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du vice-président, Maire du Crès, Monsieur Pierre BONNAL ? Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

Madame JAMET

Dites-moi, Monsieur SAUREL, vous pratiquez la musique, vous avez le sens de la mesure quand même. Qui va piano va sano.

Monsieur le Président

La cadence, pas la mesure.

Madame JAMET

Vous allez trop vite pour nous.

AFFAIRE N°57 : RESSOURCES HUMAINES – DROIT À LA FORMATION DES MEMBRES DU CONSEIL

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Par renvoi de l'article L5216-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres du Conseil de la Communauté d'Agglomération ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions.

Dans les conditions fixées aux articles L2123-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil délibère, dans les trois mois suivant son renouvellement, sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Ces dispositions ne s'appliquent, dans la limite des crédits ouverts, que si l'organisme qui dispense la formation a fait l'objet d'un agrément délivré par le Ministre de l'Intérieur dans les conditions fixées à l'article L1221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les orientations en matière de formation des élus doivent être en lien avec les compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou l'exercice des fonctions électives. La formation devra privilégier l'un des thèmes suivants :

- Fondamentaux de la gestion des politiques locales :

Statut de l' élu,

Service public et collectivités locales,

Europe et collectivités locales,

Budget et finances des collectivités,

Marchés publics,

Décentralisation, territoires et politiques contractuelles,

Coopération décentralisée.

- Formations en lien avec les délégations ou la participation aux différentes commissions :

Culture, sport et solidarité,

Développement économique et de l'emploi,

Transports,

Logement,

Développement et aménagement du territoire,

Environnement et développement durable.

- Formations favorisant l'efficacité dans la fonction d' élu :

Prise de parole en public,

Négociation,

Langues étrangères,

Expression face aux médias

Afin de favoriser l'accès à la formation, les élus qui ont la qualité de salarié, ont droit à un congé de formation d'une durée de dix-huit jours pour la durée du mandat.

Le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la collectivité. Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera annexé au compte administratif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les présentes orientations en matière de formation des élus,

- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 920,

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès de Monsieur BONNAL ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Je passe à l'affaire 69 parce qu'il y a des élections.

AFFAIRE N°69 : ENVIRONNEMENT – MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N°3554 POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION DE LA MODERNISATION ET DE L'EXTENSION DU CENTRE DE TRI DES DÉCHETS MÉNAGERS RECYCLABLES SECS - DÉSIGNATION DU JURY DE CONCOURS

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant près de 20 ans, il accueille les collectes sélectives des communes membres. Cette installation de conception désormais ancienne arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Au terme des études préalables, le conseil de Communauté a approuvé par délibération n°12188 du 6 février 2014 le programme de modernisation et d'extension du centre de tri, consistant en une opération de réutilisation du bâtiment existant et d'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération, en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 32 000 tonnes par an.

Le programme de l'opération est évalué à 10 900 000 € H.T, valeur septembre 2013, dont 3 700 000 € H.T. pour le bâtiment et 7 200 000 € H.T. pour le process, hors honoraires de maîtrise d'œuvre et honoraires techniques. Dans le cadre de l'option relative à la prise en compte d'une parcelle de terrain supplémentaire de 4000m², ce montant est évalué à 11 700 000 € H.T., valeur septembre 2013, dont 4 500 000 € H.T. pour le bâtiment et 7 200 000 € H.T. pour le process.

Par cette même délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement d'une procédure de consultation en vue de la désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre qui sera chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation. La consultation est organisée selon la procédure de concours restreint conformément aux dispositions de l'article 74-III du Code des marchés publics.

Le marché de maîtrise d'œuvre correspondant est décomposé en une tranche ferme et trois tranches conditionnelles comme suit :

- La tranche ferme a pour objet la conception de la partie bâtiment/VRD, les missions complémentaires relatives à l'élaboration et au suivi de l'instruction de la demande de permis construire ainsi que la constitution des dossiers réglementaires nécessaires à la validation administrative du projet (dossier d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées, demande de modification du PLU, compris l'assistance au maître d'ouvrage dans le cadre des procédures d'enquête publique...).

- La tranche conditionnelle n°1 correspond à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la désignation du titulaire du contrat de CREM (marché de conception, réalisation, exploitation, maintenance). Celle-ci comprend l'élaboration du cahier des charges du contrat de CREM sur la base de l'APS, le suivi de la procédure de mise en concurrence y compris les analyses des candidatures et des offres jusqu'à la désignation du titulaire du CREM.

- La tranche conditionnelle n°2 fait suite à la tranche ferme de maîtrise d'œuvre de la partie bâtiment/VRD et sera affermie dès l'obtention du permis de construire et de l'autorisation d'exploiter. Elle comprend les éléments de mission ACT, EXE, DET, OPC et AOR.

- La tranche conditionnelle 3 concerne le suivi de la mise en œuvre du process par le titulaire du CREM jusqu'au démarrage de l'exploitation avec vérification des performances des équipements.

La durée prévisionnelle du marché est de 4 ans environ. Le montant estimatif de ce marché de maîtrise d'œuvre, y compris l'ensemble des prestations et missions complémentaires, est évalué entre 800 000 et 1 000 000 € H.T.

Conformément à l'article 70.VIII du Code des marchés publics, ce marché de maîtrise d'œuvre sera attribué par l'assemblée délibérante après avis d'un jury. Ce jury chargé d'émettre un avis motivé sur les candidatures et les prestations remises sera composé, outre de Monsieur le Président de la Communauté

d'Agglomération de Montpellier, président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du Conseil de Communauté.

Les autres membres siégeant avec voix délibérative seront désignés par le président du jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des marchés publics. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq, la désignation de ces personnalités étant facultative.

- des membres du jury ayant la qualification exigée des candidats pour participer au concours (ou une qualification équivalente), représentant au moins un tiers des membres du jury.

Le comptable public et un représentant du service en charge de la concurrence seront invités à participer au jury avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des marchés publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu au scrutin secret sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élus.

Sur la base de ces précisions :

- les listes devront être exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de communauté, y compris pour les membres suppléants du Jury,

- la date limite de remise de dépôt des listes a été fixée au 19 juin 2014 à 12 heures au service du Conseil de la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics,

- les listes devront être transmises par courrier avec accusé de réception avant cette date ou remises contre récépissé aux jours et heures d'ouverture du service du conseil,

- chaque liste établie devra parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du Jury de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER - Dépôt de liste – ne pas ouvrir avant la date limite ».

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres du jury de concours.

Une seule liste a été déposée dans les délais et conditions fixées dans le pré-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil de Communauté, mentionnées ci-dessus.

La liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Titulaires	Communes
Mme Miralles	Montpellier
Mme Levy Rameau	Montpellier
M Segura	Villeneuve les Maguelone
M. Petit	Saint Jean de Védas
Mme GIANIEL	Pérols
Suppléants	
M Barral	Montpellier
M Caizergues	Lavérune
Mme Lloret	Sussargues
M Pellet	Saint Génès des Mourgues
Mme Panos	Le Crès

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du jury de concours ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Y a-t-il d'autres candidatures ?

Pas d'autre candidature.

Je vous propose de passer au vote, il suffit d'écrire 1 sur les petits billets blancs qui sont à votre disposition. Nous sommes obligés de le faire à bulletin secret. Mademoiselle BODKIN Maud et Monsieur ABERT Fabien, au travail. Pendant que l'affaire 69 est votée, je repasse à l'affaire 58.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

AFFAIRE N°58 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – LOGISTIQUE URBAINE - CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA POSTE - STATIONS CORUM, SABINES ET GARCIA LORCA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et mobilité, rapporte :

La logistique urbaine est la façon d'acheminer dans les meilleures conditions les flux de marchandises qui entrent, sortent et circulent dans la ville. Elle constitue l'un des enjeux forts des politiques de mobilité et représente un critère de performance des grandes villes européennes et de compétitivité des entreprises locales. Les enjeux qui gravitent autour de cette thématique concernent notamment le développement économique, le commerce, l'artisanat, l'habitat et la qualité de vie ainsi que le système de transport et les nuisances qu'il génère (pollutions, accidents, congestion, bruit ...).

A travers son Plan de Déplacement Urbain (PDU), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a notamment pour objectif d'organiser la chaîne intermodale du transport de marchandises, en favorisant une logistique de distribution peu polluante, tout en recherchant, à l'échelle du territoire de la Communauté d'Agglomération, une harmonisation des réglementations concernant les conditions de livraison.

Le Plan Climat Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération adopté le 6 février 2014, prévoit notamment sur la période 2013-2018 de développer l'usage du vélo à assistance électrique sur le territoire et de repenser la logistique pour optimiser le transport de marchandises.

De son côté, dans le cadre de sa politique de responsabilité sociale et environnementale, le groupe La Poste se fixe les engagements suivants :

- exercer ses activités de façon toujours plus responsable, c'est-à-dire via une amélioration continue de ses processus et comportements, afin de limiter les impacts sur l'environnement,

- être un acteur investi dans une performance durable partagée en mobilisant les acteurs de la société, en impulsant et soutenant de nouveaux modèles économiques plus respectueux des hommes et de la planète.

Dans ce contexte, La Poste souhaite revoir la livraison des courriers en centre-ville, notamment en remplaçant les tournées réalisées actuellement par les facteurs en cyclomoteurs par des tournées intermodales avec un usage des tramways et des vélos à assistance électriques (VAE).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a construit des parkings-tramway et des parcs à vélos pour desservir les stations de tramway. La Poste souhaite pouvoir bénéficier d'une occupation sur ces parkings-tramway et parcs à vélos qui relèvent du domaine public de la Communauté d'Agglomération affecté au service public des transports.

Pour cela, une convention d'occupation temporaire du domaine public dans les parcs à vélos situés aux stations Corum, Sabines et Garcia Lorca, sur une durée de 10 ans, est nécessaire pour permettre la création de 3 parcs sécurisés pour garer les 36 VAE, propriétés de La Poste (8 VAE à Corum, 16 VAE à Sabines et 12 VAE à Garcia Lorca).

La convention proposée prévoit le versement par La Poste de 5 000 € T.T.C. par an à l'Agglomération de Montpellier, ce qui correspond à l'amortissement sur la durée de la convention des aménagements réalisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'occupation temporaire du domaine public dans les parkings de tramway et les parcs à vélos situés aux stations Corum, Sabines et Garcia Lorca avec La Poste,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Madame GIANIEL.

Madame GIANIEL

Un bon schéma vaut mieux qu'un long discours. La Poste joue donc le jeu du PDU de l'Agglomération. La Poste souhaite réorganiser ses tournées dans le centre de Montpellier. Fini le diptyque voiture plus mobylette, maintenant c'est tramway plus piéton ou tramway plus vélo à assistance électrique. Nous sommes donc pour, mais pour mettre ça en place, il faut stocker les 36 vélos électriques. Ce sera donc dans les trois stations Corum, Sabine et Garcia Lorca et ce pour une durée de 10 ans.

C'est donc une convention d'occupation du domaine public que je vous propose, qui donne lieu à rémunération tel qu'il est précisé dans la décision.

Monsieur le Président

Merci Madame GIANIEL et merci pour les réunions de concertation qu'avec Monsieur EL KANDOUSSI vous menez activement, notamment pour le trajet et le chantier du bouclage de la ligne 4. Vos explications étaient tellement claires qu'elles ont été plus effectives que le schéma.

Je mets aux voix l'affaire 58.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRANSPORTS EN COMMUN - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT (SMTCH) - CONVENTION FINANCIERE RELATIVE AUX MODALITÉS D'UTILISATION DU RÉSEAU URBAIN DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et mobilité, rapporte :

Conformément à l'article 6 des statuts du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a transféré à ce dernier l'organisation du transport scolaire de l'Agglomération. A ce titre, elle contribue au budget du SMTCH.

En zone urbanisée, conformément à l'article 8-3 des statuts, le Syndicat Mixte utilise les moyens existants des réseaux urbains pour assurer le transport des scolaires. En conséquence, le Syndicat Mixte et les Autorités Organisatrices de Transports Urbains doivent convenir des modalités d'utilisation de ce réseau. Pour notre Agglomération, les scolaires sont transportés sur le réseau urbain et notamment le réseau de tramway avec ces 4 lignes, en application du règlement de transport scolaire adopté par délibérations du SMTCH.

Pour l'exercice 2014, il est convenu que le coût d'utilisation du réseau urbain de Montpellier Agglomération par les scolaires est fixé forfaitairement à 8 467 407 € (pour mémoire : 8 342 273 € en 2013).

La présente convention annuelle précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le Syndicat Mixte Hérault Transport.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention financière définissant les modalités d'utilisation du réseau urbain par le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) pour l'exercice 2014,
- dire que la recette est prévue au chapitre 922 du budget de la Communauté d'Agglomération,
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès de Madame GIANIEL ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération à la majorité des voix (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°60 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRANSPORTS EN COMMUN - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT - CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE DES DÉPLACEMENTS URBAINS SUR LE RÉSEAU TAM DES ABONNÉS ZAZIMUT EN JUILLET ET AOÛT 2014 ET BILAN 2013 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et mobilité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a transféré sa compétence en matière de transport scolaire au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) par délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2003.

Dans le cadre de la politique tarifaire du SMTCH en faveur des scolaires, l'abonnement scolaire Zazimut a été mis en place et offre à ses titulaires la libre circulation sur les réseaux de transport collectif du département, interurbains et urbains, en période scolaire et hors vacances d'été.

Pour favoriser la mobilité de ce public et dans le cadre de la politique jeunesse du département, le SMTCH a adopté, lors de sa séance du 6 décembre 2013, en accord avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les autres Agglomérations du département de l'Hérault, la prolongation de validité de l'abonnement scolaire ZAZIMUT aux mois de juillet et août 2014 sans surcoût pour les scolaires.

Un mécanisme de compensations financières des réseaux urbains est prévu pour le dédommagement des déplacements réalisés en juillet et août 2013 par les abonnés Zazimut.

Pour l'exercice 2013, cette compensation s'élève à 41 028,60 € pour 41 569 déplacements enregistrés.

Le projet de convention définit les modalités de calcul prises en compte pour compenser les déplacements Zazimut dont le coût est supporté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la saison 2013 et prévoit la reconduction du dispositif ainsi que les modalités de compensation pour la saison 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec Hérault Transport portant sur la compensation tarifaire des déplacements urbains sur le réseau TAM des abonnés ZAZIMUT en juillet et août 2013, ainsi que la reconduction du dispositif et ses compensations tarifaires pour juillet et août 2014,
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès de Madame GIANIEL ? En la félicitant de son élection de vice-présidente au Syndicat mixte des transports de l'Hérault.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY - BOUCLAGE DE LA QUATRIÈME LIGNE - COMMISSION D'INDEMNISATION À L'AMIABLE - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui intègre le bouclage de la Ligne 4.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, permettant le bouclage de la Ligne 4.

Par délibération n°11815 du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté a décidé la création d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable (CIA) permettant d'instruire les demandes et d'indemniser, dans un cadre légal, à l'amiable et dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure contentieuse, les professionnels riverains concernés par des préjudices vérifiés qui pourraient leur être causés dans le cadre des travaux.

Il avait été décidé de désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de TaM, tant titulaires que suppléants, et d'une personnalité compétente à l'issue du renouvellement du Conseil de Communauté et du Conseil d'Administration de TaM.

Il est donc maintenant proposé de désigner sept représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir trois titulaires et trois suppléants au sein du Conseil Communautaire, ainsi qu'une personnalité compétente.

Sera en sus désigné par le Conseil d'Administration de TaM, à l'issue de son renouvellement, un représentant titulaire et un suppléant de ce Conseil d'Administration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales de ne pas procéder à une élection au scrutin secret des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier mais à une désignation à main levée ;
- désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi qu'une personnalité compétente au sein de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY - BOUCLAGE DE LA QUATRIÈME LIGNE - MARCHÉ N°8.483 DE TRAVAUX PRÉPARATOIRES D'ÉQUIPEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway qui comprend le bouclage de la 4^{ème} ligne de tramway entre la place Albert 1^{er} et l'Observatoire à Montpellier.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier, qui assure le bouclage de la Ligne 4.

La réalisation du bouclage de la ligne 4 nécessite des travaux préparatoires d'équipements. Ils concernent notamment la pose et la dépose d'éclairage public, d'enseignes lumineuses, de bornes escamotables, de caméras vidéo, de barrières automatiques, de totems, de guichets et armoires, de barrières de parking et distributeurs de tickets, de réseaux électriques, de mobiliers urbains, de feux tricolores et d'armoirs de feux tricolores. Le besoin porte également sur l'installation et la gestion des équipements de carrefours provisoires en phase chantier.

Pour l'attribution de ce marché, il a été lancé une procédure négociée conformément aux articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des Marchés Publics. Le marché est passé pour une durée de 5 ans à compter de sa date de notification. C'est un marché à bons de commande à prix unitaires d'un montant minimum de 500 000 € H.T. et d'un montant maximum de 3 000 000 € H.T.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 4 décembre 2013. Cinq candidatures ont été reçues dans les délais. La sélection des candidatures a eu lieu le 28 janvier 2014. Le DCE a été adressé aux quatre candidats retenus le 5 février 2014, la date limite de remise des offres étant le 10 mars 2014.

Trois offres ont été reçues dans les délais. Après analyse des offres, la phase de négociation a été engagée avec les candidats.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 12 mai 2014, a procédé à l'ouverture des offres négociées. Les trois candidats ayant participé à la négociation ont remis une nouvelle offre.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- prix des prestations pour 60%,
- valeur technique de l'offre au regard des exigences du cahier des charges pour 40%.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 27 mai 2014 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises SPIE SUD OUEST / CEGELEC / SOTEM, mandataire SPIE SUD OUEST de Saint Jean de Vedas (34), jugée offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.483,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet de marché avec le groupement d'entreprises SPIE SUD OUEST / CEGELEC / SOTEM, mandataire SPIE SUD OUEST de Saint Jean de Vedas (34) pour un montant minimum de 500 000 € H.T. et maximum de 3 000 000 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n° 8.483, ainsi que les actes relatifs à son exécution, y compris son éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès d'Isabelle GIANIEL ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°63 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - ADHÉSION À FRANCE EAU PUBLIQUE (FEP)- APPROBATION

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est adhérente à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et en Régie (F.N.C.C.R.). Cette fédération regroupe les collectivités organisatrices des services publics d'énergie et des services publics d'eau et d'assainissement. Elle apporte aux collectivités un appui technique et juridique sur les sujets d'actualités réglementaires, et constitue une force de proposition lors de l'élaboration de la législation applicable aux services publics locaux.

Au sein de la F.N.C.C.R., France Eau Publique (FEP) est une nouvelle structure regroupant des collectivités et des opérateurs d'eau et d'assainissement souhaitant s'engager dans une démarche de partage de connaissances et d'expériences, de renforcement mutuel et de promotion de la gestion publique de l'eau.

Par délibération n°12226 du 7 mai 2014, le Conseil de Communauté vient d'approuver le principe d'une gestion en régie du service public de l'eau potable et de l'eau brute à compter du 1^{er} janvier 2016.

C'est pourquoi il est proposé l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à France Eau Publique afin de bénéficier des conseils, de l'expertise et du retour d'expériences proposés.

Cette adhésion passe par l'engagement de notre collectivité à respecter la charte de France Eau Publique dont les principaux axes sont les suivants :

Principes fondateurs :

- l'eau est un bien commun,
- l'accès à l'eau pour tous constitue un droit humain inaliénable,
- la nécessaire performance de sa gestion doit être mise au service exclusif de l'intérêt général et non d'intérêts privés ;

Valeurs :

- transparence financière, comptable et technique envers l'autorité organisatrice et les usagers,
- solidarité locale et internationale,
- performance durable et efficience du service,
- proximité et implication des parties prenantes (l'utilisateur est traité en partenaire) ;

Objectifs :

- renforcer les synergies entre les adhérents et la structure,

- favoriser une émulation mutuelle,
- appuyer les entités publiques émergentes,
- constituer un grand pôle des opérateurs publics.

La cotisation pour 2014 finançant toutes les activités de FEP (animation du réseau groupes de travail, veille, interventions extérieures, audits croisés,...) est fixée à 1,55 cts €/ hab soit 5 500 € pour note collectivité.

Sur proposition du Président en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de France Eau Publique (FEP) au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

Monsieur René REVOL, Vice-Président chargé de la politique de l'Eau et des Milieux Aquatiques, pour représenter la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès de ladite association, notamment lors des votes aux Assemblées Générales, et comme suppléante, Madame Florence FUCHS-JESSLEN, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement,

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à France Eau Publique, notamment à sa charte,
- désigner Monsieur René REVOL, Vice-Président chargé de la politique de l'Eau et des Milieux Aquatiques, pour représenter la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès de ladite association, notamment lors des votes aux Assemblées Générales, et comme suppléante, Madame Florence FUCHS-JESSLEN, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement,
- dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget de l'Eau Potable 2014, au chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès de Monsieur REVOL, vice-président, Maire de Grabels ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°64 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION INTERCOMMUNALE DE SUSSARGUES / SAINT GENIES DES MOURGUES - MARCHÉ DE TRAVAUX 3420EA13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération approuvé par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004 prévoit parmi les opérations prioritaires la création d'un nouveau système d'assainissement pour les communes de Sussargues et Saint Geniès des Mourgues.

Cette opération va permettre la suppression des stations d'épuration des communes précitées aujourd'hui arrivées à saturation et ne répondant plus aux exigences réglementaires en terme de qualité de rejet.

La capacité nominale de la station d'épuration intercommunale de Sussargues/St Geniès des Mourgues sera de 7 200 équivalents-habitants compte tenu notamment des extensions des zones urbanisées prévues par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

Le site de l'actuelle station d'épuration de Saint Geniès des Mourgues est conservé et complété par les terrains mitoyens : parcelles AM72 et AM86. Ce nouveau site, d'une superficie totale de 11 500 m², est riverain du ruisseau du Font Rouge, affluent de la Viredonne, qui se jette à 11 km dans l'Etang de l'Or et qui constituera le lieu de rejet des effluents traités.

Le niveau de traitement demandé est le plus exigeant imposé par les directives européennes en zone sensible. Il comprend le traitement des paramètres azote et phosphore. La file de traitement eau comprend un prétraitement constitué d'un dégrilleur automatique avec compactage et ensachage des refus, un dessableur-dégraisseur, un bassin d'aération de type boues activées faible charge, un clarificateur, une déphosphatation physico-chimique et un traitement tertiaire de filtration mécanique.

L'épuration sera en outre affinée par le passage sur une zone de rejet végétalisée avant rejet à la Viredonne.

La file boues sera composée de filtres par lits plantées de roseaux.

Les ouvrages projetés comprennent enfin tous les équipements de mesure nécessaires pour assurer l'autosurveillance réglementaire de la station d'épuration.

L'avant-projet correspondant, d'un montant prévisionnel de 2,5 M € H.T., a été approuvé par délibération n°11527 du Conseil de Communauté lors de sa séance du 11 avril 2013.

Une procédure de mise en concurrence négociée a été menée en application des articles 144-I-1, 165 et 166 du Code des Marchés Publics en vue de la désignation d'entreprises pour l'exécution des travaux de construction de la station d'épuration. Il n'y a de découpage ni en tranches, ni en lots.

La rémunération de l'entreprise sera globale et forfaitaire. La durée du marché est fixée à 16 mois décomposée en 3 mois de période de préparation, 10 mois de travaux et 3 mois de période d'observation avant réception.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 3 juin 2014, a décidé d'attribuer le marché correspondant à l'entreprise SAUR domiciliée à Nîmes (30) pour un montant de 2 108 097,00 € H.T., soit 2 529 716,40 € T.T.C. (solution variante).

Cette offre présente une valeur technique conforme aux attentes de la Communauté d'Agglomération telle que définies dans le règlement de consultation. Le montant de la proposition financière s'inscrit dans l'estimation du maître d'œuvre.

Toutes les autorisations réglementaires nécessaires pour la construction de cette station d'épuration ont d'ores et déjà été obtenues, y compris l'arrêt de permis de construire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de travaux n°3420 EA13 pour la construction de la Station d'épuration Intercommunale de Sussargues / Saint Geniès des Mourgues avec l'entreprise SAUR, d'un montant de 2 108 097,00 € H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°65 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – CONSTITUTION D'UN COMITÉ CITOYEN DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉGIE PUBLIQUE DE L'EAU

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Lors de sa séance du 7 mai 2014 la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le principe de la création de la régie publique de l'eau au 1^{er} janvier 2016.

Cette réforme importante des services publics de l'eau sur notre territoire a pour ambition d'offrir le plus rapidement possible aux usagers la meilleure qualité au meilleur prix, dans le respect des équilibres environnementaux et dans un souci constant de préservation de la ressource. Elle va nécessiter la mise en place d'une nouvelle organisation efficiente, dans un délai contraint.

Le succès de ce projet et son appropriation par la population de notre territoire reposent sur une démarche transparente et exemplaire qui permette d'informer et de concerter tous les acteurs en vue d'établir un véritable contrôle citoyen sur la politique intercommunale de l'eau.

Il est donc proposé de constituer à cet effet un comité citoyen du suivi de la mise en œuvre de la régie publique de l'eau.

Cette instance se réunira régulièrement, au moins 3 fois par an, pour s'assurer du bon avancement du processus de création et émettre des recommandations et des avis sur les principales décisions organisationnelles, techniques ou financières qui pourront être soumises au Conseil Communautaire.

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera président de droit de cette instance d'information, de concertation et de contrôle et le Vice-Président délégué à l'« Eau et Milieux Aquatiques », Président Suppléant.

Outre son président, ce Comité de suivi sera constitué de 4 collèges de 6 représentants soit 24 personnes.

Des suppléants pourront éventuellement être désignés pour les 2^{ème} à 4^{ème} collèges.

Le premier collège des élus sera constitué de 6 conseillers communautaires ou de conseillers municipaux membres de la Commission «Eau et Milieux Aquatiques» désignés par l'assemblée délibérante en application de la réglementation en vigueur.

Le 2^{ème} collège sera constitué de 6 représentants des principales associations de défense des consommateurs, de quartier et de l'environnement actives sur notre territoire :

- Union Fédérale des Consommateurs-Que Choisir
- l'Association Consommation-Logement et Cadre de Vie
- l'association Eau Secours 34
- les Ecologistes de l'Euzière
- le comité de quartier sur Montpellier Mare Nostrum
- le collectif pour le retour à la régie.

Le 3^{ème} collège des représentants des personnels comprendra :

- 1 représentant des 3 organisations syndicales les plus représentatives des salariés au sein de la société aujourd'hui déléataire du service,
- 1 représentant des 3 organisations syndicales les plus représentatives des salariés au sein du Comité Technique Paritaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

Le 4^{ème} collège réunira des experts reconnus au niveau local ou national de la ressource en eau et/ou de l'exploitation des infrastructures et réseaux de production et d'adduction d'eau, ainsi que des personnalités compétentes dont les noms ont été présentés en séance et désignés par arrêté du Président.

Afin de garantir la plus parfaite transparence et de rendre accessible l'information la plus large, divers supports seront utilisés. En particulier, les séances de ce Comité citoyen du suivi de la mise en œuvre de la régie publique de l'eau pourront être filmées et mises en ligne sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Ce comité pourra en tant que de besoin organiser des ateliers participatifs voire des séances d'information, de concertation et de débats ouvertes au public.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de cette instance (frais d'organisation, d'enregistrement et de diffusion, études, visites de terrain...) sont prévues au budget annexe de l'eau.

Sur proposition du Président en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein du Comité citoyen de suivi de la mise en œuvre de la régie publique de l'eau au scrutin secret mais à main levée.

Les candidatures suivantes sont proposées par le Président concernant le collègue 'élus' (6 représentants) :

•2 Conseillers communautaires, membres de la Commissions Eau et Milieux Aquatiques :

- Madame Carole DONADA ;
- Madame Isabelle GIANIEL.

•4 Représentants des communes, membres de la Commissions Eau et Milieux Aquatiques :

- Monsieur Bruno FLACHER (Grabels) ;
- Monsieur Philippe LENOIR (Lavérune) ;
- Monsieur Thierry RUF (Jacou) ;
- Monsieur Thierry VINDOLET (Clapiers).

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la constitution du Comité citoyen de suivi de la mise en œuvre de la régie publique de l'eau ;
- désigner au sein du Comité citoyen de suivi de la mise en œuvre de la régie publique de l'eau, pour le collège 'élus' Madame Carole DONADA, Madame Isabelle GIANIEL, Monsieur Bruno FLACHER, Monsieur Philippe LENOIR, Monsieur Thierry RUF, Monsieur Thierry VINDOLET et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

Que nous réunirons avec Monsieur REVOL dans la commune de Grabels, la semaine prochaine ?

Monsieur REVOL

C'est ça, Monsieur le Président. Il s'agit donc d'appliquer le mandat que l'on s'était donné : la mise en

place de ce comité citoyen de suivi de la mise en place de la régie. Il est constitué de 4 collèges. Un collège d'élus communautaires et conseillers municipaux. Puis un collège représentant les associations de consommateurs et les associations d'usagers qui se sont mobilisées sur ces questions. Un collège qui représente également les personnels à la fois des entreprises concernées et aussi de l'Agglomération qui sont engagés sur ce dossier. Et enfin, un collège représentant des scientifiques de différents horizons, de différentes compétences, qui pourront venir à nos côtés pour discuter de ces questions.

Je précise que le comité de suivi verra ses travaux filmés par les services de l'Agglomération et qui seront mis à ligne, ce qui permettra à tous les citoyens de suivre ces débats.

Il aura un minimum de réunions trois fois par an, il pourra en faire plus s'il le souhaite. Il pourra ouvrir également un certain nombre d'ateliers participatifs sur les sujets qui nous sont suggérés par de nombreux citoyens depuis que nous avons fait notre délibération du 7 mai 2014. Et ainsi, nous pourrions accompagner le passage en régie par un véritable débat citoyen.

Voilà, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Monsieur REVOL. Et j'aurais le plaisir, à votre invitation, d'être à vos côtés à Grabels pour mettre en place le comité citoyen.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Nous allons clôturer le vote de l'affaire 69. Qui demande encore à voter ? Le vote est clos, vous pouvez dépouiller.

AFFAIRE N°66 : ENVIRONNEMENT – UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - MARCHÉS DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION DE LA PRÉVENTION INCENDIE DE L'INSTALLATION - APPROBATION DU MONTANT MODIFICATIF DE L'OPÉRATION ET DES MODALITÉS D'ATTRIBUTION DU LOT 2 - ÉLECTRICITÉ.

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°11677 du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le programme des travaux d'amélioration de la défense incendie de l'unité AMETYST établi, suite au sinistre du 13 décembre 2010, sur la base des préconisations des experts-prévention du délégataire titulaire de la police d'assurance « dommages aux biens et pertes d'exploitation » dans le cadre de la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité.

Par cette même délibération, le Conseil de Communauté a également approuvé le coût prévisionnel définitif des travaux fixé à 1 041 000,00 € H.T (valeur avril 2013), sur lequel le maître d'œuvre, la société SPK ENGINEERING, s'est engagé à l'issue de ses études d'avant-projet et a autorisé le Directeur Général de la SERM à signer les marchés publics de travaux à intervenir, décomposés en trois lots comme suit :

- Lot n° 1 : Sprinklage / RIA / canon à mousse ;
- Lot n° 2 : Détection incendie ;
- Lot n° 3 : Serrurerie / vitrage Coupe-Feu.

Le montant estimé de ces travaux étant inférieur au seuil des procédures formalisées, fixé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à 1 500 000 € H.T pour les marchés de travaux, la procédure qui a été lancée pour l'attribution de ces marchés (avis de publicité en date du 12 décembre 2013, publié sur les sites Internet du BOAMP, du Moniteur des Travaux Publics, du Midi Libre et sur le profil acheteur de la SERM) l'a été selon une procédure adaptée, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, et non, comme mentionnée dans les dispositions de la délibération susvisée, selon une procédure d'appel d'offres ouvert. Il convient de noter que conformément aux règles internes à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les plis relatifs à cette consultation ont été ouverts et enregistrés par la commission d'appel d'offres, laquelle, en date du 11 mars 2014, a également été informée du choix intervenu sur la base d'un rapport d'analyse détaillé.

Les lots n°1 *Sprinklage / RIA / canon à mousse* et n°3 *Serrurerie / vitrage CF* ont ainsi été respectivement attribués à la société COFELY AXIMA, pour un montant de 1 054 200,00 € H.T. et à la société CFM, pour un montant de 34 045,00 € H.T.

La procédure de passation pour le lot n° 2 *Détection incendie* a, quant à elle, été déclarée infructueuse, l'unique offre reçue pour ce lot étant inacceptable au sens du 1° du I de l'article 35 du Code des marchés

publics.

Au vu des résultats de cette première consultation, il convient de réévaluer le montant prévisionnel des travaux à 1 340 000,00 € H.T. afin de permettre le financement de l'ensemble des travaux.

Une nouvelle consultation pour l'attribution du lot n°2 *Détection incendie* sera lancée en application de l'article 28 du Code des marchés publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau montant prévisionnel de 1 340 000 € H.T. des travaux d'amélioration de la prévention incendie de l'unité de méthanisation AMETYST ;
- dire que les crédits correspondants sont ou seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908 ;
- autoriser le Directeur Général de la SERM à souscrire les marchés à intervenir avant l'engagement de la procédure de passation, à signer les marchés à intervenir, ainsi que les actes relatifs à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès de Monsieur MEUNIER, Maire de Lattes, vice-président de l'Agglomération ? Madame le Maire.

Madame GALABRUN- BOULBES

Monsieur le président. Juste un petit rapport. Aujourd'hui était organisée une visite à Améthyst, à Déméter et à l'ISDN de Castries, c'était ouvert aux élus de la commission. C'est Monsieur Cyril MEUNIER qui l'avait proposé. 4 élus de Saint-Drézéry y sont allés et ils ont trouvé ça très intéressant, donc je vous remercie.

Monsieur le Président

Je félicite le vice-président, Monsieur Meunier, à qui je donne la parole dans un instant et je remercie les élus de Saint-Drézéry et leur maire.

Monsieur MEUNIER

Moi je remercie Jackie. C'était intéressant. C'est vrai que j'avais pris l'initiative de proposer cette visite aux élus de la commission. Mais pendant la visite, je me suis demandé si ça ne serait pas une bonne idée de proposer à tous les élus du conseil d'Agglomération de faire la même chose. Parce que sur ce sujet, oh combien difficile à traiter et qui va être difficile à traiter dans les 6 ans qui viennent, il s'est dit beaucoup de choses. Et il suffit d'aller voir Déméter et Améthyste pour se rendre compte que les choix que l'on a faits, même s'ils ont pu être hasardeux, avec les efforts qu'a fait l'Agglomération depuis la fermeture du Thot, nous n'avons pas à rougir de la qualité des services que l'on peut offrir aujourd'hui.

Maintenant, nul n'est parfait sur ce sujet comme sur le traitement des eaux usées, je peux vous dire que ce n'est pas simple du tout de traiter cela. C'est beaucoup plus simple de mettre dans sa poubelle que de s'interroger et de réaliser le traitement des ordures ménagères ou de tirer sa chasse d'eau, de vider son évier ou d'allumer sa machine à laver que de savoir comment on va traiter l'eau derrière. Beaucoup de modestie en la matière, je pense que ce serait très bien et puis une solidarité de tous les élus par rapport à la difficulté de ces différents chantiers, ce serait bien aussi. Mais c'est vrai que cette visite a été très intéressante. Nous vous amènerons des photos de nous avec des lunettes, des masques, des gilets, on était tous très beaux.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meunier et si vous avez des photos, vous pourriez les mettre sur le journal de l'Agglomération qui s'ouvre plus, de jour en jour, aux élus des communes de l'Agglomération de Montpellier. C'est une excellente occasion de faire porter les problématiques par tous les maires de l'Agglomération. Vous savez à quel point je suis sensibilisé au travail en partenariat avec tous les maires de l'Agglomération, parce qu'on ne peut pas construire un territoire par l'exclusion.

Je vous propose le vote de l'affaire 66.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°67 : ENVIRONNEMENT – MARCHÉ 3041GD12 DE TRAVAUX SUR LA PLATEFORME DE COMPOSTAGE DE GRAMMONT - AVENANT N°3 AU LOT N°2 ET AVENANT N°2 AU LOT N°5 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La plateforme de compostage de Grammont a été transférée par la ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération en 2004. Elle accueille une partie des déchets végétaux déposés par les habitants dans les déchèteries de l'Agglomération ainsi que des déchets végétaux issus de l'activité d'entreprises de gestion d'espaces verts et de services de certaines communes de l'Agglomération, dont Montpellier. Environ 12 500 tonnes de végétaux y ont été traités en 2013.

Créé en 1990, cet équipement nécessitait des travaux de réhabilitation de la dalle, des clôtures, de l'éclairage et du système d'assainissement, accompagnés de la mise aux normes du contrôle d'accès.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, six marchés de travaux correspondant aux différents lots ont été attribués pour un montant total de 751 502,42 € H.T.

Une première série d'avenants n°1 concernant les lots n°1, n°2 et n°3 a été approuvée par la délibération n°12009 du 27 novembre 2013, pour prendre en compte les conséquences, sur les lots concernés, de la demande de la ville de Montpellier d'inverser l'emplacement de la voirie d'accès nouvelle du site du Nord vers le Sud. Leur montant cumulé s'élevait à 8 694,08 € H.T., soit une augmentation du montant total des marchés initiaux de 1,16 %.

Après le démarrage du chantier en janvier dernier, il a été nécessaire d'adapter la planification et l'exécution théoriques à la réalité de l'exécution des prestations, ce qui a conduit à des ajustements techniques ayant des incidences financières sur la plupart des lots.

Cinq avenants d'un montant total de 92 126,07 € H.T. et portant le nouveau montant global des marchés de travaux à 852 322,57 € H.T., ont ainsi été approuvés par délibération n°12275 du 19 mai 2014.

Lors du terrassement du bassin de rétention des eaux de process, il s'est avéré nécessaire de réaliser une tranchée drainante en point bas du bassin permettant de collecter et diriger vers un puits de contrôle et de pompage les venues d'eau souterraines non identifiées lors des études préalables, afin de protéger la géomembrane d'étanchéité.

Ces nouveaux ouvrages d'un coût total de 23 650,00 € HT ont été réalisés au titre des lots n°2 relatif au génie civil et n°5 relatif aux équipements de traitement des eaux de process, qui doivent faire l'objet d'avenants.

Concernant le lot n°2, cet avenant n°3 s'élève à 17 620 € H.T. Compte tenu des moins-values antérieures constatées, la somme totale des trois avenants s'élève à 3 541,00 € H.T. soit + 2.90 % par rapport au marché initial. Le nouveau montant du lot s'établit à 125 694,00 € H.T.

Pour le lot n°5, cet avenant n°2 s'élève à 6 030 € H.T. Le montant total des deux avenants s'élève à 20 246,00 € H.T. soit + 22,49 % par rapport au marché initial. Le nouveau montant du lot s'établit à 110 246,00 € H.T.

Sur l'ensemble des 6 lots du marché 3041GD12, le coût global est porté à 875 972,57 € H.T. soit une augmentation de 16,56% par rapport au montant des marchés initiaux.

Les projets d'avenants ont reçu l'avis favorable de la commission d'appel d'offres lors de sa séance du 27 mai 2014

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les avenants n°3 au lot 2 et n°2 au lot 5 du marché 3041GD12 de travaux sur la plateforme de Grammont tel qu'exposés ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Monsieur Meunier ?

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°68 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CONVENTION AVEC L'ÉCO ORGANISME ECOTLC POUR LE SOUTIEN À LA COMMUNICATION SUR LES TEXTILES, LINGES ET CHAUSSURES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Dans le cadre de son programme local de prévention des déchets, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité développer fortement le parc de conteneurs de récupération des textiles installés sur son territoire. Elle a ainsi désigné le groupement Philtex&Recycling, associé aux Amis d'Emmaüs, à la suite d'une procédure d'appel d'offres conduite en 2013 pour installer, entretenir et collecter des conteneurs d'apport volontaire pour la récupération des textiles usagés. Ce développement est mené dans le souci de la préservation des ressources textiles des opérateurs déjà implantés, en particulier les associations humanitaires et des acteurs de l'économie sociale et solidaire, et avec un recours renforcé à l'emploi local et à l'insertion par l'économique. Le nombre de points d'apports qui était de 130 à la fin 2013, atteint 258 au 31 mars 2014.

Par délibération n° 11345 en date du 21 mars 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la signature d'une convention avec l'éco organisme Eco TLC, agréé par arrêté interministériel du 17 mars 2009 en charge, d'une part, de percevoir les contributions financières des acteurs du marché et, d'autre part, de soutenir le développement industriel des filières de tri et de recyclage des textiles usagés. Cette convention permet à Eco TLC de verser un soutien financier aux collectivités compétentes en matière de gestion des déchets qui assurent la promotion de la récupération des textiles auprès de leurs habitants, lequel soutien est plafonné pour une année donnée à un montant maximum de 0,10 € par habitant des communes desservies par au moins un conteneur de récupération des textiles usagés pour 2000 habitants. Au 31 mars 2014, 26 communes représentant 134 027 habitants remplissaient cette condition sur le territoire de la Communauté d'Agglomération.

L'agrément interministériel d'Eco TLC étant arrivé à échéance le 31 décembre 2013, l'éco organisme a demandé le renouvellement de celui-ci. Par arrêté interministériel du 3 avril 2014, Eco TLC a vu son agrément renouvelé jusqu'au 31 décembre 2019. Il est aujourd'hui nécessaire de conclure une nouvelle convention pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2019 afin de continuer à bénéficier des soutiens à la communication correspondant aux exercices 2013 à 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de la convention avec l'éco organisme Eco TLC pour le soutien à la communication sur les collectes des textiles, linges et chaussures,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ladite convention ainsi que tous documents liés à cette affaire.

Monsieur le Président

C'est une affaire importante qui touche de nombreux lieux de l'Agglomération. Monsieur MEUNIER.

Monsieur MEUNIER

Juste une chose. La collecte des textiles, en particulier les habits, est une vieille histoire qui remonte aux bonnes œuvres d'avant. Personnellement, je crois que la grande majorité des gens qui donnent leurs vêtements pensent encore qu'il faut qu'ils soient en bon état parce qu'ils pensent qu'ils sont destinés exclusivement à ce qu'ils puissent être réutilisés par des personnes qui ont des moyens moins importants qu'eux. C'est vrai que c'est une partie de la réutilisation, mais la plus grosse partie de ce que l'on collecte part en recyclable pour faire différentes choses. On a vu que l'on faisait les polaires, pas mal de matériaux d'isolation avec. Je le dis et il faut qu'on le dise dans la communication au niveau de l'Agglomération et dans nos communes, il faut dire aux gens que l'on peut mettre dans les containers même des affaires trouées et qui ne sont plus mettables, parce que ça n'est pas la seule utilisation que l'on fait du recyclage des habits usés.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications auprès de Monsieur MEUNIER ? Monsieur RAYMOND.

Monsieur RAYMOND

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais rebondir sur ces opérations concernant l'environnement, le traitement des déchets et leur réutilisation. Nous passons beaucoup de contrats pour

retraiter le verre, retraiter les vêtements, savoir comment on va gérer nos déchets de demain est une problématique qui nous intéresse au premier lieu, notamment du côté de Castries, Montaud, Saint-Drézéry avec le centre de stockage. Je voulais dire que depuis quelque temps, je pense que l'Agglomération doit faire un effort sur la communication. Avoir un vrai programme de communication sur tout ce qu'elle engage en termes de traitement, de gestion des déchets, auprès des habitants serait vraiment un levier fort pour avoir enfin des résultats probants en matière de traitement, recyclage et pour limiter les déchets de stockage.

Monsieur le Président

Monsieur Raymond, je donne la parole à Monsieur Meunier en vous rassurant sur ce point qui sera étudié plus précisément en conférence des maires, le lundi puisque désormais nous allons nous voir pratiquement tous les lundis, parce que c'est la meilleure façon de construire.

Monsieur MEUNIER

Nous sommes, en matière de communication, obligés d'en faire. Un, pour justifier les différents équipements que l'on fait et pour répondre aux rumeurs et surtout expliquer leur fonctionnement à la population proche de ces équipements. Et puis, il y a une autre chose avant de penser à recycler, etc., c'est qu'il va falloir que l'on s'attaque sérieusement à la réduction des déchets parce que moins on fait de déchets et plus on règle le problème de leur traitement.

Monsieur le Président

Qui souhaite prendre la parole sur l'affaire 68 ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions). Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

L'affaire 69 étant en cours de dépouillement, je passe à l'affaire 70.

AFFAIRE N°70 : HORS COMMISSION – DÉSIGNATION D'UN NOUVEAU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DU SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE L'OR (SYMBO)

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Conseil de Communauté réunit en séance le 19 mai 2014, a procédé à l'élection des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO).

Monsieur Cyril MEUNIER a été élu en qualité de représentant titulaire lors de cette séance. Or, il a également été désigné comme représentant du Conseil général.

Sur proposition du Président, en application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation du remplaçant de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du SYMBO association au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la désignation suivante :

- Monsieur Jean-Pierre RICO.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération au sein du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) en remplacement de Monsieur Meunier et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Nous pouvons voter à main levée. Je vous propose pour la commission du syndicat mixte du bassin de l'Or, le SYMBO, de faire une modification au conseil d'administration et de remplacer Monsieur Meunier qui siège déjà au titre du Conseil général. Nous souhaitons que Pérols soit présent parce que c'est la seule commune sur l'étang de l'Or. Je propose le remplacement de Monsieur Cyril MEUNIER par Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire de Pérols.

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées

(2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

Je vous donne les résultats de l'affaire 69.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Présents : **91**

(Émargements)

Votants : **86** (dont 6 pouvoirs)

Bulletins nuls : **4**

(Bulletins litigieux à déduire :

Articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : **3**

Suffrages exprimés : **79**

- Titulaires :

Sièges à pourvoir : **5**

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15,8

Liste 1 :

Voix obtenues : **79**

Attribution au quotient : **5**

Attribution au plus fort reste : **0**

Total : 5

- Suppléants :

Sièges à pourvoir : **5**

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15,8

Liste 1 :

Voix obtenues : **79**

Attribution au quotient : **5**

Attribution au plus fort reste : **0**

Total : **5**

La liste 1 est élue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus au sein du jury de concours sont :

- Titulaires :

Mme Patricia MIRALLES, Montpellier

Mme Chantal LEVY RAMEAU, Montpellier

M Noël SEGURA, Villeneuve les Maguelone

M. Éric PETIT, Saint Jean de Védas

Mme Isabelle GIANIEL, Pérols

- Suppléants :

M Barral, Montpellier

M Caizergues, Lavérune

Mme Lloret, Sussargues

M Pellet, Saint Génès des Mourgues

Mme Panos, Le Crès.

AFFAIRE N°71 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, il convient de désigner les représentants titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des Etablissements

d'enseignement scolaire figurant dans le tableau ci-dessous, ce conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1.

REPRESENTANTS AU SEIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES COLLEGES ET LYCEES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

COMMUNES	COLLEGES - EFFECTIF ELEVES
BAILLARGUES	Collège le Béranger - 552
CASTELNAU-LE LEZ	Collège Frédéric Bazille - 725
CASTRIES	Collège les Pins - 721
CLAPIERS	Collège François Mitterrand - 557
FABREGUES	Collège Charles Ray - 408
LE CRES	Collège Voie Domitienne - 700
JACOU	Collège Pierre Mendès France - 774
LATTES	Collège Georges Brassens - 720
MONTPELLIER	Collège Arthur Rimbaud - 650
MONTPELLIER	Collège Clémence Royer - 616
MONTPELLIER	Collège Camille Claudel - 442
MONTPELLIER	Collège Clemenceau - 1312
MONTPELLIER	Collège Fontcarrade - 376
MONTPELLIER	Collège Croix d'Argent - 564
MONTPELLIER	Collège François Rabelais - 593
MONTPELLIER	Collège Joffre - 1086
MONTPELLIER	Collège Las Cazes - 370
MONTPELLIER	Collège les Aiguerelles - 505
MONTPELLIER	Collège les Escholiers de la Mosson - 526
MONTPELLIER	Collège les Garrigues - 428
MONTPELLIER	Collège Marcel Pagnol - 400
MONTPELLIER	Collège Jeu de Mail - 466
MONTPELLIER	Collège Gérard Philippe- 361
MONTPELLIER	Collège Internat d'Excellence Montpellier
PEROLS	Collège Frédéric Mistral - 561
PIGNAN	Collège Marie Curie - 793
ST JEAN DE VEDAS	Collège Louis Germain - 584
VILLENEUVE LES MAGUELONE	Collège des salins - 621

COMMUNES	LYCEES
CASTELNAU-LE LEZ	Lycée Georges Pompidou

CASTELNAU-LE LEZ	Lycée professionnel agricole Honoré de Balzac
LATTES	Lycée Champollion
MONTPELLIER	Lycée agricole Frédéric Bazille
MONTPELLIER	Lycée Georges Clémenceau
MONTPELLIER	Lycée Georges-FRECHE
MONTPELLIER	Lycée Jean Mermoz
MONTPELLIER	Lycée Jean Monnet
MONTPELLIER	Lycée Joffre
MONTPELLIER	Lycée Jules Guesde
MONTPELLIER	Lycée professionnel Jules Ferry
MONTPELLIER	Lycée professionnel Léonard de Vinci
MONTPELLIER	Lycée professionnel Mendès France
MONTPELLIER	CFA Pierre de Villeneuve
MONTPELLIER	Ecole régionale Enseignement Adapté
MONTPELLIER	Lycée internat d'excellence

Sur proposition du Président en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein des Etablissements d'enseignement scolaire figurant dans le tableau ci-dessus au scrutin secret mais à main levée.

Les représentants proposés par la Président de la Communauté d'Agglomération sont :

COMMUNES	ETABLISSEMENTS SOCIAIRES - effectifs	REPRESENTANTS CAM - Proposition du Président	
		TITULAIRE	SUPPLEANT
BAILLARGUES	Collège le Béranger - 552	Jean-Luc MEISSONNIER	
CASTELNAU-LE LEZ	Collège Frédéric Bazille - 725	Jean-Pierre GRAND	
CASTRIES	Collège les Pins - 721	Gilbert PASTOR	
CLAPIERS	Collège François Mitterrand - 557	Eric PENSO	Thierry VINDOLET
FABREGUES	Collège Charles Ray - 408	Mylène Fourcade	
LE CRES	Collège Voie Domitienne - 700	Marie-Christine PANOS	
JACOU	Collège Pierre Mendès France - 774	Renaud CALVAT	
LATTES	Collège Georges Brassens - 720	Rosy BUONO	

MONTPELLIER	Collège Arthur Rimbaud - 650	Chantal LEVY- RAMEAU	Jean-Luc COUSQUER
MONTPELLIER	Collège Clémence Royer - 616	Valérie BARTHAS- ORSAL	Annie YAGUE
MONTPELLIER	Collège Camille Claudel - 442	Max LEVITA	Titina DA SYLVA
MONTPELLIER	Collège Clemenceau - 1312	Annie YAGUE	Guy BARRAL
MONTPELLIER	Collège Fontcarrade - 376	Sabria BOUALLAGA	Annie YAGUE
MONTPELLIER	Collège Croix d'Argent - 564	Annie YAGUE	Pascal KRZYZANSKI
MONTPELLIER	Collège François Rabelais - 593	Titina DA SYLVA	Khantaly PHOUTTHASANG
MONTPELLIER	Collège Joffre - 1086	Jean-Marc Di RUGGIERO	Michèle DRAY- FITOUSSI
MONTPELLIER	Collège Las Cazes - 370	Isabelle MARSALA	Henri DE VERBIZIER
MONTPELLIER	Collège les Aiguerelles - 505	Patricia MIRALLES	Sauveur TORTORICI
MONTPELLIER	Collège les Escholiers de la Mosson - 526	Chantal LEVY- RAMEAU	Robert COTTE
MONTPELLIER	Collège les Garrigues - 428	Chantal LEVY- RAMEAU	Valérie BARTHAS- ORSAL
MONTPELLIER	Collège Marcel Pagnol - 400	Bernard TRAVIER	Caroline NAVARRE
MONTPELLIER	Collège Jeu de Mail - 466	Valérie BARTHAS- ORSAL	Jean-Luc COUSQUER
MONTPELLIER	Collège Gérard Philippe- 361	Chantal LEVY- RAMEAU	Rabbii YOUSSEUS
PEROLS	Collège Frédéric Mistral - 561	Jean-Pierre RICO	Isabelle GIANIEL
PIGNAN	Collège Marie Curie - 793	Michelle CASSAR	
ST JEAN DE VEDAS	Collège Louis Germain - 584	Isabelle Guiraud	
VILLENEUVE LES MAGUELONE	Collège des salins - 621	Chantal CLARAC	
CASTELNAU-LE LEZ	Lycée Georges Pompidou	Jean-Pierre GRAND	Catherine DARDE
CASTELNAU-LE LEZ	Lycée professionnel agricole Honoré de Balzac	Jean-Pierre GRAND	
LATTES	Lycée Champollion	Rosy BUONO	
MONTPELLIER	Lycée Georges Clémenceau	Lorraine ACQUIER	Annie YAGUE

MONTPELLIER	Lycée Georges-FRECHE	Sauveur TORTORICI	Pascal KRYSAWSKI	
MONTPELLIER	Lycée Jean Mermoz	Patricia MIRALLES	Abdi KANDOUSSI	El
MONTPELLIER	Lycée Jean Monnet	Titina DA SYLVA	Abdi KANDOUSSI	El
MONTPELLIER	Lycée Joffre	Valérie BARTHAS-ORSAL	Jean-Marc RUGGIERO	DI
MONTPELLIER	Lycée Jules Guesde	Caroline NAVARRE	Henri VERBIZIER	de
MONTPELLIER	Lycée professionnel Jules Ferry	Khanthaly PHOUTTHASANG	Marie Hélène SANTARELLI	
MONTPELLIER	Lycée professionnel Léonard de Vinci	Sauveur TORTORICI	Abdi KANDOUSSI	El
MONTPELLIER	Lycée professionnel Mendès France	Gerard CASTRE	Sauveur TORTORICI	
MONTPELLIER	CFA Pierre de Villeneuve	SAMIRA SALOMON	Rabbii YOUSSEUS	
MONTPELLIER	Ecole régionale Enseignement Adapté	Titina DA SYLVA	Samira SALOMON	

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des Établissements scolaires tels que figurant dans le tableau ci-dessus et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°72 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - AGENCE LOCALE DE L'ÉNERGIE - ADHÉSION 2014

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier inscrit, depuis plusieurs années, son action dans une démarche de développement durable et, aux côtés de la Ville de Montpellier, de la Région Languedoc-Roussillon et de l'ADEME, a soutenu la création de l'Agence Locale de l'Énergie et en a approuvé les statuts par délibération n°7913 du 2 octobre 2007.

L'Agence Locale pour l'Énergie (ALE) a pour mission de mettre en place un réseau d'échanges entre tous les partenaires intervenant dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et du développement des énergies renouvelables en positionnant ses actions de manière complémentaire aux opérations de sensibilisation déjà menées, Elle intervient notamment :

- auprès du grand public : sensibilisation par des expositions itinérantes (La Maison Économe par ex), information par l'« Espace Info Énergie »,
- auprès des collectivités locales : rôle de conseil et d'accompagnement dans la maîtrise des consommations d'énergie.

L'Agence Locale de l'Énergie est, par ailleurs, devenue un partenaire privilégié de la Communauté

d'Agglomération de Montpellier dans la rédaction et la mise en œuvre de son Plan Climat Energie Territorial

Afin de montrer son soutien à l'action engagée par l'ALE, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit adhérer à l'association pour l'année 2014, le montant de la cotisation annuelle s'élevant à 1 680 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Agence Locale de l'Énergie ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget communautaire au chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°73 : HORS COMMISSION – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION À BRUXELLES DU 12 AU 13 JUIN 2014 - FINANCEMENT DE LA MISSION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu), aux Etats-Unis (New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec) et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple la venue à l'université de Montpellier des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » au début du XXème siècle (1908-1927) et plus récemment avec le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées avec la Chine, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit depuis 2004 une stratégie de développement économique avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et neuf Provinces centrales chinoises.

Depuis les vingt-cinq dernières années, la Chine a favorisé sa croissance économique par une stratégie de développement externe basée sur l'investissement étranger générant d'importantes disparités entre les provinces de la bande côtière et les provinces internes chinoises. Le 12ème plan quinquennal (2011-2016) axe la stratégie de développement économique sur un modèle de croissance interne avec notamment les 800 millions de consommateurs des provinces centrales, en permettant aux entreprises chinoises de se développer à l'international. Pour les cinq prochaines années, l'Etat chinois va investir 950 milliards de dollars pour développer la santé, la formation et les axes de communication de ces provinces centrales. La Province du Sichuan et sa Capitale Chengdu sont les portes d'entrée aux marchés que représente cette nouvelle stratégie de développement économique.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu, en particulier EUPIC, se sont engagés aux côtés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans un nouvel axe de développement économique dédié à la filière vin. Dans les Provinces centrales, le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60% des achats se font pour les institutions et 20 à 30% pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise propose donc à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de développer une nouvelle approche économique en associant un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, qui promouvra cette offre.

Du 11 au 21 juin, EUPIC à la tête d'une délégation chinoise de 100 personnes, se rendra en Belgique, en République Tchèque et en Allemagne afin de développer des relations d'affaires et des partenariats. La délégation chinoise sera composée par des officiels de haut niveau du Ministère de la Science et de la Technologie, des élus de la Municipalité de Chengdu, des représentants de 10 pôles de compétitivité de

niveau national et de 60 entreprises dans les domaines de l'aviation, des nouvelles technologies digitales, des économies d'énergie, des biotechnologies (sciences de la vie et agriculture moderne), de l'instrumentation et d'autres secteurs de hautes technologies.

Le jeudi 12 juin afin de conclure les travaux tenus par la délégation chinoise à Bruxelles notre partenaire EUPIC organise une manifestation à destination des membres de la Commission européenne (Direction Générale des entreprises et de l'industrie), des officiels d'EEN (Réseau Européen d' Entreprises), des entreprises européennes ainsi que de la délégation chinoise.

EUPIC a proposé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier lors de cette soirée une présentation du territoire (vin et attractivité pour les entreprises technologiques) ainsi qu'une dégustation des vins de la Communauté d'Agglomération (6 domaines présentés). Les vignerons sont également invités.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission de promotion des vins et d'attractivité de l'Agglomération de Montpellier à Bruxelles du 12 au 13 juin 2014,
- approuver la participation d'un élu et d'un technicien à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 1 300 € T.T.C.,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

Avant que vous ne partiez, plusieurs choses. Le prochain Conseil d'Agglomération se fera le 17 juillet 2014. C'est un conseil extraordinaire sur la délibération de principe pour la métropole. D'ici là, nous aurons 5 conférences des maires. Et le dernier conseil se fera le 31 juillet, 100e anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès.

Je vous remercie. Vous êtes conviés à partager le pot de l'amitié au 6e étage. Merci à tous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

AFFAIRE 3 - Application de l'article L.5211-10 du CGCT

N°D2014-267 - 12/05/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Section CL 32 et 1/88ème de CK 44, CL 39, CO 64 et CO 65 - Commune de Juvignac

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la demande d'acquisition auprès de l'Indivision BASSI -NAKACHE des parcelles cadastrées CL 32 et 1/88ème de CK 44, CL 39, CO 64 et CO 65 d'une surface totale de 5 850 m², terrains en landes et chemin, situées au lieudit Ravin de Caunelles à Juvignac. Le prix d'acquisition des biens libres est fixé à 32 700 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre de la ZAD de compétence communautaire est nécessaire pour constituer des réserves foncières.

N°D2014-269 - 28/05/14 - Direction des Sports

Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition du parvis du stade Yves du Manoir au Comité de Quartier Ovalie Providence.

Objet : Le Comité de Quartier Ovalie Providence souhaite organiser une manifestation sur le parvis du Stade Yves du Manoir le 31 mai 2014. La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite autoriser cette mise à disposition par une convention avec le Comité de Quartier Ovalie Providence. Étant donné l'utilité publique de cette manifestation, cette mise à disposition sera effectuée à titre gratuit.

N°D2014-272 - 03/06/14 - Direction des Sports

Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition des terrains synthétiques du Stade Yves du Manoir à l'association "Les Valents"

Objet : L'association Les Valents demande l'autorisation d'organiser une manifestation sportive au Stade

Yves du Manoir le 7 juin 2014. Il convient de passer une convention avec l'association Les Valents pour mettre à disposition ces installations.

Étant donné l'utilité publique de ces rencontres sportives, la mise à disposition sera effectuée à titre gratuit.

N°D2014-277 - 27/05/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°3611DC14 - Lot n°1 : médiathèque La Gare

Objet : Un marché n°3611DC14 (lot n°1) est passé avec l'entreprise SNIH concernant le nettoyage de la médiathèque La Gare, pour un montant de 15 538,71 € H.T. pour la durée du marché.

N°D2014-278 - 27/05/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°3611DC14 - Lot n°2 : médiathèque Jean Giono

Objet : Un marché n°3611DC14 (lot n°2) est passé avec l'entreprise SUD SERVICE concernant le nettoyage de la médiathèque Jean Giono, pour un montant de 17 805,19 € H.T. pour la durée du marché.

N°D2014-279 - 27/05/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°3611DC14 - Lot n°3 : médiathèque Françoise Giroud

Objet : Un marché n°3611DC14 (lot n°3) est passé avec l'entreprise HEXA NET concernant le nettoyage de la médiathèque Françoise Giroud, pour un montant de 19 694,85 € H.T. pour la durée du marché.

N°D2014-280 - 27/05/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°3611DC14 - Lot n°4 : médiathèque William Shakespeare

Objet : Un marché n°3611DC14 (lot n°4) est passé avec l'entreprise SUD SERVICE concernant le nettoyage de la médiathèque William Shakespeare, pour un montant de 18 706,75 € H.T. pour la durée du marché.

N°D2014-281 - 27/05/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°3611DC14 - Lot n°5 : médiathèque Jean de La Fontaine

Objet : Un marché n°3611DC14 (lot n°5) est passé avec l'entreprise SNIH concernant le nettoyage de la médiathèque Jean de La Fontaine, pour un montant de 5 965,20 € H.T. pour la durée du marché.

N°D2014-283 - 27/05/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°3611DC14 - Lot n°6 : médiathèque Albert Camus

Objet : Un marché n°3611DC14 (lot n°6) est passé avec l'entreprise SNIH concernant le nettoyage de la médiathèque Albert Camus, pour un montant de 17 658,21 € H.T. pour la durée du marché.

N°D2014-284 - 27/05/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°3611DC14 - Lot n°7 : médiathèque Aimé Césaire

Objet : Un marché n°3611DC14 (lot n°7) est passé avec l'entreprise HEXA NET concernant le nettoyage de la médiathèque Aimé Césaire, pour un montant de 6 868,36 € HT pour la durée du marché.

N°D2014-285 - 27/05/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°3611DC14 - Lot n°8 : Planétarium Galilée

Objet : Un marché de nettoyage à bons de commande sans mini et avec un maxi de 26 000 € H.T. n°3611DC14 - Lot n°8 : Planétarium Galilée est passé avec l'entreprise SUD SERVICE concernant le nettoyage du Planétarium Galilée, pour un montant estimatif de 24 423,50 € HT pour la durée du marché.

N°D2014-286 - 27/05/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°3611DC14 - Lot n°9 : Conservatoire d'art dramatique

Objet : Un marché n°3611DC14 (lot n°9) est passé avec l'entreprise ESPACE PROPRETE concernant le nettoyage du Conservatoire d'art dramatique, pour un montant de 23 077,45 € HT pour la durée du marché.

N°D2014-287 - 27/05/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°3611DC14 - Lot n°10 : services funéraires

Objet : Un marché n°3611DC14 (lot n°10) est passé avec l'entreprise SUD SERVICE concernant le nettoyage des services funéraires, pour un montant de 27 801,85 € HT pour la durée du marché.

N°D2014-290 - 28/05/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - section BK n° 160 et 161 - Commune de Castelnau-le-Lez

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier doit implanter un poste de refoulement des eaux usées impasse de la Farigoule, commune de Castelnau-le-Lez pour les besoins de l'exploitation du réseau public d'assainissement collectif qu'elle gère. Une convention d'occupation temporaire est consentie par la commune de Castelnau-le-Lez, propriétaire, à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à titre gratuit.

N°D2014-292 - 28/05/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation précaire des parcelles AR 172 - 173 et 142 - Commune de Castelnau-le-Lez

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la commune de Castelnau-le-Lez à occuper temporairement, pour une durée de Un an, et à titre gratuit les parcelles AR 172-173 et 142 situées avenue de l'Europe sur la commune de Castelnau-le-Lez, pour un usage de parking.

N°D2014-294 - 28/05/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelles section BK n° 171-1-2 et 6 - Commune de Castelnau le Lez

Objet : Une servitude de passage et de réseaux publics pour les canalisations eaux usées – Collecteur Est – Secteur Navitau consentie par les Consorts BONNIER sur les parcelles BK 171-1-2 et 6 sises à Castelnau le Lez, moyennant la somme de 6 600€ - Rétification d'une erreur matérielle intervenue dans le corps de la décision 2013-900 du 07/01/2014.

N°D2014-295 - 28/05/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon n° 34 11 0005 (01) en date du 30 juin 2011

Suppression des parcelles SS 2-20-21 et SW 20-30-31-32 - Commune de Montpellier

Objet : Un avenant n° 1 à la convention n° 34 11 0005 (01) de mise à disposition avec la SAFER LR qui porte à 2 ha 74 a 08 ca la contenance cadastrale totale des terres mises à disposition de la SAFER, modifiant ainsi la redevance annuelle qui s'élève désormais à quatre cent quatre vingt quinze Euros (495€).

N°D2014-296 - 28/05/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon n° 34 11 0007 (01) en date du 30 juin 2011

Suppression de la parcelle CT 98- Commune de Lattes

Objet : Un avenant n° 1 à la convention n° 34 11 0007 (01) de mise à disposition avec la SAFER LR qui porte à 24 ha 54 a 14 ca la contenance cadastrale totale des terres mises à disposition de la SAFER, modifiant ainsi la redevance annuelle qui s'élève désormais à quatre mille quatre cent vingt Euros (4 420 €).

N°D2014-297 - 28/05/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon n° 34 11 0024 (01) en date du 15 janvier 2012

Modification du montant de la redevance annuelle

Objet : Un avenant n° 1 à la convention n° 34 11 0024 (01) de mise à disposition avec la SAFER LR qui porte à 7 ha 04 a 68 ca la contenance cadastrale totale des terres mises à disposition de la SAFER, modifiant ainsi la redevance annuelle qui s'élève désormais à mille deux cent soixante-dix Euros (1270 €).

N°D2014-298 - 28/05/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la convention n° 34 14 0020 (01) de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles RA n° 4, 5, 8, 11, 12, 13, 14, 24, 30 et 31 - Commune de Montpellier

Objet : Une convention n° 34 14 0020 (01) de mise à disposition avec la SAFER LR des parcelles RA 4-5-8-11-12-13-14-24-30 et 31, commune de Montpellier pour une contenance cadastrale de 8 ha 48 a 55 ca, sur une durée de trois ans. Cette convention est consentie à titre gratuit.

N°D2014-299 - 28/05/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la convention n° 34 14 0017 (01) de mise à disposition avec la SAFER Languedoc Roussillon des parcelles CC 4 - Commune de Lattes et SR n° 6 ,7 ; SS 9, 10, 11, 32; SV 2,3, 44, 45, 46 ; SO 34 ; SP 73 ; SN 45 ; ST 58, 60, 76 - Commune de Montpellier

Objet : Une convention de mise à disposition n° 34 14 0017 (01) est passée avec la SAFER LR pour les parcelles cadastrées section CC n° 4 – Commune de Lattes et section SR n° 6 ,7 ; section SS n° 9, 10, 11, 32; section SV n° 2,3, 44, 45, 46 ; section SO n° 34 ; section SP n° 73 ; section SN n° 45 ; section ST n° 58, 60, 76 - Commune de

Montpellier, pour une durée de 3 ans. Convention consentie moyennant une redevance annuelle de quatre mille cinq cent quarante Euros (4 540€).

N°D2014-304 - 28/05/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative au marché n°3638UA14 de démolition de bâtiments appartenant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Dans le cadre de la gestion des terrains qu'elle vient d'acquérir, en vue de les rendre aptes aux opérations d'aménagement opérationnel auxquels ils sont destinés, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut être amenée à réaliser certains travaux préparatoires. Pour ce faire, elle peut-être amenée à procéder à certaines démolitions de constructions existantes et non compatibles avec la destination desdits terrains. Aussi, il était nécessaire de conclure un marché de démolition avec une entreprise spécialisée. Il s'agit, en l'espèce, d'un marché à bons de commandes, dont les montants ht minimum et maximum sont de 25 000 et 89 999 euros. Ce marché prend effet de sa notification jusqu'au 31/12/2014. Il est proposé au regard du rapport d'analyse produit de retenir l'offre de la société Saint Pierre 3D sise à Montpellier.

N°D2014-310 - 28/05/14 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie de recettes et d'avances du Planétarium Galilée

Objet : L'encaissement des chèques d'IREC (versement des droits d'entrées par la société GETATICKET) semblant poser problème (les chèques arrivant sur le compte du trésorier et non sur le compte du régisseur), nous avons complété les modes de recouvrement de la régie en y incluant le virement sur le compte de dépôt de fonds du régisseur.

N°D2014-313 - 28/05/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société MON BIZDEV pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société MON BIZDEV pour l'occupation des locaux répertoriés B2.26 et B2.27 d'une surface totale de 41,90 m² situés au deuxième étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er juin 2014 soit jusqu'au 31 mai 2017. La convention est renouvelable de manière expresse par période de 3 ans. La redevance mensuelle H.T à payer par la société pour la surface totale de 41,90 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à ce jour à 675,84 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-317 - 28/05/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ASA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 12 novembre 2007 est conclu avec la société ASA pour une période de six mois à compter du 1er juin 2014 soit jusqu'au 30 novembre 2014. La redevance à payer par la société ASA pour la surface de 62,65 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 719,22 €euros H.T.

N°D2014-319 - 28/05/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la société IMAIOS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI

Objet : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec la société IMAIOS pour l'occupation des locaux répertoriés bureaux B2.15, B2.16, B2.17, B2.18, B2.19 et B2.20 d'une surface de 136,50 m² situés au deuxième étage du bâtiment MIBI. L'occupation est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1er juin 2014 soit jusqu'au 31 mai 2017. La convention est renouvelable de manière expresse par période de 3 ans. La redevance mensuelle H.T à payer par la société pour la surface totale de 136,50 m² qu'elle occupe dans le MIBI s'élève à 2201,74 euros conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-324 - 28/05/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société OPEN'S au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société OPEN'S pour une période de 6 mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 octobre 2014. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société OPEN'S pour la surface de 29,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 430,05 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-325 - 28/05/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société RAMPA TRAVAUX PUBLICS dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société RAMPA TRAVAUX PUBLICS est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec. Son activité est la pose de réseaux dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Actuellement locataire du lot n°B06 d'une surface totale de 79,04 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 12 mois.

N°D2014-326 - 28/05/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ISOTROPIX au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ISOTROPIX pour une période de 12 mois à compter du 1er juin 2014, soit jusqu'au 31 mai 2015. A compter du 1er juin 2014, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ISOTROPIX pour la surface de 89,70 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 205,57 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-327 - 28/05/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NAMAÉ CONCEPT au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NAMAÉ CONCEPT pour une période de 12 mois à compter du 1er juin 2014, soit jusqu'au 31 mai 2015. A compter du 1er juin 2014, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NAMAÉ CONCEPT pour la surface de 29,80 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 431,21 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

N°D2014-328 - 28/05/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de la candidature de la SCI LGA dans la ZAC Euromédecine II à Grabels

Objet : La candidature de la SCI LGA est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Euromédecine II. Elle est candidate à l'acquisition du lot 329 de 2 039 m². Les utilisateurs finaux seront les sociétés d'ambulances SNEA AS NAZON – SOCIÉTÉ NOUVELLE ACTION 34 - EUROP AMBULANCES CHRISNEL – PRESENCE SARL dont l'activité est le transport d'urgence et le rapatriement sanitaire.

N°D2014-335 - 03/06/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du Café des Lettres

Objet : Un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du Café des Lettres est conclu avec la société ADBS, bénéficiaire de l'AOT. Cet avenant a pour objet de proroger la durée de la convention jusqu'au 31/12/2014.

N°D2014-346 - 28/05/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Le Pioufle n°1402108-4"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402108-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 avril 2014 par Madame Solange Le Pioufle tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à une chute corporelle dont elle a été victime et ce, dans le cadre des travaux du chantier de construction de la ligne n°3 du tramway.

N°D2014-350 - 28/05/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SEG Buffet de Montpellier"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Lyon-Caen & Thiriez" près le conseil d'Etat contre l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille n°12MA03112 du 25 mars 2014 condamnant la Communauté d'Agglomération de Montpellier à verser la somme de quatre cent mille euros à la SARL Société d'exploitation en gare de buffet de Montpellier et ce, au titre de préjudice subi dans le cadre de la construction de la ligne n°2 du tramway.

N°D2014-352 - 28/05/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SEG BUFFET DE MONTPELLIER - Sursis à exécution"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats Lyon-Caen & Thiriez près le Conseil d'Etat pour demander le sursis à exécution de l'Arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille n°12MA03112 du 13 mars 2014 condamnant la Communauté d'Agglomération de Montpellier à verser la somme de quatre cent mille euros à la SARL Société d'exploitation en gare buffet de Montpellier en indemnisation pour préjudice subi et ce, dans le cadre de la construction de la ligne n°2 du tramway.

N°D2014-353 - 03/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "Appel du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1201673 - Société Orange"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1201673 du 4 avril 2012 rejetant la demande du Syndicat Intercommunal d'Adduction du Salaison d'ordonner à la société orange de quitter les lieux qu'elle occupe irrégulièrement à savoir la parcelle cadastrée section AP n°565 sise sur le territoire de la commune de Jacou.

N°D2014-357 - 03/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES requête n°1303628-4 TA"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés », suite au dépôt de la requête n°1303628-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 31 juillet 2013 par la SA ARCADES AUTOMOBILES tendant à l'annulation du titre exécutoire n°113 du 3 juillet 2013 d'un montant de 561 913,68 euros émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ce, consécutivement à l'arrêt n°09MA01352 du 17 juin 2013 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille.